

MAI 1996

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE *pour le* DÉVELOPPEMENT

UN AGENDA OUEST-AFRICAIN



SOUS LA DIRECTION DE
GUY BESSETTE ET C.V. RAJASUNDERAM

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE *pour le* DÉVELOPPEMENT

UN AGENDA OUEST-AFRICAIN

SOUS LA DIRECTION DE
Guy Bessette et C.V. Rajasunderam

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
Ottawa • Dakar • Johannesburg • Le Caire • Montevideo
Nairobi • New Delhi • Singapour

Publié par le Centre de recherches pour le développement international
BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9

Mai 1996

Dépôt légal : 2^e trimestre 1996
Bibliothèque nationale du Canada

Édition microfiche sur demande

Tous droits réservés. Toute reproduction, stockage dans un système d'extraction ou transmission en tout ou en partie de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit — support électronique ou mécanique, photocopie ou autre — est interdite sans l'autorisation expresse du Centre de recherches pour le développement international.

Pour commander, veuillez communiquer avec les Éditions du CRDI
poste : PB 8500, Ottawa (Ontario), Canada K1G 3H9
téléphone : 613 236-6163 poste 2087
courrier électronique : order@idrc.ca

On peut consulter le catalogue des Éditions du CRDI sur Internet
Gopher: <gopher.idrc.ca>
World-Wide Web: <http://www.idrc.ca>

ISBN 0-88936-803-1

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos

<i>Martha B. Stone</i>	iii
------------------------------	-----

INTRODUCTION

Dialogue canado-africain sur la communication participative pour le développement

<i>C.V. Rajasunderam</i>	3
--------------------------------	---

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT

La communication pour le développement en Afrique de l'Ouest et du centre : vers un agenda d'intervention et de recherche

<i>Guy Bessette</i>	9
---------------------------	---

La communication participative pour le développement

<i>Chin Saik Yoon</i>	39
-----------------------------	----

COMMUNICATION ET ÉDUCATION NON FORMELLE

Le rôle de la communication participative pour le développement comme outil d'éducation non formelle à la base

<i>Rapport d'atelier, par Elayne M. Harris</i>	69
--	----

Éducation des adultes et communication pour le développement : une réflexion personnelle

<i>Elayne M. Harris</i>	78
-------------------------------	----

La communication participative pour le développement et l'éducation non formelle à la base : une réflexion personnelle

<i>Alioune Danfa</i>	82
----------------------------	----

FEMMES ET COMMUNICATION

Le potentiel des femmes et des jeunes filles comme communicatrices au sein de leur collectivité et leurs besoins en matière d'éducation non formelle à la base <i>Rapport d'atelier, par Awa Adjibade, Affoué Sangaré, Caroline Newton et Jennifer Welsh</i>	87
Le potentiel des femmes et des jeunes filles : une réflexion commune <i>Jennifer Welsh, avec la collaboration d'Awa Adjibade et Affoué Sangaré</i>	90
Femmes et communication : une réflexion personnelle <i>Affoué Sangaré</i>	94
Communication et éducation non formelle — rôle et besoins de la femme et de la jeune fille africaine : une réflexion personnelle <i>Awa Adjibade</i>	97

COMMUNICATION ET BESOINS DE FORMATION

Besoins de formation en communication participative pour le développement <i>Rapport d'atelier, par Don Richardson</i>	105
Les besoins de formation en communication participative : une réflexion personnelle <i>Macaulay A. Olagoke</i>	116
Formation et communication : une réflexion personnelle <i>Emmanuel Noumossie</i>	118

ANNEXES

Annexe 1 — Participants à la rencontre de Toronto	123
Annexe 2 — Organismes africains associés au développement du programme	146

AVANT-PROPOS

Cette publication représente une étape importante dans l'élaboration au CRDI d'un programme viable de communication pour le développement. Il y a plus de deux ans, on a constaté l'absence d'un maillon essentiel de la chaîne de l'information qui est au cœur du programme des sciences et des systèmes d'information du CRDI. Le Centre avait investi, depuis plus de vingt ans, dans un programme des plus efficaces pour le traitement, la manipulation et la diffusion de l'information, en appui au processus de développement, mais il ne disposait pas d'un programme spécifique consacré au processus de la « communication ». Il n'y avait pas à ce moment de recherches portant sur la manière dont l'information est reçue, sur son suivi, son évaluation par les différents groupes cibles, ou encore sur la façon dont les résultats de cette évaluation reviennent vers ceux qui ont diffusé le message initial. J'estime que le processus de développement ne peut véritablement progresser sans un lien aussi essentiel dans la chaîne de l'information.

Pour combler ce vide, un sous-programme a été créé au sein des Sciences et des systèmes d'information. Ce programme de communication pour le développement, a pris le nom de « **CIME** » afin de témoigner de l'importance des interrelations entre la **communication** à la base, l'échange d'**information**, l'utilisation à double voie des **médias** et l'**éducation** non formelle.

Cette publication présente le cadre conceptuel qui a servi à la définition du programme CIME et explique en détail son processus d'élaboration, basé sur les conclusions d'une rencontre régionale d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du centre, qui a été organisée au Burkina Faso en novembre 1994.

On y trouvera également les conclusions issues d'une rencontre organisée au Canada en février 1995. Cette rencontre avait pour but de discuter des différents aspects du programme avec des spécialistes canadiens en communication pour le développement et des représentants d'ONG africaines participant au programme en Afrique de l'Ouest.

En outre, cette publication offre matière à réflexion à toute personne qui s'intéresse à la communication pour le développement. Elle regroupe bon nombre de réflexions portant sur l'utilisation de la communication participative pour l'éducation non formelle et sur les besoins spécifiques des femmes et des jeunes

filles et le rôle que celles-ci peuvent jouer comme communicatrices au sein de leur communauté.

Je remercie le groupe de spécialistes qui a contribué aux discussions sur le programme, et j'espère que cette collaboration pourra se poursuivre dans l'avenir. Je suis persuadée qu'avec l'apport d'un tel groupe le programme pourra continuer à poursuivre les objectifs qu'il s'est fixés, tout en ayant des attentes réalistes quant aux résultats visés.

Je suis fière d'avoir pu participer à la définition du programme CIME. Et je suis très heureuse de constater qu'un concept purement théorique a pu donner naissance à un programme fort bien conçu, qui a résisté à une sévère révision par d'autres scientifiques du CRDI. La présente publication rend compte d'une dimension importante de ce processus d'examen.

Martha B. Stone

Conseillère principale

Sciences de l'information

INTRODUCTION

- Dialogue canado-africain sur la communication participative pour le développement
C.V. Rajasunderam

DIALOGUE CANADO-AFRICAÏN SUR LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT

C.V. Rajasunderam

Évolution des perceptions

Depuis au moins quarante ans, on s'emploie à appliquer les technologies de communication et d'information à des fins de développement. On a appelé de différentes façons le travail effectué en ce sens : communication pour le développement, communication à l'appui du développement, communication à l'appui des projets, information-éducation-communication (IEC), vulgarisation, communication sociale.

La plupart des démarches initiales en communication pour le développement se fondaient sur un modèle de transmission selon lequel l'information passait de l'expéditeur au destinataire. Comme l'affirme un praticien qui œuvre dans le domaine : « La communication pour le développement était en grande partie un monologue et une stratégie de marketing unidirectionnel ».

Ces dix dernières années, on a peu à peu délaissé cette vision hiérarchique allant du sommet vers la base, pour en arriver à mieux comprendre la communication et à y voir un processus bilatéral, interactif et participatif.

Cette évolution dans la perception de la nature même du processus de communication alliée au fait que la démocratie s'est largement répandue récemment favorisent une plus grande participation à la prise de décisions au niveau local ainsi que l'intégration de la communication dans ce processus.

En même temps, certains praticiens de la communication pour le développement ont cherché à faire de la participation un processus d'éducation dans le cadre duquel les collectivités, avec l'aide d'animateurs ou de facilitateurs, définissent leurs problèmes et leurs besoins et deviennent des agents de leur développement.

En soulignant l'importance du développement participatif et des mécanismes d'animation communautaire, on a fait progresser énormément les démarches participatives en communication pour le développement. Les praticiens et les planificateurs du développement admettent de plus en plus maintenant que la

communication participative est « la démarche la plus prometteuse lorsqu'il s'agit de réduire la dépendance et d'accroître l'assurance et l'autonomie d'une population ».

On compte un certain nombre de projets de communication participative qui ont réussi dans les pays en développement, mais il reste encore beaucoup à faire en ce qui concerne la recherche sur les enjeux complexes soulevés par la mise en application de la communication participative.

Interface conceptuelle

Il faut également examiner plus avant les liens conceptuels entre la communication participative pour le développement, l'éducation de base non formelle et l'éducation non formelle à la base, l'éducation populaire et l'apprentissage à l'âge adulte.

On ne peut, bien sûr, considérer en vase clos ces questions interreliées, ni en discuter de façon purement abstraite, étant donné que, dans la réalité, la communication participative pour le développement est un processus qui prend une forme différente selon la situation et selon le contexte culturel.

Base commune

Cela ne doit minimiser en rien l'utilité et l'importance des échanges d'idées et d'expériences entre les praticiens de la communication pour le développement, provenant de régions et de pays différents. Et c'est justement là la raison d'être de cette réunion consultative de deux jours sur la communication participative pour le développement dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest et du centre, tenue à l'Université polytechnique Ryerson, les 10 et 11 février 1995. Les participants à cette réunion ont été appelés à contribuer à l'élaboration du Programme de recherche en communication pour le développement du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), un organisme canadien.

Quarante-neuf personnes venues d'universités canadiennes, d'organismes de développement, du système de l'ONU, de firmes de conseil du secteur privé et

d'ONG y ont assisté, parmi lesquelles cinq membres du Comité du programme africain. Il s'agissait de praticiens des communications, de chercheurs, d'universitaires, de travailleurs en développement et de spécialistes en éducation des adultes.

Cette réunion avait avant tout pour objectifs de :

- mobiliser un groupe interdisciplinaire de chercheurs et de praticiens canadiens à l'appui du Programme de communication pour le développement du CRDI ;
- favoriser, entre les communicateurs africains et canadiens, des échanges sur les sujets et les questions soulevés par les ONG qui ont pris part aux segments participatifs de la définition du Programme de recherche du CRDI en communication pour le développement ;
- définir les enjeux clés liés à l'utilisation de la communication participative pour le développement comme outil d'éducation non formelle.

Retombées de la réunion — quelques réflexions

Les textes qui font l'objet de cette publication émanent des exposés et des discussions en groupe, et aussi d'autres activités qui ont suivi la réunion.

De l'avis de tous les participants, cette réunion de deux jours a donné lieu à un « dialogue riche et intense » sur les enjeux complexes liés à la communication participative pour le développement. Il n'est guère possible, cependant, de rendre dans une telle publication toute la richesse de l'expérience vécue à cette occasion à Toronto.

Nous tenterons donc, dans les pages qui suivent, de résumer quelques-unes des nombreuses idées et certains des sentiments suscités par notre engagement commun à l'égard de la communication participative et d'un développement axé sur les gens.

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT

- La communication pour le développement en Afrique de l'Ouest et du centre : vers un agenda d'intervention et de recherche
Guy Bessette
- La communication participative pour le développement
Chin Saik Yoon

LA COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE : VERS UN AGENDA D'INTERVENTION ET DE RECHERCHE

Guy Bessette

La participation active des gens est reconnue aujourd'hui comme une condition essentielle au processus de développement. Toute intervention visant une amélioration réelle et durable des conditions de vie des populations est vouée à l'échec si les gens concernés ne la prennent pas en charge. À moins que les populations ne soient impliquées à tous les niveaux d'intervention, de l'identification des problèmes à la recherche et à la mise en œuvre de solutions, il n'y aura pas de changement durable.

La communication pour le développement est au cœur même de ce défi : elle représente le processus par lequel les gens deviennent les principaux acteurs de leur propre développement. Grâce à la communication, les populations cessent d'être des bénéficiaires d'interventions de développement qui leur sont extérieures pour prendre en main leur développement.

Le présent texte définit le concept de communication pour le développement et présente l'élaboration d'une initiative du CRDI en ce domaine en Afrique de l'Ouest et du centre.

Le concept de communication pour le développement

La communication pour le développement constitue un vaste champ dans lequel on retrouve plusieurs approches méthodologiques et idéologies différentes. Cependant, au-delà de ces différences, on peut souligner que les leçons de l'expérience en ce domaine nous ont montré qu'il est souhaitable de privilégier les processus interactifs et participatifs plutôt que la production et la diffusion d'information isolées des processus communautaires.

Bien qu'on la considère parfois comme la contribution globale de la communication au développement de la société ou parfois encore comme l'application des médias au traitement de thèmes de développement, on s'entend généralement pour définir la communication pour le développement comme

l'utilisation planifiée de stratégies et de processus de communication en vue du développement.

C'est dans les moyens à employer « en vue du développement » que les différences abondent, que ce soit étendre la participation à la prise de décisions et renforcer les institutions communautaires (Agency for International Development, 1993, p. i) ; combler des manques d'attitudes et d'information (Boafo, 1985, p. 83) ; produire un consensus parmi les participants à une initiative de développement (Balit, 1988, p. 13) ; ou encore promouvoir la justice sociale et la démocratie (Beltrán, 1993, p. 9).

Selon la définition retenue, on trouvera également l'influence de différentes approches et méthodologies visant à atteindre le même but : l'animation communautaire, l'éducation des adultes, l'IEC (Information, Éducation, Communication), le marketing social en sont quelques exemples.

Le concept même de communication pour le développement est apparu dans le cadre de l'apport de la communication et des médias au développement des pays du Tiers-Monde. Dans les années 1950 et 1960, l'UNESCO et l'U.S. AID ont fait la promotion de quantités de projets d'utilisation des médias à des fins de communication, d'information ou d'éducation, en vue de faciliter le développement. D'autres grandes agences des Nations-Unies, la FAO, le PNUD et l'UNICEF, devaient également promouvoir par la suite la communication dans la réalisation de projets de développement et le développement de nouveaux concepts tels « Support de la communication au développement » (PNUD et FAO) ou « Mobilisation sociale » (UNICEF).

Quant à l'expression même de « communication pour le développement », selon le Clearinghouse for Development Communication, elle aurait d'abord été promue aux Philippines dans les années 1970 par le professeur Nora Québral pour désigner l'ensemble des procédés de transmission et de communication de nouvelles connaissances reliées au monde rural (1985). Les domaines de connaissance se sont ensuite étendus à tous les contenus susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations désavantagées.

Il s'agit en fait d'une approche plutôt que d'une discipline. Dans les définitions qui en sont données, on retrouve généralement des énoncés globaux. Ainsi, on la

défini comme l'ensemble des processus d'information et d'évaluation de même que l'ensemble des actions aptes à solliciter et à susciter la participation d'une population à son propre développement (Séminaire sur la communication et le développement, 1983, p. 6), ou encore comme un ensemble d'activités planifiées de communication visant le changement individuel et social (Middleton, 1985, p. 31), ou la pratique de la communication dans le but de promouvoir le développement socio-économique, c'est-à-dire un type de changement social planifié (Rogers, 1976).

On retrouve quelquefois dans certaines définitions le sens plus restrictif de support de la communication à une activité ou à un projet de développement. On considère alors la communication pour le développement comme un processus social visant à produire une compréhension commune ou un consensus parmi tous les participants à une initiative de développement (Balit, 1988, p. 13). L'expression « Development Support Communication » est en fait plus appropriée et désigne fort justement une méthodologie efficace qui a fait ses preuves.

Enfin, on remarque que des définitions mettent l'accent sur l'accès de la population au processus de communication dans le but de promouvoir la justice sociale et la démocratie (Beltrán, 1993, p. 9). Ces différentes définitions — pour ne citer qu'elles ! (voir en particulier, Blake, 1993, p. 8) — font état de l'étendue de ce champ d'intervention.

Quoi qu'il en soit, on retrouvera au cœur de ce concept, la nécessité d'un échange d'information devant contribuer à résoudre un problème de développement et visant à améliorer la qualité de vie d'un groupe cible spécifique, ainsi que l'implantation de mécanismes d'analyse de besoins et d'évaluation à l'intérieur du processus de communication.

L'évolution des tendances

L'expérience des quarante dernières années a montré le rôle déterminant que peut jouer la communication dans le domaine du développement. À l'intérieur de cette perspective de communication pour le développement, deux grandes tendances se sont successivement formées : une approche privilégiant les actions de grande envergure et s'appuyant sur les mass-médias, et une approche de communication

à la base, appelée aussi communication communautaire, qui privilégie les micro-réalizations et qui s'appuie surtout sur les médias légers (vidéo, affiches, diaporamas, etc.).

Ces tendances, qui coexistent encore aujourd'hui à des degrés divers dans le domaine de la communication pour le développement, sont liées à l'évolution des modèles de développement et de communication qui ont marqué les efforts de développement jusqu'à aujourd'hui.

En fait, les premiers modèles de développement étaient définis exclusivement selon leurs variables économiques. Comme le mentionne le rapport de la Commission MacBride :

Les anciens modèles utilisaient la communication surtout pour la diffusion de l'information, pour faire comprendre à la population les « bénéfices » que promet le développement et les « sacrifices » qu'il exige. L'imitation d'un modèle de développement, fondé sur l'hypothèse que la richesse, une fois née, s'infiltrera automatiquement dans toutes les couches de la société, comprenait la propagation de pratiques de communication de haut en bas... Les effets ont été très éloignés de ce qu'on escomptait (MacBride, 1980, p. 6).

Ainsi, la tendance à la communication de masse a d'abord marqué les deux premières décades de l'utilisation des médias dans le développement. Elle correspondait à l'idée qu'il suffisait de diffuser les connaissances et les technologies du Nord pour qu'elles soient adoptées et entraînent, par conséquent, le développement du Sud. Cette première vision du développement correspond au paradigme de la « modernisation ».

Ces premières expériences, axées principalement sur les mass-médias, s'appuyaient à la fois sur un modèle de communication fondé sur la persuasion et la transmission d'information, et sur un modèle de développement fondé sur l'augmentation de l'activité économique et le changement de valeurs et d'attitudes.

Le paradigme d'intervention de ces deux décades, qu'on retrouve dans deux publications ayant eu un impact décisif sur les orientations prises à ce moment, soit *The Passing of Traditional Society* de Daniel Lerner (1958) et *Mass Media*

and National Development de Wilbur Schramm (1964), consiste en un modèle de communication très simple pouvant être décrit en termes de stimulus-réponse, s'appuyant à la fois sur une logique de la persuasion et sur un modèle de développement qui lie ce dernier à l'accroissement de la productivité.

Le modèle de diffusion des innovations constitue un des modèles issus de ce paradigme et a exercé une influence majeure dans les pratiques de communication éducative pour le développement. Ce modèle, émanant des pratiques d'extension agricole exportées dans les pays en développement, et dans lequel l'information était transmise aux agriculteurs par une personne ressource, fut formulé en théorie par Everett Rogers en 1962. Cette théorie prenait en compte trois éléments principaux : le public cible de l'innovation, l'innovation même à transmettre et les sources et canaux de communication.

Ce modèle a été critiqué par plusieurs pour son réductionnisme. Il ne prenait pas en compte les différents types de public cible, par exemple des fermiers prospères, possédant des terres, ouverts aux techniques nouvelles et, à l'opposé, des illettrés, pauvres et exploités. Il faisait également abstraction de l'impact des structures économiques et politiques sur le pouvoir d'adoption des innovations. Les mêmes reproches de cécité par rapport aux facteurs sociaux, politiques et économiques s'appliquent à l'égard de l'innovation faisant l'objet d'un processus de diffusion. Enfin, les canaux et les sources de communication étaient généralement employés dans le cadre d'une communication verticale allant du haut vers le bas. On ne parlait jamais de communication horizontale entre les groupes et les communautés touchés par le problème auquel voulait répondre l'innovation, ni de communication verticale du bas vers le haut, permettant de porter les problèmes des gens au niveau des décideurs et des experts.

Par la suite, le modèle même de développement ainsi que les modèles de communication ont considérablement évolué. Dans la foulée des expériences en matière d'utilisation des médias, à des fins éducatives ou informatives, dans le processus de développement, de nouvelles orientations et de nouvelles pratiques se sont développées. En même temps, plusieurs critiques se sont élevées à propos des premiers modèles de développement et de la vision fonctionnaliste des modèles de communication pour le développement.

Un nouveau modèle, mettant l'accent sur le caractère endogène du développement, a permis de définir ce dernier comme un processus global dont les sociétés sont responsables. Dans cette nouvelle perspective, le développement n'est pas quelque chose qui peut provenir de l'extérieur. Il est un processus participatif de changement social dans une société donnée (Rogers, 1976, p. 133). Ce modèle a permis également d'élargir le concept de développement à des notions non matérielles telles que l'égalité sociale, la liberté, la distribution des revenus, la participation populaire au développement.

Les conceptions qu'on se faisait du rôle de la communication dans le développement ont donc radicalement changé. Dans le premier modèle de développement, le paradigme communicationnel consistait à transmettre la technologie nécessaire à l'accroissement de la productivité. Dans le second modèle, il consiste à animer le potentiel de changement d'une communauté. La notion de participation des populations au processus de développement devient donc le concept clé.

La conséquence première de ces changements de perspective a été, au niveau des pratiques, d'inciter les gens à dépasser une vision relativement simple de transmission à sens unique de l'information technique afin de promouvoir des systèmes bi ou multi-directionnels basés sur la participation des populations.

En même temps que se produisait ce changement au plan des modèles de développement et de communication, se développèrent deux paradigmes de développement qui sont venus orienter les interventions de communication.

D'une part, plusieurs mirent en question le modèle de modernisation en constatant que la communication ne conduisait pas au développement et qu'en fait, les pays du Sud semblaient connaître davantage de pauvreté, de bas salaires et de mauvaises conditions de vie. Cette critique, répandue surtout en Amérique latine, établit un lien entre cette situation et une situation de dépendance économique face au Nord industrialisé : puisque le développement des pays du Nord implique le sous-développement des pays du Tiers-Monde, le « centre » s'enrichit aux dépens de la « périphérie ».

Le terme de paradigme de « dépendance » résume cette conception. Selon ce paradigme, les obstacles au développement proviennent d'abord et avant tout de

sources externes et non internes, c'est-à-dire du système économique international. En conséquence, les mass-médias ne peuvent agir comme agents de changement puisqu'ils transmettent les messages occidentaux et l'idéologie capitaliste et conservatrice. Ce paradigme, encore actif aujourd'hui, a été également critiqué parce qu'il a accentué les contradictions d'ordre international et qu'il n'a pas assez mis en évidence les contradictions d'ordre local et national. Les discussions et les recommandations qui ont débouché sur le « Nouvel ordre de l'Information » se rattachent à ce paradigme.

Son pendant au niveau national a porté sur la relation entre communication et politisation. Un des modèles issus de ce paradigme et qui a exercé, et exerce toujours, une influence déterminante dans les pratiques de communication pour le développement est le modèle de conscientisation développé par Paolo Freire. Ce dernier et plusieurs autres communicateurs à sa suite ont défini la communication comme un processus inséparable des processus sociaux et politiques indispensables au développement.

Freire s'est inscrit en faux contre la mentalité de transmission de l'information. Il a insisté sur le fait que le seul transfert de connaissances d'une source d'autorité à un récepteur passif n'aide en rien à promouvoir la croissance de ce dernier comme personne humaine, ayant une conscience autonome et critique capable d'influencer et de changer la société. Selon lui, pour qu'elle soit efficace, la communication pour le développement doit être liée à des processus de « technicité » ou d'acquisition de connaissances et d'habiletés techniques, mais aussi à des processus de conscientisation, de politisation et d'organisation.

Dans son modèle, qu'il présente dans *La pédagogie des opprimés* (Freire, 1973), la communication pour le développement peut être considérée comme un outil de prise en main qu'utilisera la population. Cet outil servira successivement aux fins suivantes : prendre conscience des diverses facettes des problèmes réels de développement de leur région ; s'organiser pour réagir collectivement et efficacement devant ces problèmes ; mettre en lumière les conflits qui animent les divers groupes d'intérêt ; se politiser, c'est-à-dire apprendre à proposer d'autres solutions à des situations problématiques et à trouver des façons de régler divers problèmes ; se « techniciser », c'est-à-dire se donner les outils nécessaires à l'application concrète des solutions issues de la communauté.

Ce modèle et ses applications ont également fait l'objet de critiques. On a avancé, entre autres, que la politisation par le biais des médias communautaires peut constituer une approche adéquate dans les pays qui tolèrent le recours à l'action politique, mais que, dans la plupart des pays en développement, cette action politique mène au renversement d'une élite possédante et gouvernante sans donner au peuple les moyens de changer la situation, et que les affrontements qui s'ensuivent se soldent généralement par la répression et le recul des droits démocratiques (voir en particulier sur ce point Berrigan, 1981, p. 41).

Ainsi, à l'opposé d'une approche de politisation directe, plusieurs favorisent davantage une approche fondée sur la formation, où l'objectif n'est pas de conduire à une confrontation, mais de donner des outils d'organisation.

Le « paradigme d'un autre développement » constitue un troisième paradigme qui oriente la création de modèles et d'interventions en communication pour le développement. Ce paradigme porte non seulement sur le développement matériel, mais aussi sur le développement des valeurs et des cultures. Au plan des interventions en communication pour le développement, il privilégie les petits médias opérant dans des réseaux et les approches de communication à la base. Ces dernières considèrent que la participation populaire renforce les perspectives d'adoption d'activités appropriées pour une communauté.

La méthodologie des médias communautaires est un des modèles se rattachant à ce paradigme.

Là où la programmation soigneusement élaborée a échoué, peut-on lire dans une étude de l'UNESCO, cette approche consistant à aider les gens à formuler leurs problèmes ou à prendre conscience de nouvelles possibilités, au lieu de leur imposer un plan conçu de l'extérieur, permet d'intervenir davantage dans l'espace réel de l'individu et du groupe (Berrigan, 1981, p. 13).

Ce concept d'interactivité, dont les médias légers deviennent l'instrument opérationnel, permet une acquisition endogène de connaissances et de compétences, dans le cadre de la recherche de solutions et du processus de communication. On parle alors du recours à une méthodologie des médias communautaires, dont les principaux éléments sont :

- l'identification des besoins au moyen de contacts directs avec les groupes ;
- la concrétisation, c'est-à-dire l'examen du problème identifié par les groupes à la lumière des possibilités locales ;
- la sélection des problèmes prioritaires par les groupes ;
- l'élaboration d'une méthodologie durable pour la recherche de solutions ;
- l'identification de l'apport d'information nécessaire et l'accès à cette information ;
- l'action, c'est-à-dire l'exécution par les groupes des projets qu'ils ont conçus ;
- l'ouverture vers l'extérieur pour faire connaître les points de vue des groupes à d'autres groupes ou aux autorités ;
- la liaison avec le système de communication pour faire connaître leur action (Berrigan, 1981).

D'autres modèles combinent des conceptions différentes. Il en est ainsi, par exemple, des pratiques de support de la communication à des projets de développement, qui combinent l'approche communautaire et le recours aux petits médias avec des pratiques pouvant être reliées au modèle de diffusion des innovations. Cette approche privilégie la planification des activités de communication comme soutien à un projet de développement et vise à produire une compréhension commune ou un consensus parmi tous les participants à une initiative de développement. Elle favorise les échanges de points de vue des différents acteurs impliqués dans le projet de développement, prend en compte les perceptions de la population dans la planification de ce projet et la mobilise dans les activités de développement prévues. La méthodologie utilisée est empruntée à la technologie éducative et se caractérise par l'intégration de mécanismes d'analyse de besoins et d'évaluation dans le processus de communication.

D'autres pratiques relèvent à la fois de l'approche communautaire et du modèle de conscientisation populaire. Il en est ainsi de la communication alternative pour le développement démocratique, qui encourage la population à accéder au processus de communication dans le but de promouvoir la justice sociale et la démocratie. Dans certains cas, cet accès plus large se traduira par la participation des plus démunis au processus de communication (accès aux petits médias au niveau local) et dans d'autres, par des actions de valorisation de l'expression culturelle et la recherche de modes d'appropriation du contrôle des mass-médias.

Enfin, on a vu récemment, notamment dans le cas de la lutte contre le sida et de

Enfin, on a vu récemment, notamment dans le cas de la lutte contre le sida et de la promotion des condoms, des approches issues du marketing social, recourant à la fois à des techniques de recherche adaptées aux petits groupes et aux collectivités et à l'utilisation à grande échelle des mass-médias. On assiste également à la renaissance de projets d'utilisation des mass-médias par exemple, les projets de radio interactive scolaire en Amérique latine et en Afrique et la promotion d'une télévision pour le développement (projet WETV et projet SATURN GLOBAL).

À ces approches, il faudrait ajouter toutes les pratiques touchant l'éducation de base, l'éducation non formelle, l'éducation à distance, les activités d'alphabétisation et de post-alphabétisation qui ont leurs propres méthodologies et approches de la communication communautaire et médiatique.

Bref, le champ de la communication pour le développement est vaste et les visions, multiples. Les différents paradigmes ayant marqué son évolution sont encore actifs à des degrés divers et les modèles qui s'y rattachent sont aussi différents que les idéologies ou les orientations qui les inspirent.

Cependant, malgré la diversité des approches et des orientations, il existe un consensus aujourd'hui sur la nécessité d'impliquer des populations dans leur développement et sur le rôle essentiel de la communication pour promouvoir le développement. Comme le dit si bien le slogan popularisé par la FAO : « Il n'y a pas de développement sans communication » (Balit, 1988).

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Les expériences des quarante dernières années nous ont appris beaucoup sur l'apport de la communication pour le développement. La principale leçon de ces expériences a probablement été de souligner la nécessité de dépasser les pratiques de communication fondées sur le seul modèle de transmission d'information et isolées des processus communautaires, et de faire participer les populations à leur développement.

L'expérience a montré que le point de départ de la communication pour le développement ne réside pas dans la diffusion d'une innovation, ou d'une nouvelle idée pleine de promesses, mais dans l'expression des besoins de la population. Il s'ensuit que les modèles de communication fondés exclusivement sur des modèles de transmission d'information éloignés des processus communautaires sont clairement voués à l'échec.

La participation, en mettant l'accent sur les besoins et les façons de voir des individus et des groupes, devient le concept clé de la communication pour le développement. Le recours à une méthodologie systémique, la mise en place de processus horizontaux dans lesquels les gens sont associés directement au processus de communication et sont ainsi amenés à formuler eux-mêmes leurs problèmes et à prendre conscience de nouvelles possibilités, ainsi que la prise en considération dans le processus de communication de leurs connaissances et de leurs façons de voir constituent les éléments majeurs de sa méthodologie. Les processus à mettre en place sont essentiellement interactifs et participatifs à tous les niveaux, ce qui rejoint la mission fondamentale du CRDI : « S'affranchir par le savoir » :

Empowerment is often seen as something one can do to another person. This is not so. People are empowered by an environment that gives them the freedom to express themselves (Sculley, dans Woods, 1993, p. xiii).

En ce qui concerne les orientations à poursuivre, on doit retenir comme principe fondamental l'appui de la communication au concept de « nouveau développement », tel qu'il est représenté par la Fondation Dag Hammarskjöld (magazine *Development Dialogue*) et par plusieurs auteurs et chercheurs qui insistent sur la décentralisation, l'accès à la communication et la participation. Parmi les caractéristiques de ce « nouveau développement », on retrouve :

- une démarche axée sur les besoins (incluant des besoins non matériels tels l'égalité sociale, la démocratie) ;
- le caractère endogène et autonome (le changement reposant sur une définition communautaire et sur les ressources de la communauté) ;
- la protection de l'environnement (l'utilisation rationnelle du potentiel et des limites de l'écosystème local) ;

- la recherche de transformations structurelles (dans les relations sociales, les activités économiques et les structures de pouvoir) ;
- l'exercice et la promotion d'une démocratie participative à tous les niveaux de la société (Servaes, 1991, p. 66).

Plusieurs chercheurs recommandent également le renforcement des compétences institutionnelles et individuelles, l'action auprès des preneurs de décisions et la communication à la base. Ainsi récemment, Beltrán proposait des notes pour « un agenda du XX^e siècle » :

- Combiner le meilleur de la démarche de la communication comme support au développement (Development support communication) avec la communication alternative (combinaison d'habiletés techniques et de perception politique).
- Viser davantage le renforcement d'institutions plutôt que des opérations limitées dans le temps.
- Persuader les grandes écoles de communication d'inclure la communication pour le développement dans leur agenda.
- Promouvoir la recherche sur la communication orientée vers le développement démocratique.
- Aider les petites communautés, les ONG, les petites organisations communautaires et syndicales.
- Favoriser la communication portant sur la santé, l'hygiène, la nutrition et la population.
- Inciter les leaders politiques et les planificateurs à utiliser la communication pour atteindre des objectifs de développement.
- Encourager la formation en communication de base à tous les niveaux.
- Renforcer la communication régionale institutionnelle (Beltrán, 1993, p. 30).

Il reste que pour être durable, le développement doit tenir compte des facteurs humains et permettre aux communautés concernées de décider elles-mêmes quels sont les objectifs à atteindre et les moyens pour y parvenir. La communication pour le développement est l'outil qui permet ce processus. En conséquence, les orientations à poursuivre consistent à connaître les besoins des groupes cibles et leurs canaux de communication, à animer des processus de participation et de prise de décisions communautaires, à renforcer l'action des agents de changement et à influencer le développement de politiques institutionnelles et nationales.

Dans cette perspective de la communication pour le développement durable, il reste à identifier les domaines de recherche à privilégier.

Historiquement, on s'est surtout attaché aux effets des mass-médias dans le choix des thèmes de recherche. Cette démarche correspondait au paradigme de modernisation et à l'utilisation des médias en vue de créer un environnement global pour le développement et la transmission d'idées, de connaissances et d'attitudes nouvelles. Ce courant a mené à la recherche-intervention dans le but d'approfondir et de développer l'apport des mass-médias à l'éducation formelle et non formelle :

- Écoles radiophoniques dans les années 1950 et 1960 : ACPO en Colombie, Radio Santa Maria en République Dominicaine, Radio ECCA aux Canaries, ACPO-Honduras, Radioprimeria au Mexique, etc.
- Télévision éducative dans les années 1960 et 1970 : Samoa, Niger et Salvador dans les années 1960, Côte d'Ivoire de 1971 à 1980, Sénégal en 1978.
- Radios rurales et communautaires dans les années 1960 à 1970 : forums radiophoniques en Inde et au Ghana, radio rurale et groupes d'écoute en Afrique francophone (particulièrement au Niger, au Togo, au Burkina Faso, au Bénin et au Sénégal), radios communautaires en Amérique latine (particulièrement en Équateur et en Bolivie).
- Radio interactive scolaire depuis 1974 jusqu'à maintenant : Nicaragua, Kenya, République Dominicaine, Honduras, Lesotho, Bolivie, Équateur, Papouasie, Belize, Swaziland, Guatemala.

Il est intéressant de constater que ce courant revient maintenant avec la radio interactive scolaire, la télévision pour le développement et l'utilisation des mass-médias dans la lutte contre le sida. La télévision par satellite consacrée à l'éducation et au développement est également à l'ordre du jour.

Ensuite, dans les années 1970, on s'est intéressé au rôle de la communication dans le soutien des activités de développement et des projets spécifiques (planning familial, réhydratation orale, santé primaire, agriculture). L'attention s'est alors portée vers les possibilités des petits médias et des médias communautaires : vidéo participative (Global Village au Bangla Desh, intervention de G. Belkins en Tanzanie, DNAFLA au Mali, CEPAC au Pérou, CEDIP en Inde), forums de cassettes sonores, médias traditionnels (théâtre, marionnettes, contes). On s'est également penché sur l'apport de la communication dans la promotion des droits

démocratiques et sociaux, ce qui a conduit au développement de radios communautaires et d'agences de communication du Sud qui se consacrent à ces aspects.

Enfin, ces dernières années, on s'est intéressé à différentes orientations telles l'impact des nouvelles technologies de communication (satellite, téléphonie, courrier électronique), la valorisation du savoir autochtone et la mise sur pied d'unités de communication à l'intérieur de structures gouvernementales pour analyser les besoins, former des cadres et produire du matériel de formation.

Toutes ces orientations ont leur importance et contribuent encore aujourd'hui à nourrir et à soutenir les interventions en communication pour le développement.

La communication participative pour le développement

Reconnaissant l'importance de la communication pour le développement, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) a voulu créer un programme de recherche en communication pour le développement. Ce programme vise à encourager la participation des gens à leur développement en permettant aux groupes et aux communautés d'identifier les problèmes auxquels ils font face et les solutions possibles, de prendre des décisions éclairées, d'acquérir les connaissances nécessaires, de se mobiliser pour l'action et de prendre en main leur propre développement.

Afin de souligner l'importance qu'il faut accorder à une communication à double voie, fondée sur les échanges de savoirs, nous avons choisi d'utiliser le terme de « communication participative pour le développement » et de nous distancier des approches de communication consistant à diffuser des messages, à transmettre de l'information ou à persuader les gens de modifier des comportements.

Le programme veut plutôt privilégier les approches horizontales qui consistent à stimuler les échanges autour de l'analyse et de la recherche de solutions à un problème de développement, ainsi que les approches de la base vers le haut visant à sensibiliser les décideurs à partir d'un processus de communication communautaire.

C'est en permettant la participation au développement que la communication participative pour le développement peut devenir un outil d'affranchissement des gens et des communautés.

Dans une perspective interactive et participative, le programme retient surtout l'interrelation des principales orientations d'action qu'on retrouve dans les pratiques. Il s'agit du concept CIME : communication à la base, information-échanges, média à double voie, éducation non formelle.

Communication à la base

Le programme s'intéresse particulièrement à la communication à la base. L'expérience des 50 dernières années en ce domaine a amplement démontré que la communication doit d'abord se situer au niveau communautaire. Ce n'est qu'à cette condition qu'elle pourra réellement faciliter la participation des gens afin qu'ils puissent identifier un problème de développement, comprendre ses causes, proposer des solutions et s'organiser en vue d'implanter l'action correspondante. La communication à la base doit également promouvoir des échanges « horizontaux » entre les personnes, plutôt qu'une transmission « verticale » de la part d'un expert à des récepteurs. Par conséquent, on doit accorder beaucoup plus d'importance non pas à l'utilisation des médias (ces derniers ne jouant qu'un rôle utilitaire), mais aux processus et aux stratégies de communication participative à la base (en particulier, la rétroaction).

Information — échanges

Le programme tente également de lier l'information aux processus de communication. L'information seule ne peut rien sans un processus de communication communautaire qui en permet l'appropriation. Elle doit également avoir recours aux canaux de communication adéquats qui en facilitent la circulation et le partage : de la source d'information vers la communauté, ou de la communauté vers les différents niveaux de processus de prise de décisions ou entre les groupes et les communautés elles-mêmes.

Médias à double voie

Dans cette perspective, le programme cherche à promouvoir l'utilisation des médias (incluant autant les relations interpersonnelles et les médias traditionnels que les médias modernes) dans le cadre de systèmes de communication interactifs à double voie qui peuvent être assumés par les groupes et les communautés et qui sont axés non pas sur la transmission d'information ou sur des messages de persuasion, mais sur la facilitation d'activités d'échange. Leur utilisation dans un contexte spécifique devrait être liée également à un processus de communication communautaire qui en définit les paramètres de conception ou d'insertion, les conditions d'implantation, ainsi que les modalités d'évaluation.

Éducation non formelle

Enfin, le programme prend en considération le fait que les processus d'éducation non formelle sont intimement liés aux processus de communication à la base puisque l'information à elle seule est insuffisante pour mener au changement de comportements et d'attitudes que nécessite le développement. Dans ce sens, la communication pour le développement est liée aux processus de partage de savoirs qui permettent aux individus et aux groupes d'organiser et de donner un sens à l'information, aux savoirs et aux attitudes qui circulent dans le processus de communication.

En mettant l'accent sur les interrelations entre la communication à la base, les processus d'échange d'information, l'utilisation à double voie des médias et les processus d'éducation non formelle, le programme rattache le concept de communication pour le développement à un processus de facilitation des échanges, destiné à une catégorie d'utilisateurs et à des problèmes de développement spécifiques, en vue de contribuer à un changement social. Le programme favorise ainsi les projets de recherche appuyant les groupes et les communautés dans l'identification et la mise en œuvre de solutions à leurs propres problèmes de développement.

L'élaboration d'un programme de recherches

Étant donné l'importance qu'il accorde aux approches participatives et de communication à la base, le programme a choisi d'aider en priorité les organismes non gouvernementaux engagés dans ces approches auprès des populations et provenant de différents secteurs du développement : santé, éducation de base, alphabétisation, développement rural, intégration de la femme.

Même si d'autres institutions (gouvernementales, intergouvernementales, universités) peuvent être impliquées dans des activités de communication participative pour le développement — services d'extension ou projets spécifiques — ce sont surtout les ONG qui sont actives dans ce domaine et qui ont besoin de soutien afin de poursuivre et d'améliorer leur travail auprès des communautés.

Dans un premier temps, le programme a choisi de concentrer ses activités dans une région spécifique, l'Afrique de l'Ouest et du centre. Une méthodologie participative a ensuite été mise en place pour élaborer le projet. Neuf pays ont été sélectionnés selon le critère de représentation des disparités régionales en Afrique de l'Ouest et du centre : Mali, Burkina Faso, Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Guinée, Nigeria, Ghana et Cameroun.

Plus d'une centaine d'ONG de ces pays ont été invitées à prendre part au processus d'élaboration du projet et 70 ont été rencontrées dans le cadre de missions dans les neuf pays cibles en juillet et août 1994. Ces missions ont permis de dégager des besoins en matière de communication pour le développement dans la région et de préparer l'agenda d'une rencontre régionale d'élaboration du projet. Les ONG ont identifié les priorités suivantes :

La formation de membres des ONG en communication participative

Les ONG ont reconnu la nécessité d'une communication interactive à double voie, ayant pour objectif non pas d'émettre des messages ou de livrer des contenus aux populations de manière unilatérale, mais d'associer ces dernières à l'identification des problèmes, à la recherche et à la mise en œuvre de solutions. Pour ce faire, elles ont besoin de former des personnes ressources afin de développer et de mettre en œuvre des approches participatives appropriées à leur contexte d'intervention.

Le soutien de la communication dans l'éducation à la base

Beaucoup d'intervenants ont identifié l'éducation à la base comme une priorité d'intervention en Afrique, mais ont aussi souligné que les moyens traditionnels ne suffisaient pas pour répondre aux besoins. Face à la situation, accentuée par l'explosion démographique, les contraintes d'ajustement structurel et la crise économique, il est urgent d'explorer d'autres avenues reposant sur la communication et les médias, pouvant être pris en charge par les communautés pour appuyer les processus d'éducation à la base.

L'identification des conditions de réussite des interventions

La connaissance des conditions de réussite des interventions en communication pour le développement a aussi été identifiée comme thème prioritaire de recherche, dans le but de renforcer celles-ci et de mieux travailler avec les populations. Les ONG ont connu bon nombre d'expériences positives, mais elles ne sont ni documentées ni diffusées. À cette fin, on a proposé de recenser les expériences positives et de procéder à une décentralisation et à une diffusion de cette information.

Le recours aux canaux/stratégies de communication traditionnels et aux savoirs locaux

On a identifié le besoin de connaître et d'utiliser ces stratégies et ces canaux traditionnels, propres à chaque milieu, afin d'amener les populations à prendre en charge le processus de communication. De même, l'identification et l'utilisation des savoirs locaux ont été retenues comme priorités de recherche, pour permettre à la fois de faire le pont avec les connaissances modernes et de valoriser les savoirs des populations.

Le rôle de la femme africaine

La question des femmes et des jeunes filles est revenue constamment parmi les priorités d'action et de recherche. On a identifié des sujets spécifiques tels la capacité des femmes et des jeunes filles à agir comme communicatrices au sein de leurs communautés, le développement de stratégies efficaces pour établir le contact avec elles et surmonter les obstacles auxquels elles se trouvent

confrontées, le renforcement de leur leadership dans l'utilisation des savoirs traditionnels, l'identification des besoins en éducation de base des femmes et, notamment, des jeunes filles.

La formation en communication participative pour l'éducation à la base

Suite à l'analyse des données des missions, une rencontre régionale d'élaboration de programme a été tenue les 9, 10 et 11 novembre 1994 à l'Institut panafricain de développement à Ouagadougou, Burkina Faso. Elle a rassemblé une cinquantaine de participants dont plus de quarante représentants des ONG, sélectionnés sur la base des recommandations des missions.

Au terme de cette rencontre, les participants ont choisi, à partir des priorités identifiées lors des missions, un thème prioritaire unique autour duquel graviteraient les différents projets de recherche et d'expérimentation que le programme appuierait, soit la formation en communication participative pour l'éducation non formelle à la base. À cette occasion, les femmes et les jeunes filles ont été désignées comme public cible.

Les participants ont également établi une série de critères à partir desquels seraient sélectionnés les membres d'un comité de programme, ainsi qu'une institution africaine responsable de son implantation. Suite à la réunion, cinq représentants d'ONG ont été désignés comme membres de ce comité.

Enfin, on a organisé une première réunion du comité en février 1995 afin de définir les grandes lignes d'implantation du programme selon l'axe choisi à Ouagadougou et de prendre les décisions relatives à l'établissement d'un secrétariat régional du programme en Afrique.

Parallèlement à ce processus de conception d'un programme de recherche en Afrique sub-saharienne, le CRDI a invité des experts et des praticiens canadiens œuvrant en communication pour le développement à se réunir afin de créer des échanges entre intervenants de ce domaine d'activités. C'est suite à cette première réunion, tenue à Montréal en novembre 1994, que l'on a organisé la consultation canadienne sur le programme du CRDI en communication pour le développement en Afrique de l'Ouest et du centre.

Cette consultation devait permettre de mieux définir les thèmes du programme et de faciliter les échanges entre communicateurs africains et canadiens sur le nouveau programme de recherche. Les thèmes relatifs à la communication participative comme outil d'éducation non formelle à la base, au programme sur la femme et aux besoins de formation ont donc été soumis à la discussion, de même que la question de la création d'un secrétariat régional du programme.

Communication participative et éducation non formelle à la base

La définition du rôle de la communication participative comme outil d'éducation non formelle à la base, abordée par un premier groupe de participants, exige une bonne compréhension des concepts d'éducation à la base et de communication participative.

Tout d'abord, il faut mentionner que le concept d'éducation à la base est voisin de celui d'éducation de base.

L'éducation de base a été définie par la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (tenue à Jomtien, Thaïlande en mars 1990) comme l'éducation visant à répondre aux besoins fondamentaux d'apprentissage. Elle porte sur l'éducation fondamentale formelle ou non formelle et l'alphabétisation et comprend deux composantes essentielles : les outils d'apprentissage de base (lecture, calcul, écriture, développement du raisonnement) et les contenus (connaissances, attitudes, aptitudes et valeurs nécessaires à la vie quotidienne). L'éducation de base peut s'acquérir par les canaux formels (écoles), non formels (à l'extérieur des structures scolaires) ou informels (par exposition à l'environnement et à la famille).

Le concept d'éducation non formelle réfère quant à lui à des activités éducatives organisées et structurées, conçues à l'intention d'un groupe cible spécifique, qui ont lieu à l'extérieur du système éducatif officiel. L'éducation non formelle vise à rejoindre des gens qui n'ont pas accès aux structures d'éducation et de formation. Elle porte généralement sur des sujets touchant les activités clés telles l'agriculture, la santé, le développement communautaire.

D'autre part, la communication participative pour le développement reconnaît l'importance de la rétroaction et de l'échange dans le processus de communication. Elle amène les individus et les groupes à exprimer leurs perceptions de la réalité et à agir sur ces réalités. Comme processus basé sur l'échange, la communication participative, qu'elle soit appuyée par des médias de groupe, des mass-médias ou des relations interpersonnelles, peut venir répondre aux besoins d'éducation non formelle à la base ou de base. Elle peut également conduire à repenser ce qu'on entend par éducation non formelle, en organisant des processus basés sur les échanges de savoirs, plutôt que sur des pratiques de transmission de contenus.

Devons-nous tracer une frontière exacte entre éducation non formelle de base et éducation non formelle à la base ? Comment favoriser l'accès et la participation à l'éducation non formelle, notamment pour les femmes et les jeunes filles ? Comment identifier les besoins dans les secteurs clés du développement et y répondre ? Comment aider des communautés à élaborer et à mettre en œuvre des programmes répondant à leurs besoins ? Comment intégrer les formes d'apprentissage et les savoirs traditionnels dans les pratiques actuelles ? Voilà quelques-unes des questions qu'il est important de soulever et de soumettre à la discussion.

Le rôle de la femme et de la jeune fille africaine

Il y a aussi lieu de se demander dans quelle mesure la communication participative pour le développement peut répondre aux besoins de communication et d'éducation non formelle à la base des femmes et des jeunes filles.

Au niveau de la base, et sans vouloir généraliser, les femmes africaines sont habituellement chargées de la majorité des tâches quotidiennes : travaux domestiques, production, transformation et entreposage des aliments, élevage, approvisionnement en eau potable et en combustibles. À ces activités, il faut encore ajouter le soin des enfants, l'aide apportée à leurs maris dans la production agricole, et les activités commerciales à petite échelle visant à gagner un supplément de revenu.

Dans ce contexte, la communication participative peut venir répondre à différents types de besoins. Transformer cette situation et modifier les rôles sociaux

représente certainement un besoin fondamental. Les femmes ont aussi besoin d'accroître leur estime de soi et leur confiance en elles et, par là, de changer l'image qu'elles se font de leur rôle dans la société, en même temps qu'elles doivent pouvoir prendre part davantage à la vie publique. Elles ont aussi besoin d'un soutien en matière de communication pour les activités non formelles auxquelles elles participent et pour accroître leur participation dans la sphère publique.

Pour ce qui est des besoins d'apprentissage, plusieurs barrières socio-culturelles et socio-économiques restreignent l'accès des femmes à l'éducation. Souvent, l'éducation est réservée aux garçons ; celle des filles est perçue comme un luxe, non comme un besoin fondamental. Quelquefois, la fréquentation de l'école est perçue comme un danger (sécurité, grossesses non désirées) lorsque l'école est située loin du village. Quelquefois aussi, l'éducation est vue comme un mauvais investissement de l'argent familial lorsque les filles scolarisées ne trouvent pas d'emploi et quittent leur communauté. Quelquefois encore, on la considère comme une menace aux valeurs traditionnelles et à la culture puisque l'éducation promeut des valeurs étrangères.

Comment la communication participative peut-elle appuyer les efforts éducatifs pour contourner ces barrières culturelles ? Comment peut-elle aussi faciliter l'accès à l'éducation, en situant des projets d'éducation non formelle dans les communautés, en tenant compte des horaires de travail des femmes, en faisant la promotion de modèles qui montrent les avantages de l'éducation des filles et des femmes, en créant des mesures incitatives, en mettant au point des formes d'apprentissage pertinentes pour les besoins des collectivités, en tenant compte du savoir traditionnel ?

Enfin, orienter le programme vers les femmes et les jeunes filles ne signifie pas seulement identifier leurs besoins et chercher à y répondre. Il faut également identifier leur capacité d'agir comme communicatrices au sein de leurs collectivités et chercher à contourner les principaux obstacles pouvant les en empêcher. Ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront jouer un rôle significatif dans le processus de communication.

Quelle formation ?

La formation est sans doute le thème qu'ont privilégié les ONG ayant participé à la rencontre de Ouagadougou. Elles ont, en effet, identifié comme besoin prioritaire le manque de ressources humaines pouvant mener des activités de communication participative pour l'éducation à la base. Cependant, ce choix suscite trois types de questions.

Premièrement, de quelle sorte de formation parlons-nous ? D'une formation de type traditionnel axée sur des contenus ou d'une démarche participative s'appuyant sur les besoins, l'expérience et les objectifs des apprenants ?

Deuxièmement, quels objectifs poursuivre et quels contenus privilégier ? Nous savons déjà que la planification, la mise en application et l'évaluation de la communication participative sont les trois domaines clés de toute intervention.

En matière de planification, on doit prendre en compte les aptitudes en planification de programmes, les méthodes d'analyse de besoins, la compréhension des structures locales de pouvoir et du savoir traditionnel ainsi que les rapports hommes-femmes. De même, les aptitudes en animation de groupe, les méthodes de participation à la conception des messages et des programmes d'éducation à la base, la maîtrise des médias sont des éléments cruciaux du travail du communicateur. Enfin, on doit considérer l'évaluation comme un aspect essentiel : les communicateurs doivent apprendre à évaluer les résultats de leurs efforts à l'aide de critères qui valorisent la participation des gens.

On retiendra également la formation des groupes participants aux activités de communication participative. Ces derniers doivent pouvoir reconnaître la valeur de leurs savoirs traditionnels. Ils doivent aussi pouvoir apprendre à clarifier les buts et les priorités de leur collectivité et prendre part avec assurance aux activités de communication participative. Ces responsabilités demandent aussi un apprentissage.

Enfin, troisièmement, nous avons besoin de recherches axées sur l'action qui nous aident à élaborer des programmes de formation avec la participation des praticiens de la communication. Ces derniers pourront nous éclairer sur les attentes des collectivités à l'égard des communicateurs travaillant avec eux, nous enseigner

enfin comment nous servir des activités de communication afin de soutenir les efforts d'éducation non formelle à la base.

Les mécanismes d'opération et de gestion du programme

Durant la rencontre, les discussions ont également porté sur la création d'un secrétariat pouvant mettre en œuvre le programme sur le terrain, de même que sur la définition du mandat d'un comité du programme.

Trois points principaux ont été abordés : les questions liées à l'opération et à la gestion du programme (secrétariat et comité du programme), l'importance de la communication et la question de la durabilité.

Les discussions ont surtout porté sur la structure du mécanisme à mettre en place. Le modèle proposé ressemblait à une structure en toile d'araignée : un secrétariat au centre, établi dans une ONG, en relation avec des directeurs de réseau dans chacun des neuf pays cibles du programme, qui reliaient, pour leur part, les ONG de leur pays, elles-mêmes en contact avec la population.

En tout, six niveaux ont été identifiés : celui des donateurs (le CRDI et éventuellement des donateurs associés), celui du comité du programme (formé de 5 représentants d'ONG), le niveau du secrétariat (représenté par son coordonnateur), celui des directeurs de réseau dans les pays, celui des ONG et celui de la population.

Dans cette structure, les responsabilités des donateurs ont trait au financement ainsi qu'à la participation à l'orientation du programme. Celles du secrétariat consistent à agir comme agence d'exécution, à assurer l'identification et l'approbation des projets de recherche des ONG participant au programme, et à gérer le programme. Le coordonnateur rattaché au secrétariat est, pour sa part, responsable des opérations et de la communication entre les différents niveaux.

Enfin, le comité de programme est responsable des politiques et du suivi du programme. Il représente un mécanisme consultatif ayant pour mandat de conseiller les administrateurs du CRDI dans les orientations, le développement, l'implantation, le suivi et l'évaluation du programme. Il est appelé à se pencher

spécifiquement sur le développement de la stratégie régionale du programme, son évaluation formative, la sélection des projets de recherche des ONG, leur financement, leur suivi et leur évaluation, ainsi que sur la diffusion des résultats de recherche et tout autre point relatif à la bonne marche du programme.

Les participants ont cependant suggéré d'ajouter deux conseillers scientifiques au comité de suivi formé de représentants d'ONG. On a aussi proposé l'idée d'associer le comité et tout le réseau à un groupe consultatif canadien et à un groupe consultatif international.

Les participants ont souligné l'importance d'assurer des mécanismes de communication entre les différents niveaux participant au programme et avec des réseaux externes, et de planifier ces mécanismes au tout début du projet.

Finalement, la question de la durabilité a été posée sans que les participants puissent conclure par l'identification de mécanismes précis. Lors d'une plénière, un participant a cependant présenté une métaphore pour situer cette question de durabilité. Cette métaphore vaut la peine d'être reprise ici : « Il faut préserver la durabilité non pas des papillons, mais des environnements dans lesquels les papillons naissent, se reproduisent et meurent ». Ainsi vaut-il peut-être mieux poser la question de la durabilité des efforts de recherche des ONG plutôt que celle, plus spécifique, d'un mécanisme de coordination de ces recherches.

Première rencontre du comité de pilotage

Suite à la réunion consultative canadienne sur le programme de communication pour le développement du CRDI, le comité de programme a tenu sa première réunion. Cette réunion devait permettre de mieux définir les mécanismes de mise en œuvre du programme.

Le comité de pilotage du programme

La première décision des membres a consisté à remplacer immédiatement le concept avancé jusqu'ici de comité consultatif de suivi par celui de comité de pilotage du programme. Ce comité de pilotage est composé des représentants du CRDI (et éventuellement des représentants d'autres bailleurs de fonds qui

pourraient venir participer au programme), de cinq représentants des ONG, du secrétaire général de l'ONG d'accueil, du coordonnateur du secrétariat et de deux conseillers scientifiques.

Le nombre de représentants des ONG dans le comité demeure fixé à cinq personnes. Ils sont choisis à titre personnel sur la base de leurs compétences et de leur appartenance à une ONG. Il s'agit d'un poste non rétribué et non représentatif. Les membres sont mis à la disposition du comité par leur ONG d'appartenance, sans compensation, à titre de contribution de l'ONG au développement du programme. Cependant, ils ne représentent ni leur ONG d'appartenance ni leur pays. Les représentants déjà sélectionnés le demeurent tant qu'ils satisfont aux deux critères de base : travailler pour une ONG et œuvrer dans la région.

Le comité de pilotage étudie pour approbation les projets pré-sélectionnés par le coordonnateur. Celui-ci est également responsable des politiques et des orientations du programme, ainsi que du suivi des opérations.

Le secrétariat du programme

Le secrétariat est assuré par l'ONG d'accueil du programme sur le terrain. Il comprend un(e) coordonnateur/trice et un(e) adjoint/e.

Les phases du projet d'implantation du programme

On peut résumer ainsi les six phases de l'implantation du programme :

- Le démarrage du secrétariat :
cette phase comprend la mise en place du secrétariat, l'élaboration du programme de travail, des rencontres avec des ONG et l'établissement de mécanismes d'information et de communication.
- L'élaboration des projets de recherche :
cette phase vise la formation des ONG pour la préparation des projets de recherche, ainsi que l'appui au développement des projets.
- La sélection des projets financés par le programme :
les projets de recherche des ONG devront être reliés au thème du programme, la formation en communication participative pour l'éducation

non formelle à la base. Le comité de sélection privilégiera des orientations de recherche communes et cherchera à promouvoir des liens entre les projets de même type.

- L'exécution, le suivi et l'évaluation des projets.
- La diffusion des processus et des résultats des projets de recherche des ONG.
- L'évaluation de l'implantation du programme.

Conclusion

À l'issue de toutes ces démarches, et au moment de l'implantation prochaine du programme de communication participative pour le développement en Afrique de l'Ouest et du centre, on peut le décrire de la manière suivante :

Le programme de recherche veut répondre au défi de la participation des gens à leur propre développement. En transformant les approches verticales basées sur la transmission unilatérale d'information et sur la persuasion, en approches basées sur les échanges de savoirs, la communication pour le développement permet aux groupes et aux communautés de cerner les problèmes auxquels ils font face, d'identifier des solutions possibles, de prendre des décisions bien informées, d'acquérir les connaissances nécessaires, de se mobiliser pour l'action et de prendre en charge leur propre développement.

Le programme se situe actuellement en Afrique de l'Ouest et du centre et s'adresse aux ONG de neuf pays : Mali, Burkina Faso, Sénégal, Côte d'Ivoire, Bénin, Guinée, Ghana, Nigeria et Cameroun.

À l'aide d'une méthodologie participative d'élaboration du programme, les ONG de la région ont identifié comme problème prioritaire en matière de communication pour le développement le manque de ressources humaines pouvant adopter des approches de communication participative et l'application de ces approches pour la promotion de l'éducation non formelle à la base, surtout auprès des femmes et des jeunes filles. Sur cette base, le programme s'est fixé comme objectif de soutenir la recherche et l'expérimentation afin de renforcer les capacités des ONG dans l'utilisation de la communication participative comme outil d'éducation non formelle à la base.

Plusieurs projets tâcheront donc de développer, d'expérimenter et d'évaluer des objectifs, contenus, stratégies et outils de formation pertinents aux données du contexte et aux besoins des communautés. D'autres questions de recherche, liées à cette problématique globale pourront également être abordées par les ONG, telles l'analyse des besoins des communautés de base en matière d'éducation non formelle à la base, le recensement et l'étude d'expériences existantes en communication participative, l'expérimentation ou l'évaluation de pratiques existantes, l'analyse des coûts des méthodes participatives. En effet, le besoin de formation des ONG à la communication participative comme appui à l'éducation à la base exige de mieux cerner les stratégies et les pratiques en ce domaine et d'intégrer ces dernières aux efforts de formation-action-recherche sur le terrain.

Les méthodologies participatives (recherche-action, recherche-formation, recherche participative) seront fortement encouragées. Dans tous les cas, les activités de recherche et d'expérimentation des ONG appuyées par le programme devront être associées à l'action concrète sur le terrain et à une participation dans les projets des communautés ou des organismes de base.

La stratégie de fonctionnement du projet consistera à mettre en place un réseau de recherche avec les ONG. Pour ce faire, un secrétariat régional du réseau sera établi sur le terrain. Ce secrétariat sera en lien avec les neuf pays cibles du projet et mènera les activités suivantes :

- Dans une première phase, il aidera les ONG à élaborer des propositions de projets entrant dans la thématique du programme, au moyen d'ateliers qui se tiendront dans chacun des pays cibles.
- Dans une seconde phase, il financera et soutiendra techniquement les projets qui seront sélectionnés par le comité de programmation.
- Enfin, tout au long du cycle des projets, il assurera la diffusion des démarches et des résultats et facilitera les échanges autour de ces résultats, auprès des ONG, ainsi qu'auprès d'organisations internationales et de preneurs de décisions au niveau national et régional, en matière d'éducation non formelle à la base.

Naturellement, d'autres éléments viendront compléter en cours de route cette définition du programme et de ses mécanismes d'implantation, puisqu'il s'agit ici d'une démarche itérative et dynamique. Nous espérons qu'elle sera à même d'appuyer les efforts et les capacités de recherche des ONG d'Afrique de l'Ouest et du centre et grâce à ces efforts, de suggérer des réponses et des stratégies validées en matière de communication participative pour l'éducation non formelle à la base.

Bibliographie

- Agency for International Development (AID), 1993, *The Substance Behind the Images: A.I.D. and Development Communication*, Washington (District of Columbia, É.-U.) U.S. Agency for International Development.
- Balit, S., 1988, « Communication is the Message », *CERES*, vol. 21, n° 2, p. 13-15.
- Beltrán, L.R., 1993, « Communication for Development in Latin America: A Forty-Year Appraisal », dans Nostbakken, D. et Morrow, C., *Cultural Expression in the Global Village*, Penang (Malaysia), Southbound, et Ottawa (Ontario, Canada), Centre de recherches pour le développement international.
- Berrigan, F.J., 1981, *Les médias communautaires et le développement*, Paris (France) UNESCO.
- Blake, C., 1993, « Development Communication Revisited: An End to Eurocentric Visions », *Development (Journal of SID)*, vol. 3, p. 8-11.
- Boafo, K., 1985, « Utilizing Development Communication Strategies in African Societies: A Critical Perspective (Development Communication in Africa) », dans Pays-Bas, Martinus Nijhoff Publishers, *Gazette*, vol. 35, p. 83-92.
- Freire, P., 1973, *Pédagogie des opprimés*, Paris (France), Maspero.
- Lerner, D., 1958, *The Passing of Traditional Society*, New York (New York, É.-U.), Free Press.

- MacBride, S., 1980, *Voix multiples, un seul monde : rapport de la commission internationale d'étude des problèmes de la communication*, Paris (France), UNESCO et Nouvelles éditions africaines.
- Middleton, J. et Wedeneyer, D.J., 1985, *Methods of Communication Planning*, London (Royaume-Uni), UNESCO.
- Quebral, N., 1985, « De la technologie éducative à la communication pour le développement », *Direct*, vol. 2, p. 4-5.
- Rogers, E., 1976, *Communication and Development, Critical Perspectives*, Beverly Hills (Californie, É.-U.), London (Royaume-Uni), Delhi (Inde), Sage Publications.
- Séminaire sur la communication et le développement*, 1993, Montréal (Québec, Canada), Institut international de la communication, p. 6.
- Schramm, W., 1964, *Mass Media and National Development*, Stanford (Californie, É.-U.), Stanford University Press.
- Servaes, J., 1991, « Toward a New Perspective for Communication and Development », dans Casmir, F.L., *Communication in Development*, Norwood (New Jersey, É.-U.), Ablex Publishing Corporation.
- Woods, R., 1993, *Communication, Technology and the Development of People*, London (Royaume-Uni), New York (New York, É.-U.), Routledge.

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Chin Saik Yoon

Historique

Mise au point il y a plus de vingt ans, la communication participative est une méthode fondée sur des principes qui exercent une influence de plus en plus grande sur les communicateurs œuvrant dans le milieu du développement. Aujourd'hui, ces principes guident bon nombre de ces derniers dans leur travail au sein des ONG et, dans une moindre mesure, des programmes des organismes gouvernementaux.

Les démarches participatives en communication pour le développement sont apparues au début des années 1970, alors que bien des personnes travaillant dans le milieu du développement ont commencé à remettre en question la démarche descendante qui prédominait dans ce milieu dans les années 1950 et 1960 et qui visait surtout la croissance économique. Durant ces deux décennies, on considérait que la réussite des pays industrialisés était le modèle à suivre. On croyait susciter le développement par la diffusion et l'adoption sur une grande échelle des technologies modernes. On planifiait cette modernisation dans les capitales nationales, sous la direction de spécialistes venus des pays industrialisés. Bien souvent, les habitants des villages qui étaient « visés » par ces plans ne se rendaient compte que le « développement » s'amorçait que lorsqu'ils voyaient débarquer, la plupart du temps sans avoir été prévenus, des étrangers de la ville qui venaient arpenter des terrains ou examiner des emplacements de projets.

La communication de masse a joué un rôle important pour favoriser une ouverture à l'égard de la « modernisation ». La radio a été l'un des principaux instruments utilisés à cette fin. Les dirigeants nationaux, les bureaucrates et les spécialistes se sont mis à parler avec passion sur les ondes, à partir des villes, des merveilleux changements qu'entraînerait dans la vie des gens l'adoption d'idées nouvelles et étrangères. Ils ont traité en long et en large des méthodes d'exploitation des terres, du traitement des maladies, de l'importance d'envoyer les enfants à l'école, des avantages à avoir moins d'enfants et un gouvernement stable, et de bien d'autres choses encore. Le cinéma itinérant s'est également répandu dans les villages. C'était l'un des divertissements les plus populaires en milieu rural, car on y projetait d'abord généralement des dessins animés et des comédies pour

attirer les foules, afin de leur faire visionner ensuite des actualités et des productions de vulgarisation agricole. C'était un outil puissant, qui montrait très clairement les prodiges de la science moderne. On y voyait les belles maisons et les voitures des riches agriculteurs de l'Ouest, et on pouvait juger les aspirants politiciens selon l'image qu'ils projetaient, leur voix et leur charisme. Le secteur privé a rapidement fait de même et a envoyé ses propres camionnettes avec d'autres dessins animés et d'autres comédies et, bien sûr, de la publicité filmée pour ses produits. Les vulgarisateurs du gouvernement, formés dans les villes, sont devenus des communicateurs de première ligne, répétant aux agriculteurs dans les champs ce qu'ils venaient d'apprendre en ville. Les affiches, dépliants et autres publications représentaient aussi un outil important dans cette démarche, que la FAO a appelée « communication au service du développement ». Elle a eu de nombreux partisans, une bonne partie des premières activités de développement poursuivies dans le Sud ayant été dirigées vers les agriculteurs (Rogers, 1983).

Certains problèmes sont cependant venus entraver cette démarche de modernisation des pays en développement. Les spécialistes ont appris que le développement ne se limitait pas à la construction de routes, à l'alimentation en eau et à la distribution de l'électricité. Ce n'était pas non plus qu'une simple question d'accroissement des rendements à l'hectare ni d'adoption des cultures de rapport. Plusieurs projets de vulgarisation agricole ont échoué parce que les agriculteurs hésitaient à abandonner leurs façons de faire éprouvées en faveur de nouvelles méthodes bizarres. Cela les rendait également inquiets de planter des cultures exotiques qu'ils ne pouvaient manger, mais devaient vendre en échange d'argent avec lequel acheter de la nourriture au marché. Lorsque les gens ont obtenu l'eau courante, ils s'en sont souvent servi pour laver et non pour boire et manger parce qu'ils n'en aimaient pas le goût. On leur a demandé de cesser de croire aux esprits et aux démons et de faire confiance à la science, qui parlait de choses comme les « germes » qu'on ne peut voir, mais auxquels on peut attribuer la plupart des douleurs et des maladies. On leur a également demandé de faire attention à une chose nommée « azote », elle aussi invisible mais ayant des effets sur le rendement des cultures. N'était-ce pas là justement une autre forme de sorcellerie ?

Ces problèmes auraient pu être évités si l'on avait tenu compte du fait que l'information communiquée aux gens leur était étrangère. Comme la planification du développement avait été centralisée et que les gens n'avaient pas été consultés,

il est souvent arrivé que des collectivités ébahies ont été forcées d'adopter de mauvaises solutions. On a favorisé l'adoption de variétés de riz à haut rendement alors que le vrai problème était en fait le bas prix de cette denrée. On a enseigné en détail aux agriculteurs comment améliorer le sol de terres qui ne leur appartenaient pas et d'où ils risquaient à tout moment d'être expulsés. On a convié les mères à des conférences pour tenter de les convaincre des avantages des familles ne comptant que deux enfants tandis qu'on poussait les pères à avoir au moins six enfants pour les aider à cultiver la terre et à s'occuper du bétail.

La planification centralisée a également fait en sorte que les gens n'éprouvaient pas de sentiment d'appartenance à l'égard des plans de développement locaux. Le développement est devenu une responsabilité du gouvernement. Alors qu'auparavant les agriculteurs géraient collectivement des systèmes communs d'alimentation en eau, ils ont été écartés par les travailleurs des autorités chargées de l'irrigation, qui ont construit de nouveaux canaux et contrôlé la mise en marche et l'arrêt de l'alimentation en eau. Et lorsque des problèmes se sont produits, les agriculteurs, persuadés que le système ne leur appartenait pas, ont tout simplement attendu que ces travailleurs reviennent le réparer au lieu de résoudre eux-mêmes les problèmes. Et dans les cas où ces travailleurs ne sont pas revenus, le système a été abandonné.

Les coûteux échecs de la démarche descendante mécaniste ne sont pas passés inaperçus dans les villes. Des activistes ont commencé à les critiquer sévèrement, disant qu'ils résultaient d'une démarche axée sur les symptômes de la pauvreté plutôt que sur ses causes. La communication descendante arrogante, qui entraînait des clivages au sein des collectivités en développement en sapant les connaissances, les croyances et les systèmes sociaux indigènes, les consternait. Et les plans de développement, qui favorisaient les intérêts des élites citadines au détriment de ceux des villageois, les rendaient furieux.

Entre temps, d'autres activistes ont commencé à remettre en question le fondement même de la démarche de modernisation. Pour eux, la solution au sous-développement ne devait pas reposer sur l'adoption des technologies de l'Ouest. Elle devait plutôt tenir compte de la manière dont le monde était structuré, avec les pays industrialisés (qui étaient également les anciennes puissances coloniales) qui progressaient et s'enrichissaient au détriment des pays plus pauvres (les anciennes colonies). Les pays industrialisés étaient plus puissants que les pays en développement et le bien-être de ces derniers devait dépendre des premiers.

Au niveau mondial, tout le débat sur la dépendance a amené les travailleurs en communication de masse à déployer des efforts considérables pour réacheminer les flux d'information et les écarter des points de jonction classiques qu'étaient Londres, Paris, Madrid et New York. On a établi des agences de presse dans le Tiers-Monde et les gens des pays en développement se sont mis à écrire des articles pour leurs concitoyens.

L'ascension des démarches participatives

C'est en réaction à la modernisation (et, dans une certaine mesure, à la constatation des déséquilibres structurels à l'échelle mondiale) que sont nées les différentes démarches participatives. Elles avaient toutes en commun de vouloir faire participer activement les gens qui étaient visés par le développement à l'élaboration du processus. Mais, dans la plupart des cas, c'était là le seul point commun et les différences demeuraient nombreuses. La participation des gens a été définie de maintes façons, ce qui a suscité bon nombre de divergences non résolues.

D'une manière générale, on peut observer quatre formes de participation dans la plupart des projets de développement qui se disent de nature participative (Uphoff, 1985) :

- Participation à l'exécution : Les gens sont mobilisés et fortement encouragés à prendre part à l'exécution des projets. On leur confie certaines responsabilités et certaines tâches ou on leur demande une contribution précise.
- Participation à l'évaluation : Une fois un projet terminé, on invite les gens à faire la critique de son succès ou de son échec.
- Participation aux avantages : Les gens tirent eux aussi parti des retombées qui émanent d'un projet, qu'il s'agisse d'obtenir de l'eau d'une pompe à main, des soins médicaux d'un « médecin aux pieds nus » ou un camion pour transporter leurs produits au marché, ou encore de réunir les villageois dans une nouvelle salle communautaire.
- Participation à la prise de décisions : Les gens lancent des idées, en discutent, conceptualisent et planifient les activités qu'ils exécuteront collectivement. Cette démarche peut être liée à des domaines plus courants en matière de développement comme la construction d'écoles ou les demandes de titres de

propriété foncière. La prise de décisions peut aussi revêtir un caractère plus politique, comme la révocation de fonctionnaires corrompus, l'appui à des candidats aux élections ou la résistance aux pressions des élites. Et elle peut aussi être de nature culturelle ou religieuse, comme organiser un festin traditionnel, des prières pour que la sécheresse prenne fin ou une grande fête, simplement pour le plaisir.

Si certaines activités de développement offrent ces quatre formes de participation, il y en a beaucoup qui s'en tiennent uniquement à une ou deux formes.

Nombreux sont ceux pour qui la participation à la prise de décisions est la forme la plus importante à promouvoir, car elle donne aux gens la maîtrise de leur vie et de leur environnement. En même temps, ils acquièrent des compétences en résolution de problèmes et s'approprient pleinement les projets, deux éléments importants qui contribueront à assurer le développement soutenu de leur collectivité.

Les trois autres formes de participation (à savoir la participation à l'exécution, à l'évaluation et aux avantages) ont été qualifiées de fausse participation par ceux qui croient que la participation à la prise de décisions est fondamentale et indispensable à cette démarche. Ils estiment que les gens se font manipuler dans le cadre de ces trois formes de pseudo-participation et sont poussés à accepter des plans préparés par d'autres, plus puissants.

Ceux qui pensent autrement trouvent que ces trois formes de participation permettent aux gens de se doter de la capacité de prendre part à la prise de décisions. Ils croient aussi qu'en mobilisant prématurément les gens pour leur faire prendre eux-mêmes les décisions et planifier leur développement, il y a un risque qu'ils entrent en conflit avec des intérêts puissants et que leur sécurité soit menacée. Ils vont même parfois jusqu'à affirmer qu'en fait, les groupes qui mobilisent ainsi les gens les manipulent et les mènent à des situations conflictuelles.

Certains gouvernements de pays d'Asie qui ont connu un succès remarquable en matière de développement économique expliquent de la façon suivante les raisons pour lesquelles ils ne se hâtent pas de promouvoir la démocratie et la participation à l'occidentale :

- Les sociétés asiatiques favorisent le collectivisme, contrairement aux sociétés occidentales qui privilégient l'individualisme.
- Dans les pays en développement, l'intérêt national doit être plus important que celui de l'individu.
- La diversité des points de vue peut engendrer de la confusion chez les gens.
- Les gens doivent être éduqués et avoir atteint un certain degré de maturité pour être en mesure de prendre de bonnes décisions à partir d'une diversité de points de vue, et c'est pour cela qu'il faut d'abord éduquer les collectivités des pays en développement avant de leur offrir une telle diversité.

Il y a aussi le fait que ces gouvernements préfèrent de beaucoup aborder le développement d'une manière consensuelle. Ils ne sont pas en faveur de la démarche participative parce qu'ils la jugent conflictuelle.

Les partisans de la participation trouvent que cette démarche a plus de bons que de mauvais côtés, mais ils sont néanmoins prêts à admettre qu'elle a ses limites. Une conférence internationale qui réunissait des praticiens et des chercheurs œuvrant en communication participative a pris fin sur les trois mises en garde suivantes (White, 1994) :

- Les mécanismes de la communication participative ne sont pas une panacée pour le développement. Ces mécanismes ne peuvent permettre de résoudre tous les problèmes, dans toutes sortes de contextes ou d'échéanciers. La mère dont l'enfant est en train de mourir de la diarrhée ne veut pas « participer ». Il faut également des solutions et des interventions à court terme. Les mécanismes participatifs font ressortir les « causes profondes » de la pauvreté et de l'oppression et sont généralement associés à des objectifs à long terme.
- Les notions en apparence opposées de « participation » et de « manipulation » peuvent être envisagées sous plusieurs angles. L'interventionniste qui tente de « vendre » des solutions à des « populations cibles » peut être accusé de manipulation et il se peut aussi qu'il apporte avec lui toute une série de prémisses culturelles étrangères. Il se peut également que le communicateur entre dans un village en ayant une idée bien précise de sa réalité et de ses valeurs et qu'il espère que les gens en arrivent à percevoir leur oppression de la manière dont il la voit, ce qui peut être tout aussi manipulateur.
- On néglige bien souvent le prix que les gens doivent payer pour prendre part aux mécanismes participatifs. On présume que le villageois n'a rien de mieux

à faire. Il y a un coût de renonciation pour chaque heure consacrée à la « participation », c'est-à-dire que le villageois peut avoir renoncé à une activité qui aurait été plus productive, dans l'éventualité où le mécanisme de participation ne donne pas lieu à des retombées positives, à court ou à long terme. Le communicateur doit en tenir compte lorsqu'il se présente dans un village ou dans un quartier pauvre.

La communication participative prend le relais

Tout comme durant la période de modernisation, les communicateurs ont réagi à la tendance à la participation en matière de développement en faisant écho aux nouvelles démarches dans leur travail. La communication participative venait de naître, mais l'accouchement s'est toutefois révélé difficile. Les gens qui avaient préconisé la participation l'avaient surtout fait d'un point de vue conceptuel et idéologique, et n'avaient pas indiqué comment la communication participative pouvait se concrétiser dans des contextes de développement. Et pour rendre le défi encore plus grand, une bonne partie de cette réflexion féconde avait été axée sur des mécanismes interpersonnels, et rien n'avait été prévu pour intégrer les moyens de communication de masse dans la nouvelle démarche. Les techniques de radiodiffusion employées à l'époque ont sans doute contribué à cette mise à l'écart des grands médias. L'équipement de radio et de télévision se trouvait dans des studios en ville, loin de la majorité de la population des villages. On commençait tout juste à mettre au point l'équipement de reportage, dont le coût était encore trop élevé à ce moment-là pour que les praticiens des pays en développement en fassent l'acquisition.

Par ailleurs, pour la première fois, la communication pour le développement n'était plus la chasse gardée des spécialistes. Dans une situation idéale, les gens ont recours spontanément, sans aucune médiation, à la communication participative. C'est un sous-produit qui émane de mécanismes participatifs et de collectivités où il y a participation.

Pour les praticiens, la communication avait cessé d'être le simple transfert de l'information. Il devenait plus important de savoir de qui provenait une communication et comment les décisions menant à cette communication avaient été prises. Les communicateurs n'étaient plus des courroies neutres de

transmission de l'information, mais intervenaient activement pour susciter des changements visant à encourager les gens à participer. À maints égards, les « techniques » de communication n'avaient pas changé. Par contre, les idéologies et les philosophies sous-tendant l'emploi de ces techniques avaient changé considérablement.

L'importance accordée aux méthodes interpersonnelles et traditionnelles a favorisé l'essor et l'utilisation de méthodes de communication grandement ignorées jusque-là. Le théâtre d'intervention, les chansons populaires, les allocutions et les activités de groupe sont devenus des moyens importants et efficaces de communication participative. On a progressivement délaissé les grandes activités nationales de communication en faveur de petits programmes localisés et intimes.

La pratique de la communication participative

Comme on avait mis l'accent sur les méthodes interpersonnelles, on a d'abord cru qu'il fallait une démarche communautaire sur une petite échelle en matière de communication participative. On a estimé que les allocutions, les médias traditionnels et populaires et les activités de groupe étaient les outils les plus adéquats pour appuyer cette démarche. Cette toute première conception a ignoré les médias en ne proposant pas de rôle pour eux. Les praticiens des médias ont réagi en innovant et en créant leur propre démarche en matière de communication participative. Certains des premiers succès ont été obtenus par la radio communautaire. Les grandes stations centralisées à assise urbaine ont été remplacées par de petites installations de radiodiffusion à émetteurs de faible puissance appartenant à des syndicats, des Églises et d'autres groupes communautaires. Les gens ont produit et animé des émissions axées sur des questions d'ordre local qu'ils jugeaient importantes et d'actualité. Ce genre d'innovations a permis de définir le rôle des mass-médias comme outil de communication participative, aussi bien au niveau de la collectivité ou du village qu'au niveau infrarégional ou régional.

L'Évolution de la communication pour le développement

Modèle de développement	Modèle de communication	Approche de diffusion
Modernisation/croissance	Diffusion/communication verticale du haut vers le bas	Radio paysanne
Croissance pour satisfaire les besoins fondamentaux et distribution	Horizontal/à la base	Forum radiophonique
Dépendance	« Conscientisation »	Échange d'information
« Autre »	Communication participative	Radio communautaire
Croissance	Marketing social	« Enter-educate »

On trouvera ci-après la description de quelques-unes des méthodes auxquelles ont eu recours des groupes œuvrant au niveau de la collectivité, ainsi qu'aux niveaux infrarégional et régional.

Le travail au niveau de la collectivité

Certains des programmes de communication participative qui ont connu le plus de succès ont été mis à l'essai au niveau de la collectivité dans des villages. Comme le nombre de personnes visées était restreint, on a pu utiliser de façon intensive les moyens interpersonnels et les médias traditionnels et populaires. Voici les étapes suivies par bon nombre d'ONG dans la mise en œuvre de leurs programmes. Elles se fondent non seulement sur les méthodes de la communication pour le développement, mais également sur celles du développement participatif, de l'éducation non formelle et de la recherche-action participative.

Entrer dans la collectivité

La première étape consiste habituellement à déterminer quelle collectivité sera associée à un projet de communication participative. Beaucoup d'ONG le font en se basant sur la connaissance qu'elles ont acquise de la région où elles travaillent. Pour réduire au minimum les risques d'échec et le temps nécessaire au démarrage du projet, bien des ONG choisissent des collectivités avec lesquelles elles travaillent ou ont déjà travaillé. Cela comporte deux avantages : premièrement, une relation de travail est déjà établie (qui peut ne pas être totalement participative) et, deuxièmement, l'ONG est sensibilisée aux besoins et aux aspirations de la collectivité et peut les jumeler avec ses ressources et ses capacités. Si une « nouvelle » collectivité est retenue, les deux parties apprennent peu à peu à se connaître mutuellement. Des travailleurs de l'ONG, de préférence des personnes de la région où se trouve la collectivité ou ayant une bonne compréhension de la vie de cette collectivité et des défis qu'elle doit relever, et capables d'en parler la langue, s'y rendent dans le seul but de présenter l'ONG aux gens et de rencontrer les membres de la communauté. Certaines ONG exigent de leurs employés sur le terrain qu'ils vivent au sein de la collectivité pendant une période assez longue (qui peut être de plusieurs mois ou même d'un an) pour être acceptés par les gens et pour bien se familiariser avec la vie de la communauté. Cette période a pour but de faire en sorte que le rôle éventuel de l'ONG découle naturellement et de façon non structurée des interactions entre les travailleurs de l'ONG et les membres de la collectivité. Le succès de cette première étape décisive dépend en partie des travailleurs de l'ONG et en partie de la réputation de l'ONG dans la communauté. La tâche des travailleurs dont l'organisation est digne de foi et a fait ses preuves au niveau de la base sera grandement facilitée. Durant cette période, les travailleurs de l'ONG doivent d'abord et avant tout écouter les gens.

Se préparer à planifier

Après avoir fait connaissance avec les gens et les avoir écoutés, il s'agit de décider s'il y aura ou non collaboration. S'il doit y avoir collaboration, l'étape suivante consiste bien souvent à la planifier. La communication a alors un rôle primordial à jouer. Il faut encourager le plus grand nombre de personnes possible dans la collectivité à participer au processus de planification et leur donner la possibilité de le faire. Les réunions sont de bons points de départ. On peut y

expliquer le but de la planification et en discuter, présenter les personnes qui y prendront part et s'entendre sur les méthodes de planification. Les réunions en bonne et due forme ne sont sans doute pas chose courante dans bien des villages et il ne faudrait pas insister trop fortement sur la tenue de telles réunions, mais consacrer le plus de temps possible à la tenue de consultations et de discussions informelles. Idéalement, c'est de ces consultations que devrait émaner la proposition de tenir des réunions. Les dirigeants vont probablement se manifester à ce moment-là. La personne chargée de faciliter le processus doit veiller à ce que les dirigeants soient ultérieurement élus par la majorité et à ce qu'il y ait le moins d'entraves possible à leur choix. Il serait bon de discuter des qualités que les dirigeants devraient posséder avant de les élire. Après les élections, il se peut que les candidats défaits décident de quitter le groupe en emmenant avec eux leur famille, leurs amis et leurs partisans. La façon dont le groupe réagit à ce départ est importante et donne le ton aux futurs échanges entre le groupe et les personnes qui sont parties.

Planifier ce qu'il y a à faire

La première étape pourra consister à réfléchir aux conditions, aux problèmes, aux aspirations et aux ressources qui existent dans la collectivité. Les médias peuvent jouer ici un rôle catalyseur utile. On s'est servi de façon efficace des médias traditionnels et populaires pour faciliter ce processus de réflexion dans bon nombre de collectivités. Dans certains villages, des membres de la communauté ou des troupes de théâtre locales préparent et présentent une pièce qui se déroule dans un endroit fictif ayant maintes similitudes avec le village. La pièce n'a cependant pas de fin. À un moment adéquat, les membres de la collectivité sont invités à jouer la fin ou à la proposer. C'est là une méthode efficace pour plusieurs raisons : c'est divertissant, il est facile de participer parce qu'on a recours à un mode d'expression artistique indigène et ce n'est pas menaçant et guère susceptible de donner lieu à des confrontations puisque les problèmes sont abordés par le biais des personnages fictifs de la pièce.

On a également employé avec succès les nouvelles technologies, comme les vidéos de petit format. La méthode Fogo (Williamson, 1991), qui se sert de la vidéo comme d'un « miroir » pour refléter les problèmes et les aspirations des habitants de collectivités isolées, est la plus célèbre. Les gens prennent une part active à la planification et à l'exécution d'une vidéo dont ils sont l'objet. Ils

participent aussi au montage, décidant de ce qui doit être coupé et de ce qui doit être conservé. Outre le fait qu'elles aident les gens à réfléchir sur leur situation, ces vidéos se sont révélées des outils des plus efficaces pour faciliter la communication entre eux et les personnes de l'extérieur, habituellement les politiciens et les bureaucrates. Ces derniers reçoivent des messages précis et sincères par le truchement de ces vidéos qui, parce qu'elles sont souvent chargées d'émotion, peuvent même les inciter à l'action. Il arrive fréquemment qu'on réponde aussi aux gens par vidéo et qu'on leur promette des mesures correctives. Il est difficile de ne pas tenir des promesses ainsi enregistrées, et ce média fait donc avancer leur cause.

Les « romans-photos » sont tout aussi efficaces. On remet aux gens un appareil-photo avec lequel ils peuvent photographier tout ce qu'ils veulent en vue de produire un roman illustré sur leur situation. Les membres de la collectivité décident ensuite ensemble de l'ordre dans lequel ils veulent placer les photographies. Ces récits illustrés facilitent la réflexion, la communication avec les personnes de l'extérieur et l'évaluation des progrès accomplis grâce à la collaboration. Mentionnons, à titre d'exemple, le cas d'un groupe de villageois qui vivait sur le flanc d'une montagne où les risques de glissements de terrain étaient importants, ce qui rendait les terres arables encore plus rares. Or, les villages voisins avaient construit des murs de soutènement avec de grosses pierres, une tâche longue et ardue. Les photographies de l'évolution de la construction de ces murs de pierres et de la riche couche arable qu'ils permettaient de retenir ont convaincu les villageois qu'ils devaient construire ces murs et leur ont donné la motivation nécessaire pour mener à bien cette tâche difficile.

Dans les Philippines, le système d'information et de planification communautaires (SIPC) est une initiative qui a connu un succès quelque peu étonnant, dans la mesure où il s'agissait d'une méthode émanant de recherches scientifiques que bien des gens trouvaient à première vue peu pertinentes et peu utiles pour les collectivités rurales. Il est arrivé que des villageois qui avaient entendu parler du SIPC ont demandé à l'université où le système avait été conçu d'envoyer un formateur pour travailler avec eux. La démarche est la suivante. Le formateur donne tout d'abord un bref cours informel sur le processus de recherche, dans le dialecte local et en présentant ce processus d'une manière simple et facile à mettre à exécution. Les gens commencent le travail de recherche tout de suite après le cours. Ils recueillent des données et les analysent en groupe. Les résultats sont

ensuite affichés sur de grands tableaux, sous forme de graphiques faciles à comprendre, et ils sont présentés lors d'une réunion des villageois. Une fois les conclusions de la recherche bien comprises par les membres de la collectivité, ces derniers établissent l'ordre de priorité des problèmes et planifient les mesures à prendre pour les résoudre. Ces mesures consistent généralement en une proposition écrite à un organisme gouvernemental local. C'est un procédé qui s'est révélé très efficace pour promouvoir certaines activités de développement auprès des décideurs, étant donné la démarche scientifique employée et les données présentées à l'appui des demandes.

Appuyer l'action

Il est fort probable que, si la collectivité est arrivée au moment de passer à l'action, un groupe se sera formé en son sein pour s'occuper des activités de communication. Ce groupe comprendra sans doute des leaders d'opinion, notamment un dirigeant religieux, une accoucheuse traditionnelle, un enseignant ou une enseignante, des musiciens populaires, des acteurs et d'autres personnes enclines à communiquer et à échanger avec les gens. Idéalement, c'est la collectivité qui devrait élire les communicateurs et définir leurs tâches au moment des élections. Ces personnes pourront être formées aux méthodes de communication. La formation devra mettre l'accent sur les principes de la participation et sur le rôle de soutien que joue la communication pour susciter la participation. Il faudra insister sur l'utilisation des médias traditionnels et populaires. On pourra aussi encourager l'emploi d'autres médias, comme les *dazibaos* (journaux muraux), les vidéos et les expositions statiques. Mais, en général, on privilégiera probablement les méthodes interpersonnelles (allocutions, discussions en groupe et exposés, devant des pairs et des gens de l'extérieur, comme des représentants du gouvernement). On pourra aussi faciliter l'acquisition de compétences en gestion, comme la mise en séquence optimale des communications pour appuyer l'action communautaire et la division des grands problèmes en des composantes plus petites auxquelles on s'attaquera par ordre de priorité. Conformément aux objectifs de la communication participative, toute la formation devra être axée sur la communication considérée comme un outil de responsabilisation des gens et non comme un instrument de transmission de l'information. La communication visant à faciliter l'action peut s'accompagner d'un certain nombre d'objectifs :

- Susciter une compréhension très claire de l'action proposée.

- Recueillir des données pour vérifier si l'action mise de l'avant est acceptée et appuyée (idéalement) par tous ; si ce n'est pas le cas, trouver des solutions de rechange qui conviennent.
- Communiquer le mode d'action définitif.
- Fournir un soutien et la publicité appropriée durant l'exécution.
- Informer les membres des progrès effectués et recueillir leurs réactions.
- Faire rapport sur les répercussions de cette action.
- Recueillir les réactions des membres et les faire connaître.
- Planifier la prochaine action.

Procéder par étapes

Il faut procéder en une série d'étapes, en débutant avec la plus urgente ou la plus facile à exécuter, puis en passant aux autres une fois celle-là achevée. Cette approche permet à la collectivité de se familiariser avec le processus et de l'assimiler, et le degré de participation des membres de la collectivité augmente au fur et à mesure qu'ils apprennent à travailler ensemble et à se faire mutuellement confiance.

Se retirer de la collectivité

Les travailleurs d'ONG qui aident à mettre en place des projets de communication participative doivent prévoir leur retrait de la collectivité dès que les gens se montrent prêts à en assumer pleinement la responsabilité. Il peut être utile de faire part du plan de retrait au début des échanges entre la collectivité et l'ONG pour que les gens puissent s'y préparer. Chose plus importante encore, c'est une indication de la sincérité des intentions de l'ONG lorsqu'elle dit vouloir mener la participation à son aboutissement ultime, c'est-à-dire remettre tout le contrôle aux gens. On a beaucoup parlé dernièrement d'ONG qui créeraient délibérément une dépendance dans les collectivités avec lesquelles elles travaillent afin de conserver leur rôle (et leurs sources de financement). Dans la plupart des cas, le retrait devrait se faire graduellement. Cela peut commencer par le transfert des fonctions normalement exécutées par le travailleur de l'ONG. Ce dernier peut ensuite aller habiter à l'extérieur de la collectivité (s'il s'y était installé) et y revenir en visite. Ces visites peuvent se faire de moins en moins fréquentes et avoir lieu tous les mois ou tous les deux mois. Certaines ONG ne font plus aucune visite et invitent

plutôt les membres de la collectivité à venir les voir chaque fois qu'ils en ont besoin, ou s'ils se trouvent dans les environs les jours de marché, ou même n'importe quel autre jour. Mais ce n'est pas parce que l'ONG se retire qu'elle cesse de s'intéresser à la collectivité. Comme nous le verrons dans la dernière partie portant sur la recherche, l'ONG doit suivre de près ses progrès pour en tirer des enseignements. Le suivi doit se poursuivre le plus longtemps possible, car les mécanismes de communication participative évoluent sans cesse sur de longues périodes.

Une démarche concrète

Axée sur le groupe

- Évaluer la capacité de l'ONG
- Entrer dans une collectivité donnée
- Planifier l'action
- Communiquer le plan d'action
- Traiter la rétroaction/affiner les plans
- Appuyer l'action/la communication
- Évaluer et affiner l'action
- Partager les coûts et les avantages
- Évaluer l'action
- Procéder par étapes

par la suite

- Se retirer
- Rester en contact

Le travail au niveau régional

Les communicateurs qui emploient les moyens de communication de masse ou les médias amplificateurs ont mis au point leurs propres méthodes de communication participative. Contrairement à ce qui se passe pour les projets que les ONG exécutent dans des villages, où le nombre de partenaires est restreint, la nature même des moyens de communication de masse fait en sorte qu'il faut un vaste lectorat ou des groupes importants d'auditeurs ou de téléspectateurs pour obtenir un bon rapport coût-efficacité. On évalue la participation soit en suivant de très près les réactions des gens, soit en partageant avec eux le contrôle des moyens de communication.

Recherches auprès de l'auditoire

Les organismes qui emploient les moyens de communication de masse participatifs disposent habituellement de mécanismes solides pour mener des recherches auprès de l'auditoire. Il ne s'agit pas toujours d'un service de recherche structuré ou scientifique, administré par des spécialistes dûment formés en sciences sociales. Il s'agit plus souvent de lettres des lecteurs ou des auditeurs, de jeux-questionnaires, de tribunes téléphoniques, de services de reportage hors studio, de comptes rendus de reporters itinérants. La rétroaction et la réaction anticipatrice viennent des échanges directs entre les gens et les travailleurs des médias et des points de vue exprimés sur les médias. Pour certains travailleurs des médias, la réaction anticipatrice est plus importante que la rétroaction. On entend par rétroaction le fait pour les gens de faire connaître leurs réactions aux récits ou aux émissions qu'ont conçus les travailleurs des médias, tandis qu'il y a réaction anticipatrice lorsque les gens disent aux travailleurs des médias ce qu'il est important de couvrir, le meilleur angle à adopter pour ce faire et la meilleure manière de procéder.

Les stations commerciales qui doivent livrer des guerres de « cotes d'écoute » et faire face à la concurrence pour l'obtention de commanditaires mènent sans doute des recherches plus raffinées auprès de leur auditoire que les gestionnaires des médias participatifs. Il existe cependant une différence idéologique fondamentale entre leurs façons de travailler respectives. Les stations commerciales tentent de s'approprier des « segments de marché » qu'elles peuvent ensuite vendre à des commanditaires. Leur loyauté en affaires va au commanditaire. Les médias participatifs, eux, sont loyaux envers les gens. Ce qui motive leurs recherches, c'est de faire en sorte que l'on fasse connaître les intérêts des gens et que ces derniers disposent d'une tribune adéquate pour les exposer.

Responsabiliser les gens

L'autre type de médias participatifs confie la responsabilité des décisions de programmation aux gens. Ces derniers décident de ce qui sera diffusé, par qui ce sera fait, où et quand. Les spécialistes restent à l'arrière-plan pour s'occuper des détails techniques et aider à la réalisation des émissions lorsqu'ils y sont appelés. Grâce aux nouvelles technologies, les caractéristiques techniques des émetteurs radio ont été simplifiées à tel point que les gens peuvent les faire fonctionner eux-

mêmes. On a également vu l'avènement du matériel d'enregistrement sonore et du magnétoscope portatifs, de même que des systèmes d'édition, lesquels ont simplifié les procédés techniques de production et rendu l'utilisation de ces médias moins coûteuse. Les groupes électrogènes portatifs peu coûteux ont également permis d'installer bon nombre de ces technologies en milieu rural et d'en faciliter l'emploi par les gens. Le principal obstacle empêchant l'utilisation de telles technologies de se répandre réside dans les législations restrictives sur les médias en vigueur dans la plupart des pays en développement, en vertu desquelles les médias ne peuvent appartenir qu'au gouvernement ou à ceux qui sont mandatés à cette fin par le gouvernement.

La plupart des médias ainsi administrés par les gens diffusent ou impriment du matériel conçu et produit par des membres de la collectivité. Leur manque de professionnalisme est amplement compensé par leur crédibilité et par leur implication dans ce qu'ils font. Les stations de radio communautaire servent bien souvent d'outils de communication, transmettant des messages personnels dans des endroits éloignés où il n'y a ni téléphone ni bureau de poste. Elles contribuent également à élargir le public rejoint par les médias traditionnels et populaires en enregistrant leur prestation ou en la diffusant en direct. Une fonction importante est aussi dévolue à ces médias puisqu'ils corrigent le déséquilibre qui existe entre les détenteurs du pouvoir et le peuple. Lorsque leurs dirigeants ne sont pas timorés, ces médias peuvent rapidement faire connaître des incidents au cours desquels il y a eu oppression et mobiliser la résistance locale et extérieure à cette oppression. La radio communautaire a été l'une des « armes » principales de la révolution pacifique du peuple philippin, qui a renversé une administration corrompue.

Une démarche concrète

À rayonnement « plus large » (faisant appel à des médias « amplificateurs »)

- Recherches auprès de l'« auditoire »
- Rétroaction
- Réaction anticipatrice
- Programmation émanant de l'« auditoire »
- Programmation gérée par l'« auditoire »

Si l'on fait abstraction d'événements aussi graves, la plupart des réussites en diffusion communautaire ont été observées dans le secteur de l'éducation non formelle (Beltrán, 1993). Des programmes d'alphabétisation ont été menés à

bien grâce à des stations de radio et de télévision communautaires, lesquelles ont traité aussi d'autres sujets comme les questions liées aux rapports hommes-femmes, l'exploitation agricole, la santé, la production de recettes, la santé et la sécurité des travailleurs, les régimes fonciers et les questions religieuses.

Les défis liés à la pratique

L'application de la notion de communication participative a suscité plusieurs défis dans le contexte du développement. Les praticiens ont soit fait face à des répercussions ou à des problèmes imprévus, soit été accusés de promouvoir des modes de participation non souhaitables. Tout le débat qui a entouré cette question a en général entravé leurs efforts en vue de concrétiser ce processus social idéaliste. On trouvera ci-après quelques-uns des défis qu'ils ont dû relever.

Définitions

Dès le début, on a constaté des divergences entre les praticiens sur ce qu'il fallait entendre par participation véritable. Ces divergences découlaient en partie de différences sur le plan idéologique et en partie des milieux communautaires au sein desquels ils travaillaient. Ceux qui croyaient, pour qu'il y ait participation véritable, qu'il fallait confier la prise de toutes les décisions aux gens s'opposaient à ceux qui estimaient que la participation à d'autres niveaux était tout aussi valable et que le processus pouvait évoluer à partir de là vers l'objectif idéal. Les autres débats ont découlé de la grande diversité des milieux physiques et culturels auxquels les praticiens ont dû s'adapter. Ces adaptations ont mené à des démarches de communication participative suffisamment différentes pour engendrer des divergences entre les communicateurs.

Conflits

Un autre défi réside dans les conflits que la communication participative suscite bien souvent entre les gens, lesquels découlent des conséquences de l'adaptation des relations de pouvoir entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux qui ne l'ont pas. En participant, les gens réclament le pouvoir, ce qui représente une menace pour les dirigeants. Il arrive souvent aussi que des conflits surviennent entre les gens. La collectivité se divise parfois en factions à cause de désaccords au sujet

des objectifs et des modes d'action ou encore de l'inclusion ou de l'exclusion de certains membres. La communication participative, qui s'attaque aux causes profondes du sous-développement, donne en général lieu à des conflits. Et, compte tenu des conflits survenus par le passé, bon nombre de praticiens en sont venus à trouver nécessaire de se doter et de doter les gens de compétences pour gérer les conflits, les plus importantes à cet égard étant la négociation et la médiation.

Diffusion

Les succès obtenus en communication participative se sont révélés difficiles à reproduire ou à généraliser. C'est là un obstacle important pour les ONG désireuses de faire en sorte que la majorité des collectivités qu'elles desservent tirent parti des avantages de cette forme de communication. Il semble être causé par un certain nombre de facteurs et, tout d'abord, par le fait que les aptitudes à la communication participative sont fondamentalement tributaires des gens. Certaines personnes semblent posséder des qualités particulières qui font qu'elles peuvent grandement faciliter le processus. Ce sont les « dirigeants charismatiques » qui font « avancer les choses ». Ces qualités nous échappent encore pour l'instant et il n'est pas possible d'en favoriser l'acquisition par la formation. On estime également que les caractéristiques de la collectivité peuvent être déterminantes pour la réussite de l'entreprise. Certaines conditions préalables sont jugées nécessaires au fonctionnement efficace du processus. On peut également supposer que les problèmes de diffusion sont attribuables au fait que les initiatives expérimentales bénéficient de la part des collectivités et des organismes d'un engagement et d'un appui bien particuliers qui sont rarement offerts dans la même mesure à des projets menés sur une grande échelle.

Gouvernance

De toutes les conditions préalables nécessaires à la réussite, le mode de gouvernance est peut-être la plus importante. Dans les pays où le contrôle de l'État est très fort, les gens peuvent souhaiter intensément la participation tout en hésitant fortement à adhérer à une telle démarche par crainte de représailles à leur endroit ou envers leur famille et leurs amis. Cette peur représente non seulement un défi, mais aussi un risque pour ceux qui préconisent la communication participative.

L'attrait du secteur privé

Les entreprises privées commencent à exercer sur les mécanismes de participation presque autant d'influence que les autorités locales auparavant. Elles le font en offrant de l'argent, des possibilités d'emploi et d'autres avantages à certaines personnes pour obtenir de la part des collectivités la collaboration qu'elles souhaitent et qui n'est pas toujours dans le meilleur intérêt de ces dernières à long terme. Il arrive souvent, par exemple, que des sociétés forestières offrent des emplois très bien rémunérés à des dirigeants communautaires dans des endroits devant être exploités, pour s'assurer de la collaboration des collectivités qui y vivent. Les personnes qui voudraient s'opposer à ces sociétés devraient tout d'abord affronter les conséquences d'un conflit avec leurs propres dirigeants. Il est difficile de contrer les menaces provenant du secteur privé, car ses méthodes sont subtiles et généralement très attirantes à court terme.

Spécialisation des ONG

Auparavant, la plupart des ONG étaient des généralistes. Aujourd'hui, cependant, plusieurs d'entre elles se sont spécialisées dans des questions comme l'eau, la production de recettes, l'agriculture, les rapports hommes-femmes. Ces organisations font face à de graves difficultés lorsqu'elles doivent adopter un mode de travail participatif parce que leurs membres signalent souvent des problèmes qui sont en dehors de leurs domaines de spécialisation. La solution semble être l'établissement de réseaux d'ONG afin qu'il puisse y avoir mise en commun des compétences des spécialistes pour répondre aux besoins définis par les gens.

Coexistence avec les « autres » formes de communication

Peu de collectivités vivent totalement isolées du monde extérieur. En ce qui concerne la communication, les films de divertissement sont projetés dans les cinémas, les émissions de radio et de télévision, les journaux et les magazines arrivent des villes, les vendeurs itinérants des compagnies sillonnent le territoire tout comme bien d'autres qui ne pratiquent pas des formes participatives de communication. Il faut trouver des manières de coexister avec les autres composantes du système plus vaste de communication, ou de les contrecarrer, afin que les gens soient plus aptes à interpréter les communications qui leur sont

destinées. On peut, entre autres, avoir recours à la formation aux médias, qui permet de sensibiliser les gens au fonctionnement des différents types de médias et à certaines des intentions qui le sous-tendent. On peut aussi aller à l'encontre de ces messages en transmettant une information différente, par exemple, en contrecarrant les campagnes publicitaires des grandes entreprises sur les pesticides chimiques nocifs, au moyen de programmes participatifs sur la gestion intégrée des ravageurs dans le cadre desquels très peu de produits chimiques sont employés.

Engagement à long terme

La participation exige du temps ; ce n'est pas un processus que l'on peut hâter pour respecter des échéances ou des budgets annuels. Les deux ou trois années que durent habituellement les projets de développement subventionnés représentent en général une période trop courte pour que de véritables mécanismes de communication participative puissent s'ancrer dans les collectivités. De tels projets peuvent en fait mettre un terme au processus juste au moment où il est sur le point de donner naissance à une communication participative dynamique. Il faut un engagement à long terme non seulement de l'organisme de financement, mais aussi des gens. La participation exige un temps précieux et de l'énergie de la part des membres de la collectivité concernée (qui sont bien souvent les seules ressources). Idéalement, il faudrait que les programmes soient conçus de façon à offrir des avantages suffisants à court terme pour que les gens soient motivés à rester engagés dans la réalisation des objectifs à long terme.

Souplesse

Les ONG et les organismes qui les financent doivent faire preuve de souplesse dans la gestion des programmes participatifs. Ils doivent structurer leurs plans de travail et leurs budgets de telle sorte qu'il leur soit possible de s'adapter rapidement et le plus facilement possible aux modifications qui découlent des processus participatifs. Les objectifs, les résultats escomptés et les plans de travail exposés dans les documents relatifs aux projets participatifs seront sans doute appelés à changer à mesure que les gens prendront une part active à l'élaboration des activités des dits projets. Il faut accueillir favorablement ce genre de modifications administratives et y voir un signe de succès plutôt qu'une faiblesse du processus. Les organismes subventionnaires et les ONG qui fonctionnent selon

un mode participatif sont les plus aptes à s'adapter à ce mode de gestion de projets.

Questions d'ordre éthique

Les ONG qui entreprennent des programmes dans ce domaine trouveront peut-être utile de dresser à l'avance une liste des questions d'ordre éthique à considérer dans leur prise de décisions, en particulier en ce qui concerne les problèmes délicats et difficiles. Cette liste pourra sans doute varier selon les situations, les circonstances et le degré d'expérience. Voici quelques points à retenir.

Manipulation

Les ONG ne doivent jamais manipuler les gens avec qui elles travaillent, même si cela semble être dans l'intérêt de la collectivité. Il faut plutôt fournir aux gens toutes les données et toutes les solutions de rechange afin qu'ils puissent prendre une décision qui soit acceptable pour la majorité des personnes concernées. La situation inverse peut se présenter, c'est-à-dire que les gens peuvent essayer de manipuler les ONG. Il est possible, par exemple, qu'ils signalent comme prioritaire un problème relevant du domaine de spécialisation de l'ONG uniquement pour amener cette dernière à s'engager à l'égard de la collectivité, le problème soulevé pouvant en fait figurer à la toute fin de la liste des besoins des gens.

Risques pour les gens

Les programmes participatifs constituent souvent une menace pour les intérêts de ceux qui détiennent le pouvoir et ces derniers peuvent exercer des représailles envers les gens qui y prennent part. On doit être conscient de ce genre de risques et les expliquer aux gens, qui pourront ensuite décider eux-mêmes jusqu'à quel point ils sont prêts à s'engager comme groupe.

« Clivages » au sein des collectivités

Les programmes participatifs peuvent modifier en profondeur les réseaux traditionnels et les rapports au sein d'une collectivité. Les ONG doivent s'engager

à travailler avec les gens pour que les changements produits aient des résultats bénéfiques pour eux. Les ONG ne doivent pas abandonner les collectivités au beau milieu des transformations, au moment où les défis sont les plus grands. En agissant ainsi, elles peuvent laisser des clivages et la situation de la collectivité peut être encore pire qu'avant le début du projet.

Formation

C'est surtout au moyen de la formation que l'on fait connaître aux membres de la collectivité et au personnel des ONG ce qu'est la communication participative. L'initiation peut se faire de façon non structurée dans le cadre d'activités organisées par la collectivité ou au moyen de cours structurés. Par le passé, on faisait surtout appel à des communicateurs qui, en tant qu'experts en formation, devaient former certains membres de la collectivité aux méthodes de la communication participative. La formation aux méthodes de communication a souvent été destinée aux « gens de l'extérieur » pour que la collectivité puisse bénéficier d'échanges plus fructueux avec le « monde extérieur ». Même si cette formation continuera d'être importante, on se rend compte de plus en plus qu'il peut être tout aussi important, voire même davantage, que les communicateurs eux-mêmes soient formés aux méthodes indigènes de communication de façon à pouvoir mieux participer aux pratiques de communication de la collectivité. Le point de vue qui est en train de se répandre veut que la communication participative soit la communication « naturelle » des gens, car c'est la communication de tous les jours qui nourrit l'identité de la collectivité. Elle exige des compétences qui s'acquièrent tout au long d'une vie et sont probablement difficiles à acquérir lorsqu'on vient de « l'extérieur ». Nous ne tenterons pas de proposer, dans cette partie, une formation ayant trait à certains aspects de la communication « naturelle », mais nous essaierons plutôt de cerner certaines des compétences qui « peuvent être enseignées » aux travailleurs des ONG s'apprêtant à travailler au sein de programmes de communication participative.

On peut répartir ces compétences en deux grandes catégories. La première catégorie se rattache à la communication participative au sein de petites collectivités, où les méthodes interpersonnelles et de groupe sont plus efficaces et plus faciles à employer. La deuxième catégorie concerne les programmes exécutés par le biais des moyens de communication de masse, qui visent beaucoup de

personnes en même temps. Dans les deux catégories, les méthodes de formation employées doivent concorder avec les principes de la participation. Il faut donc éviter dans toute la mesure du possible les méthodes descendantes, selon lesquelles le savoir est transmis du maître à l'étudiant, et favoriser les méthodes participatives. La ligne de démarcation entre formateurs et apprenants est ici très floue car les uns apprennent des autres.

Travail axé sur la collectivité

Quelques-unes des compétences les plus importantes sont énumérées ci-dessous. Nous ne donnerons pas ici une description détaillée de ce que chacune de ces compétences peut recouvrir parce que ces précisions doivent être reliées à la culture et au mode de vie des collectivités dans lesquelles le personnel des ONG est appelé à travailler. Nous nous contenterons plutôt de signaler des domaines de formation « généraux », que les ONG pourront ensuite étoffer en consultation avec les membres des collectivités avec lesquelles elles doivent travailler :

- langue (des gens avec lesquels l'ONG doit travailler) ;
- écoute ;
- négociation (pour la gestion des conflits) ;
- médiation (pour la résolution des conflits) ;
- reconnaissance de la valeur des médias traditionnels et populaires (il y a lieu ici d'insister sur la nécessité de conserver les médias traditionnels, certaines formes traditionnelles pouvant être « altérées » par des adaptations apportées aux fins du développement) ;
- méthodes à employer pour « entrer » dans une collectivité ;
- planifier la participation ;
- favoriser l'action ;
- partager les coûts et les avantages ;
- faciliter l'évaluation ;
- procéder par étapes ;
- se retirer de la collectivité ;
- rester en contact une fois le retrait effectué.

Formation

Pour le travail axé sur la collectivité

Méthodes

- Démarche participative
- Rôle des « gens de l'extérieur »

Domaines

- Écoute
- Négociation
- Médiation
- Langue
- Reconnaître la valeur des médias traditionnels et populaires
- Entrer dans la collectivité
- Planifier la participation
- Faciliter l'action
- Partager les coûts et les avantages
- Faciliter l'évaluation
- Privilégier la progression par étapes
- Se retirer de la collectivité
- Rester en contact

Travail à rayonnement « plus large »

Dans ce cas, on peut offrir la formation aux « spécialistes » qui sont chargés de veiller au fonctionnement de différents médias et aux personnes qui doivent prendre part à la gestion et à la production du matériel qui sera diffusé par les médias.

La formation destinée aux « spécialistes » des médias doit aborder les sujets suivants :

- recherches auprès de l'auditoire ;
- production sur le terrain ;
- négociation (pour la gestion des conflits) ;
- médiation (pour la résolution des conflits).

La formation des personnes de la collectivité doit traiter des aspects énumérés ci-dessous :

- techniques de production ;
- gestion des médias communautaires ;

- planification des émissions (pour la radio et la télévision) ;
- recherches auprès de l'auditoire ;
- négociation ;
- médiation.

Formation

Pour le travail à rayonnement « plus large »

Méthode

- Démarche participative

Domaines

- Personnes de la collectivité
- Production d'émissions
- Gestion et planification d'émissions
- Recherches auprès de l'auditoire
- Négociation
- Médiation

« Spécialistes »

- Recherches auprès de l'auditoire
- Production sur le terrain
- Négociation
- Médiation

Conclusion

Le champ de la communication participative s'est beaucoup élargi ces dernières années. Beaucoup de praticiens ont tenté de tirer parti d'expériences menées dans d'autres disciplines que la communication pour le développement. Ce faisant, ils ont contribué à amorcer la convergence attendue depuis longtemps des expériences des secteurs de l'éducation, de la communication et du développement. Nous avons tenté ici d'examiner quelques enjeux qui découlent des nombreuses expériences vécues dans ces trois secteurs. Cet examen a suscité des questions plutôt que de proposer des réponses aux multiples éléments complexes qui alimentent les processus participatifs. Après plus de vingt ans d'expérimentation, plusieurs chercheurs et praticiens de la communication pour le développement croient avoir trouvé dans la communication participative le concept le plus pertinent pour orienter leur travail dans les pays en développement. Toutefois, ce concept s'est révélé très difficile à appliquer. Et il se peut que nous ayons encore beaucoup de chemin à parcourir pour mettre pleinement ce concept en pratique.

C'est un défi que les praticiens devraient tenter de relever, en étroite collaboration avec les chercheurs. Nous nous permettons de suggérer ici quelques considérations essentielles qu'il y aurait lieu d'étudier dans le cadre d'une telle collaboration :

- Conditions préalables : Certaines collectivités sont-elles mieux placées que d'autres pour pratiquer la communication participative en raison des conditions favorables qui y prévalent ? Si c'est vrai, quelles sont ces conditions préalables ?
- Leadership : La communication participative se concrétise lorsque les bonnes personnes sont là pour la faciliter. Ce sont les « nouveaux dirigeants » qui possèdent des qualités particulières favorisant la participation. Quelles sont ces qualités ? Peuvent-elles s'acquérir ?
- Conflits : Ils sont un « sous-produit » fréquent de la participation. Quelles en sont les causes ? Et comment les gérer et les résoudre ?
- Répercussions : sur les pratiques traditionnelles de communication lorsque les mécanismes participatifs prennent le relais.
- Application appropriée : Quand et à quelles fins certaines méthodes de communication participative conviennent-elles le mieux ?
- Coût pour les personnes : On estime que la participation est « coûteuse » pour les personnes concernées. Quelles contributions et ressources ces personnes investissent-elles dans un programme de communication participative pour en assurer le succès ?
- Financement externe : On pense que la conception et la gestion des projets classiques sont trop rigides pour favoriser des mécanismes de participation dynamiques. Quel est le mode de financement le plus adéquat ? Et sur quoi les organismes subventionnaires devraient-ils concentrer leur financement ?

Bibliographie

Beltrán, L.R., 1993, « Communication for Development in Latin America: A Forty-Year Appraisal », dans Nostbakken, D. et Morrow, C., *Cultural Expression in the Global Village*, Penang (Malaysia), Southbound, et Ottawa (Ontario, Canada), Centre de recherches pour le développement international, pp. 10-11.

Rogers, E.M., 1983, *Diffusion of innovations*, 3^e édition, New York (New York, É.-U.), The Free Press.

Uphoff, N., 1985, « Fitting projects to people », dans Cernea, M.M., *Putting People First: Sociological Variables in Rural Development*, Oxford (Royaume-Uni), Oxford University Press, pp. 369-378.

White, S.A., 1994, « The Concept of Participation: Transforming Rhetoric to Reality », dans White, S.A. *et al.*, *Participatory Communication: Working for Change and Development*, Delhi (Inde), Sage Publications, p. 18.

Williamson, H.A., 1991, « The Fogo Process: Development Support Communications in Canada and the Developing World », dans Casmir, F.L., *Communication in Development*, Norwood (New Jersey, É.-U.), Ablex Publishing Corporation.

COMMUNICATION ET ÉDUCATION NON FORMELLE

- Le rôle de la communication participative pour le développement comme outil d'éducation non formelle à la base

Rapport d'atelier, par Elayne M. Harris

- Éducation des adultes et communication pour le développement : une réflexion personnelle

Elayne M. Harris

- La communication participative pour le développement et l'éducation non formelle à la base : une réflexion personnelle

Alioune Danfa

LE RÔLE DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT COMME OUTIL D'ÉDUCATION NON FORMELLE À LA BASE

Rapport d'atelier, par Elayne M. Harris

Sous la direction d'Alioune Danfa d'ADEF-Afrique, le groupe A avait pour tâche d'examiner le rôle de la communication participative pour le développement comme outil d'éducation non formelle à la base dans le programme du CRDI en Afrique. Les membres du groupe ont d'abord considéré la tâche à accomplir, le contexte et le temps dont ils disposaient pour leurs discussions. Nous étions face à un dilemme : pour être efficaces, les stratégies de communication participative pour le développement doivent être élaborées en fonction de contextes précis ; or, nous ne connaissions guère le programme du CRDI en Afrique. Nous en sommes venus à un compromis, à savoir proposer des idées émanant de nos expériences théoriques et pratiques en d'autres endroits, sans présumer de leur pertinence pour le CRDI en Afrique.

Nous avons délimité le sujet en retenant deux axes de discussion. Dans le cadre du premier axe, nous avons identifié les **éléments** qui représentent les composantes clés sur lesquelles se fondent nos conceptions de la communication participative pour le développement. Dans le cadre du second, nous avons déterminé les principales questions et les grands **défis** qui doivent retenir l'attention pour qu'il y ait optimisation des avantages tirés de la communication participative pour le développement dans un programme ou un projet.

Notre formation et nos expériences professionnelles étaient fort diversifiées, mais nous avons néanmoins été frappés de constater à quel point nous partagions les mêmes points de vue et ce, pour les deux axes de discussion. Tous les membres du groupe ont semblé adhérer aux affirmations de chacun, bien que l'on n'ait pu vérifier ce consensus de façon plus rigoureuse et approfondie en raison du manque de temps.

Éléments essentiels à la communication participative pour le développement

Élément un

Un intérêt évident pour la responsabilisation doit être la raison première de l'adoption de la communication participative pour le développement. En résumé, responsabiliser, c'est faire en sorte que les personnes qui sont à la base définissent et analysent les problèmes importants et prennent des mesures pour les régler. Certains insisteront pour dire que la responsabilisation ne saurait être complète si les compétences de conscientisation acquises pour comprendre la signification d'un problème n'ont pas été appliquées à de nouveaux problèmes et de nouvelles situations. Pour d'autres, il n'y a pas de responsabilisation s'il n'y a pas de preuve qu'une conscience critique des causes des disparités sociales et économiques a été acquise en même temps que la capacité de poser les problèmes et de les résoudre.

Élément deux

Une distinction plus floue entre **auditoire** et **producteurs**. Dans le modèle de communication fondé sur le transport, la communication participative pour le développement considère les **auditoires** et les **producteurs** comme des entités distinctes. Dans le cadre d'un modèle culturel (auquel le groupe a souscrit), ceux-là mêmes qui auparavant étaient perçus comme l'**auditoire** prennent part à la définition du contenu, au choix ou à l'élaboration des moyens ou du moyen de communication à utiliser, au processus même et à l'évaluation de l'efficacité et des résultats. Par définition, dans un modèle participatif, ceux qui étaient auparavant **objets** dans la communication (et dans l'apprentissage) deviennent **sujets**.

Élément trois

Un vaste éventail d'activités de communication, qui ne se limitent pas à la communication interpersonnelle et indigène, mais comprennent aussi la communication qui fait appel aux « technologies d'amplification ».

Élément quatre

Des conditions dans lesquelles les gens de la base ont été dotés d'outils de communication et laissés libres de décider des activités ou des applications, et ont pu les mener et les structurer comme ils l'ont jugé bon (ici, on présume que les outils conviennent aux conditions locales et que leur entretien est assuré).

Élément cinq

L'application à des questions et à des problèmes de la base, touchant à des questions structurelles dans la vie des personnes concernées.

Élément six

La présence d'un intervenant/animateur/agent de changement pour lancer le processus de communication participative menant à un examen plus approfondi, effectué dans un esprit d'investigation et d'exploration mutuelles, et où l'intervenant a le même statut que ceux aux côtés de qui il s'est engagé. Cela ne signifie pas que l'intervenant joue le même rôle que tous les autres, mais seulement qu'il n'a pas plus de pouvoir que les autres dans la quête conjointe de compréhension. On retrouve l'animateur qui joue un rôle non autoritaire tant chez Paulo Freire, pour le côté théorique que dans la méthode Fogo, pour le côté pratique.

Élément sept

La conviction que la mesure dans laquelle on a pu éliminer ou réduire au minimum la manipulation des gens serait un indicateur du degré d'authenticité du processus de communication participative pour le développement qui a été adopté. Cet élément a été soulevé compte tenu des cas de pseudoparticipation. Une participation orchestrée est rarement avantageuse pour ceux qui sont à la base (ou ceux qui sont le plus touchés par le problème que l'on tente de résoudre), mais peut plutôt bénéficier à l'intervenant ou aux élites.

Élément huit

Il faut faire preuve d'une extrême prudence lorsqu'on veut choisir des spécialistes des médias comme planificateurs ou décideurs principaux dans la mise en œuvre d'un processus de communication participative pour le développement. Un tel processus perd de son pouvoir de responsabilisation si les valeurs de production des spécialistes des médias l'emportent sur l'appropriation, et l'action, par les gens de l'endroit. Ce sont les outils médiatiques qui doivent être mis au service du processus, et non les gens qui doivent être au service des médias. Aux fins de la communication participative pour le développement, il faut des gens qui connaissent le développement, la collectivité et les médias — dans cet ordre.

Élément neuf

Des intervenants qui travaillent sans programme préétabli, qu'il s'agisse de s'occuper des problèmes que les gens de l'endroit estiment prioritaires ou d'employer n'importe quel moyen de communication pour mettre en œuvre un programme. (Nous ajoutons cette mise en garde parce que nous avons constaté que beaucoup de projets de développement sont issus d'une perspective de planification centrale qui ne tient pas compte des priorités ni des réalités locales et que nous savons par expérience que certains communicateurs en développement ont une prédilection pour un médium en particulier et ce, indépendamment des caractéristiques propres à un problème.)

Élément dix

La conviction que la communication participative pour le développement se définit, en grande partie, par une philosophie fondée sur des idées et des postulats communs, comme ceux qui sont mentionnés plus haut, et non sur un médium ou une méthode donnés. Autrement dit, ce ne sont pas tous les projets de développement faisant appel à la radio, par exemple, qui pourraient être considérés comme des projets de communication participative pour le développement ni tous les programmes qu'on dit participatifs qui apparaîtraient comme tels à notre groupe. La communication participative pour le développement se définit par sa philosophie, ou par les postulats fondamentaux sur lesquels elle se fonde en ce qui concerne le fonctionnement de notre monde. Il est essentiel de ne pas oublier cette affirmation face à de nouveaux termes et à des expressions accrocheuses et

pour comprendre comment un processus appelé différemment peut en fait s'appuyer sur les mêmes convictions fondamentales. À cet égard, nous avons parlé d'**éducation populaire**.

Les éléments que nous venons de mentionner ne constituent pas une liste exhaustive. Nous aurions pu en citer d'autres si nous avions eu plus de temps, tout comme nous aurions pu les affiner, nous arrêter à leur formulation, vérifier s'il y avait des contradictions et les placer par ordre de priorité (au lieu de nous en tenir à accorder la priorité absolue à la responsabilisation comme nous l'avons fait). Voyant que le temps filait, nous avons respecté la suggestion de la présidence et sommes passés au deuxième axe.

Trois questions figuraient à l'ordre du jour pour le reste de l'après-midi :

- Quels sont les principales questions et les grands défis qu'il faut examiner si la communication participative doit représenter une philosophie ou un outil efficace en matière d'éducation de base et d'éducation non formelle ?
- En quoi ces questions et ces défis sont-ils reliés ?
- Que pouvons-nous offrir aujourd'hui en fait de paramètres et/ou d'orientations utiles eu égard à ces questions et défis ?

La discussion s'est amorcée facilement et rapidement les idées se sont enchaînées, ce qui nous a conduits à un débat exhaustif et de grande portée plutôt qu'à une description minutieuse de chaque point.

Questions et défis qui doivent retenir notre attention en communication participative

Défi un

Le rôle essentiel de la formation dans les démarches participatives en matière de développement, y compris la communication pour le développement. Les artisans des politiques, les administrateurs de haut rang et les bureaucrates du développement ont tout autant besoin de formation que les planificateurs en communication pour le développement, le personnel de terrain et les travailleurs communautaires. On ne pourra créer un climat favorisant la réussite de la

communication participative pour le développement en formant un seul de ces groupes et en négligeant les autres. Dans certains cas, il faudra modifier radicalement la conception de la nature du développement et les attitudes à l'égard de la communication pour le développement.

Défi deux

Il faut être prêt à reconnaître qu'une communication participative efficace pour le développement contribue à mettre fin au *statu quo* et, d'une manière idéale, suscite des changements, ce qui en fait un outil intrinsèquement politique, au niveau local aussi bien qu'à un niveau plus élevé.

Défi trois

Lancement d'un programme de recherche-action en trois volets. Il s'agit premièrement de mieux comprendre les différentes décisions qui sont prises au sein d'un groupe donné lorsqu'il s'agit de s'engager dans un processus ou d'y prendre part; c'est ce qu'on appelle généralement la **motivation** (bien que certains d'entre nous ne soient pas à l'aise avec ce terme, qui est trop « instrumental »). En deuxième lieu, il faut entreprendre des recherches sur les démarches qui sont efficaces dans la formation en communication pour le développement. Enfin, troisièmement, il faut encourager les recherches en matière d'évaluation.

Défi quatre

Élargir considérablement la base de ressources à l'appui du travail et du développement au moyen de ces stratégies de communication participative. Trop peu de ressources y sont consacrées à l'heure actuelle pour soutenir les efforts importants qui sont nécessaires.

Défi cinq

Se garder d'adopter une position trop fondamentaliste ou trop puriste à l'égard du savoir indigène. La valorisation à la fois du savoir indigène et du savoir des spécialistes et la recherche de moyens efficaces de fusionner les deux constituent à cet égard un défi particulier. Nous nous sommes engagés sur le plan

idéologique à faire reconnaître la validité du savoir indigène (en partie pour faire équilibre aux positivistes qui se fient presque exclusivement au savoir des spécialistes), et cet engagement nous a parfois empêchés de voir quand et comment il aurait pu être utile d'avoir recours à un mélange des deux. Entre également dans ce défi la disposition à changer les attitudes locales qui posent des problèmes en matière de développement (comme le sexisme et certaines superstitions). De nouvelles idées mises de l'avant au moyen de la communication participative pour le développement seront toutefois acceptées plus facilement si elles sont compatibles avec les valeurs sociales et culturelles.

Défi six

Utilisation des outils de la communication participative et de l'éducation non formelle pour créer des espaces et des possibilités afin que les gens puissent travailler par eux-mêmes et entreprendre des activités responsabilisantes sans la participation constante d'un intervenant.

Défi sept

Conception et élaboration de démarches de communication participative ayant des possibilités optimales d'autorenouvellement.

Défi huit

Appuyer l'adoption et l'épanouissement d'une langue nationale dans les pays colonisés. Étant donné l'inutilité de la communication participative si elle se déroule dans une langue autre que celle des personnes concernées, la démarche de communication participative doit inévitablement se préoccuper d'alphabétisation dans une langue du pays.

Défi neuf

Le fait de consacrer du temps et des ressources pour permettre aux gens de retrouver confiance en eux-mêmes est encore plus essentiel que l'alphabétisation. Une partie de la communication participative a donc pour but de renforcer les atouts, les talents et la valeur des groupes avec lesquels nous travaillons afin d'obtenir leur confiance et de la consolider.

Défi dix

Être prêt à se conformer aux aspects réglementaires de la politique en matière de communication que plusieurs gouvernements sont en train de mettre en œuvre.

Défi onze

Apprendre à assurer la survie de la communication pour le développement en faisant preuve d'adresse et de stratégie pour nouer des relations utiles et avoir de bonnes relations avec ceux qui contrôlent les ressources dont nous avons besoin pour nos activités ou qui exercent une influence à cet égard.

Défi douze

L'éternelle question, à savoir quels médias conviennent le mieux à des problèmes donnés et à des milieux donnés.

Défi treize

Réfléchir de façon approfondie et créative à la relation entre le gouvernement et les ONG en ce qui a trait au partage des responsabilités en matière d'éducation de base et d'éducation non formelle, étant donné que le système d'enseignement régulier exclut souvent bien des personnes (les femmes et les jeunes filles, par exemple).

Défi quatorze

Examiner plus avant les questions liées à l'invitation ou à la venue de travailleurs du développement dont la démarche est fondée sur la communication participative et le lien entre cette étape préliminaire et la poursuite à long terme de la démarche.

Compte tenu des contraintes que nous avons et de l'ampleur de notre tâche, je suis très satisfaite de ce que nous avons accompli. Il était tout à fait naturel que nous cherchions à cartographier le terrain de la communication participative en établissant les caractéristiques importantes et la signalisation essentielle, y compris les risques qu'elle comporte. Chacun d'entre nous avait besoin de consulter les

autres pour voir dans quelle mesure sa carte personnelle, même imprécise, correspondait à celle des autres « cartographes ». Ce rapport fait état des **éléments** conceptuels qui nous sont communs. Il était tout aussi naturel que nous nous demandions ce qu'il restait à faire, sur les plans personnel et collectif, pour assurer et accroître l'utilité de notre carte, pour nous-mêmes et pour les populations du monde auprès desquelles nous œuvrons, d'où ces quatorze **défis**.

Nous n'avons cependant pas eu l'occasion de passer à l'étape suivante, qui aurait été, logiquement, de définir séparément les concepts clés afin de préciser leurs liens et de déterminer les chevauchements et les interfaces. Nous n'avons pas établi de distinction entre les termes clés, reconnaissant ainsi tacitement qu'ils s'entremêlent tous inextricablement dans la pratique. Je présume également que nous avons tendance à résister à l'envie de prendre un scalpel pour procéder à une chirurgie, parce que nous sentons qu'un tel processus pourrait mettre en doute une pratique qui est globale, parfois éphémère, possiblement efficace et toujours complexe.

ÉDUCATION DES ADULTES ET COMMUNICATION POUR LE DÉVELOPPEMENT : UNE RÉFLEXION PERSONNELLE

Elayne M. Harris

Ayant eu l'avantage d'être la porte-parole du groupe, je peux maintenant apporter un autre point de vue à la suite de la consultation. Pour que l'on sache bien où je me situe, je vais d'abord décrire un peu mon itinéraire professionnel.

Je travaille depuis plusieurs années dans un domaine du développement pour lequel je trouve utile et éclairant d'employer le concept d'**éducation des adultes**, plus particulièrement celui d'**éducation non formelle des adultes**. Comme j'ai exécuté mes tout premiers travaux (en 1971 et par la suite) avec le service de vulgarisation de l'Université Memorial, à Terre-Neuve, j'estimais que l'apprentissage dans le milieu sociétal naturel (les collectivités rurales de Terre-Neuve en l'occurrence) et l'utilisation des médias dans ce milieu (comme la méthode Fogo et ce qu'elle est devenue par la suite — la télévision communautaire de Buchans, à Terre-Neuve, par exemple) représentaient l'essence même de l'**apprentissage non formel des adultes**. J'ai approfondi et expérimenté cette forme d'éducation des adultes pendant un certain temps à Terre-Neuve, aussi bien avant d'entreprendre des études supérieures en éducation des adultes qu'entre l'obtention de mes diplômes. Dans le cadre de ces programmes d'études et dans la pratique, j'ai pu observer tout l'éventail des activités qui relèvent de l'éducation des adultes.

J'ai pu constater également à quel point il y avait polarisation des praticiens de ce domaine, d'un côté de tendance révolutionnaire-radical et de l'autre, réformiste-libérale. Bien entendu, en employant ces termes, je simplifie de façon exagérée et je ne tiens pas compte de ce qui cimente le milieu. On pourra avoir une idée de la complexité de la question en consultant les travaux de Bhasim, Collins, Freire et Youngman pour la première tendance et ceux de Knowles et Houle pour la deuxième. Mais, pour continuer de trop simplifier, disons que c'est la première tendance, soit une conception critique de l'éducation des adultes, qui inspire le plus mon travail et ma pensée.

À partir de cette conception de l'apprentissage, j'ai axé mes travaux sur le rôle des médias dans le développement et/ou la communication au service du changement social et j'ai, par conséquent, beaucoup emprunté à la théorie et à la pratique de

la communication. J'en suis donc venue à une pratique et à une position fondamentalement interdisciplinaires. Lorsque j'ai fait des recherches dans les bases de données en communication pendant deux ans, ce n'est pas par accident (bien que cela ait été surprenant à l'époque) que j'ai été ramenée à maintes reprises à la méthode Fogo (même si je la connaissais déjà sous le nom d'éducation non formelle des adultes) et à des innovations connexes en matière de médias communautaires et alternatifs, de médias radicaux et de médias émancipateurs. À ce moment-là tout comme maintenant, à la lecture des écrits sur la communication pour le développement, j'ai été et suis toujours frappée de constater que l'apprentissage n'est pas un concept central et éclairant, et surprise de voir à quel point je pouvais et peux souvent remplacer dans ces écrits **communication participative** par **éducation non formelle critique** ou **progressiste des adultes** sans en modifier aucunement le sens.

Les deux disciplines de la communication et de l'éducation des adultes (tant en communication qu'en éducation des adultes, on n'est pas tout à fait à l'aise avec le terme **discipline**) recouvrent beaucoup de terrain commun mais, dans la pratique et dans le milieu universitaire, chacune progresse en grande partie comme si l'autre n'existait pas. Ainsi, en communication pour le développement, on cite souvent Freire, mais sans s'attacher à son cadre de pédagogie critique, une démarche propre à l'éducation des adultes. Les questions clés sont les mêmes pour les deux domaines : responsabilisation, développement, changement social, démocratie, participation, accès, justice sociale, société civile et analyse structurelle. Le travail en éducation non formelle des adultes et celui qui se fait en communication participative pour le développement visent les mêmes personnes — celles qui sont marginales d'une manière ou d'une autre, c'est-à-dire les moins privilégiés, les paysans, les pauvres et ceux qui ont moins de pouvoir politique, économique et social. Plus récemment, en prenant en compte la théorie sociale critique, l'éducation des adultes s'est dotée d'une énergie nouvelle et d'outils conceptuels puissants. Le sociologue Jurgen Habermas a beaucoup contribué à cette théorie en proposant des idées séduisantes sur l'**acte de communiquer** et sur l'utilité des **compétences techniques des médias de la base** pour une **situation idéale de parole** (l'essence même d'une société civile dynamique ou de la démocratie participative). Ses travaux viennent appuyer l'éducation émancipatrice que préconise notamment Freire. Certains pédagogues critiques qui œuvrent en éducation des adultes sont d'accord avec moi pour affirmer que, si l'éducation des adultes ne fait pas appel aux idées de la communication et ne les assimile pas, les

travaux de pédagogie critique en faveur de ces groupes ne pourront qu'en être appauvris.

Comme je connais aussi bien les aspects théoriques que pratiques de l'éducation non formelle des adultes, j'écris dans cette perspective, cherchant à persuader d'autres collègues de me rejoindre dans ma quête interdisciplinaire et de réformer les programmes d'études supérieures en éducation des adultes afin que l'on accorde plus d'importance à la communication. Ma position interdisciplinaire a souvent été soutenue en d'autres endroits dans le monde et par des spécialistes de l'extérieur de l'Amérique du Nord, mais ce n'est que depuis peu que le domaine de la communication pour le développement au Canada manifeste de l'intérêt envers l'éducation des adultes. Mais l'intérêt récent des communicateurs à l'égard de l'apprentissage des adultes s'est souvent limité à l'enseignement à distance et, en particulier, aux technologies employées à cette fin. Or, en enseignement à distance au Canada, on favorise fréquemment le modèle de communication fondé sur le transport (c'est-à-dire un canal de transmission d'un message du centre vers la périphérie, en dépit de tout le discours sur l'interactivité), et cela m'inquiète de constater que l'enseignement à distance est adopté sans aucun recul critique par les communicateurs œuvrant au développement.

Lors de réunions comme celles qu'a parrainées le CRDI à Montréal, en novembre 1994 et à Toronto, en février 1995, j'ai rencontré des gens pour qui la communication, c'est la culture, et je prends bonne note de la divergence évidente qui existe entre cette conception (qui est aussi la mienne) et celle de Freire, pour qui l'éducation est un travail culturel, sur laquelle se fonde la tendance progressiste en éducation des adultes depuis vingt-cinq ans. Dans des groupes comme ceux-là, je constate un intérêt pour des questions de participation qui sont remarquablement apparentées à un autre aspect de cette tendance progressiste, à savoir la **recherche participative**. Je ne crois pas que l'éducation non formelle des adultes puisse apporter des réponses toutes faites à la communication participative pour le développement — ou vice versa — mais il existe des similitudes étonnantes dans les efforts qui sont faits pour définir l'essence de nos pratiques respectives. Les avantages de la collaboration semblent considérables. Des points de vue aussi bien théorique que pratique, les deux domaines ont beaucoup à gagner si chacun consacre une partie de ses énergies et de ses ressources à un dialogue approfondi et structuré en vue de comprendre comment ces domaines se recoupent et comment ils peuvent se renforcer mutuellement.

Au cours des discussions pour lesquelles j'ai été porte-parole, nous avons tenté de nous atteler résolument à cette tâche, bien que mon groupe l'ait pragmatiquement reciblée pour qu'elle soit réalisable dans le cadre de la réunion. Le groupe a fait une entrée en matière utile, mais n'a pu faire le tour de la question fondamentale car cela exigerait certainement une façon de procéder différente et plus de temps. Il faudrait aussi que les participants prennent davantage de risques, en délaissant leur terrain familier pour s'aventurer en des contrées moins connues. C'est un début, et un bon début, mais, comme on dit, il reste encore beaucoup à faire. Ce ne sera pas un voyage à caractère strictement intellectuel au cours duquel on échangera des théories savantes déjà bien établies, mais plutôt une aventure qui nous permettra d'explorer des postulats fondamentaux en ce qui concerne les manières dont les peuples, les collectivités et les nations apprennent, grandissent et s'épanouissent. Enfin, ce sera une aventure dans laquelle nous irons au-delà des idéologies confortables et des discours flous pour créer et construire une synthèse qui constituera un noyau ou une conjoncture pour la pratique de la communication participative. Il est certain que nous trébucherons, et même peut-être que nous tomberons en cours de route, mais nous pouvons faire en sorte que ces chutes fassent, dans une certaine mesure, légitimement partie du processus d'exploration interdisciplinaire de part et d'autre. Comme Freire le mentionnait lors d'une conversation avec Miles Horton (un autre partisan de la tendance progressiste en éducation des adultes), dans des circonstances comme celles-là, « c'est en marchant que nous ouvrons la voie ».

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉDUCATION NON FORMELLE À LA BASE : UNE RÉFLEXION PERSONNELLE

Alioune Danfa

La rencontre consultative des 10 et 11 février 1995 à Toronto se présente globalement comme un événement fructueux, riche en échanges, en réflexions et en mises en commun d'expériences diversifiées en matière de communication participative.

Elle a été marquée, dans les travaux d'atelier du groupe A, par une interrogation sur les pratiques concrètes et les théories actuelles fondées sur les nouveaux processus de communication. Au cours de nos échanges, nous avons tenté de cerner, d'une part les apports de telles pratiques et théories dans le domaine de l'éducation non formelle en particulier et du développement en général et d'autre part, d'identifier les questions à résoudre pour rendre ces apports opérationnels et efficaces.

On a choisi une approche prospective qui s'est révélée particulièrement féconde en raison de la diversité des horizons des personnes réunies qui développent ou poursuivent des recherches sur la communication participative.

Des réponses aux questions posées ressortent, à mon avis, deux éléments de consensus :

- la nécessité d'intégrer la communication participative, en tant qu'instrument de libération de l'expérience démocratique, de l'énergie productive et créatrice d'une communauté, dans tout programme d'éducation, de formation, de projet de développement se voulant fonctionnel, adapté et rentable;
- l'importance de la prise en charge des facteurs socio-culturels propres à chaque milieu dans la mise en œuvre et l'actualisation des méthodologies et des techniques liées à la communication participative au service du développement.

Sous ce deuxième aspect, il apparaît difficile, comme l'a bien indiqué le rapport du groupe présenté par Mme Elayne Harris, de définir des stratégies de communication participative sans tenir compte des contextes et des programmes précis d'intervention.

Néanmoins, si l'on s'attache aux caractéristiques communes des pays africains en voie de développement, l'utilisation de la communication participative à des fins d'éducation et de développement peut présenter certaines fonctions générales, axées notamment sur :

- la validation de procédures de formation d'un nouveau type d'animateurs ayant non plus le statut de « spécialistes chargés de transmettre le savoir », mais de facilitateurs de processus d'appropriation de connaissances, d'aptitudes et d'attitudes indispensables au développement endogène et intégré des communautés;
- la valorisation des techniques et des supports traditionnels aptes à susciter l'engagement et la participation active des couches sociales démunies, surtout des femmes, généralement exclues de l'éducation et de la formation, gardiennes de la tradition, mais constituant aussi les principaux agents de développement au sein de la société;
- l'émergence de nouveaux espaces de dialogues là où la logique d'une relation ombilicale entre l'avoir, le pouvoir et le savoir détermine souvent l'ensemble des rapports et transmet de l'information de façon unidirectionnelle, des décideurs vers de simples exécutants, freinant ainsi l'émancipation économique, sociale et culturelle des masses.

Ce sont là, à mon avis, des questions centrales et prioritaires pouvant constituer chacune, avec les aspects connexes qu'elle comporte, et selon les réalités des milieux d'intervention, une dominante dans les programmes de recherche-action sur la communication participative à laquelle est liée l'éducation de base en Afrique.

FEMMES ET COMMUNICATION

- Le potentiel des femmes et des jeunes filles comme communicatrices au sein de leur collectivité et leurs besoins en matière d'éducation non formelle à la base

Rapport d'atelier, par Awa Adjibade, Affoué Sangaré, Caroline Newton et Jennifer Welsh

- Le potentiel des femmes et des jeunes filles : une réflexion commune

Jennifer Welsh avec la collaboration d'Awa Adjibade et Affoué Sangaré

- Femmes et communication : une réflexion personnelle

Affoué Sangaré

- Communication et éducation non formelle — rôle et besoins de la femme et de la jeune fille africaine : une réflexion personnelle

Awa Adjibade

LE POTENTIEL DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES COMME COMMUNICATRICES AU SEIN DE LEUR COLLECTIVITÉ ET LEURS BESOINS EN MATIÈRE D'ÉDUCATION NON FORMELLE À LA BASE

Rapport d'atelier, par Awa Adjibade, Affoué Sangaré,

Caroline Newton et Jennifer Welsh

Les discussions du groupe ont surtout porté sur les trois éléments suivants :

- les besoins, obstacles et possibilités relatifs à la participation des femmes et à la communication avec elles;
- la base de connaissances définie comme « connaissances des femmes », souvent invisible ou dénigrée;
- les besoins, obstacles et possibilités des femmes comme communicatrices.

Nous avons résumé les discussions sous trois rubriques : **besoins, potentiel et obstacles**, les « besoins » étant souvent l'envers des « obstacles ».

Besoins

- Avant même de nous pencher sur les besoins précis liés au potentiel des femmes comme communicatrices dans la collectivité, nous avons admis que tout le **processus d'évaluation des besoins** devait être **participatif** et, ainsi, faire partie d'un processus respectueux de la collectivité.
- Il faut **valoriser le savoir des femmes**, que l'on considère comme « allant de soi » dans le meilleur des cas, pour créer une communauté d'apprenants. La nécessité de reconnaître le « savoir des femmes » remet en question les structures et les mécanismes habituels de production du savoir dans la majorité des sociétés. Elle entraîne également la création d'une autre strate théorique et pratique au sein de la démarche de développement participatif.
- Il faut **faire confiance aux aptitudes et au savoir des femmes**. Plutôt que de reconceptualiser la connaissance, il s'agit de donner aux femmes le pouvoir de diriger ou de devenir de véritables partenaires.
- La participation des femmes **exige du temps**. Et il faut **aider ces femmes**, pour qu'elles puissent non seulement assumer de nouvelles responsabilités, mais aussi exécuter leurs autres tâches.

- Les femmes doivent développer leurs **aptitudes à la négociation pour communiquer avec les hommes**, sur les plans individuel et collectif.
- Il faut faire davantage de **recherche sur les expériences des femmes en matière de communication**.
- Il existe de nombreuses **structures pour les femmes**. Ces structures sont essentielles pour accroître les compétences et le potentiel des femmes, et il faut que les jeunes femmes apprennent à s'intégrer à ces structures.

Potentiel

- On a abordé le rôle des femmes à titre de communicatrices au sein de la collectivité **en incluant les hommes**. On a souvent considéré la participation des hommes du seul point de vue de leur consentement à l'exercice de certaines activités. D'un autre côté, cependant, on a aussi vu dans la participation des hommes une façon de rendre un projet crédible et représentatif des intérêts de l'ensemble de la collectivité. Vu sous un autre angle, on pourrait retenir le fait qu'ils peuvent faire valoir, auprès de la collectivité, les avantages réels qu'il y a à responsabiliser les femmes et à les considérer comme de véritables partenaires. En d'autres mots, on cherche à éviter le plus possible des initiatives qui seraient réservées uniquement aux hommes ou aux femmes.
- Les femmes s'adonnent souvent à des **arts traditionnels** comme la chanson, la danse, le théâtre, le conte. On a donné des exemples intéressants d'adaptation de ces arts aux réalités contemporaines. Parce que le rire est présent et qu'elles sont pratiquées dans un esprit ludique et dans un but de divertissement, on peut trouver dans ces activités artistiques des possibilités réelles visant à favoriser la communication sur certaines questions, en particulier la sexualité.
- On peut se baser sur **les structures existantes que sont les organismes de femmes et de communication** pour accroître leur rôle de communicatrices au sein de la collectivité. Là où il n'y a pas de telles structures, il faudrait en créer.
- Il est évident que les femmes communiquent déjà en maints endroits : dans la famille, dans la collectivité, sur le plan national et au travail. C'est sur ces lieux de communication que reposent leurs possibilités futures. Il se peut que nous ayons besoin de réexaminer et de redéfinir les mécanismes actuels pour

apprécier et comprendre toutes les dimensions de l'expérience des femmes en matière de communication. Ce serait là une première étape, avant de mettre au point de meilleures manières de négocier.

Obstacles

- Les femmes ont besoin de **façonner leur propre vision** et de prendre conscience de leurs possibilités. Elles ont besoin de faire leur **autocritique**.
- Le **processus de participation exige du temps**. Le processus que nous proposons n'est pas seulement « lié à un projet »; il va plus loin en réexaminant tous nos postulats portant sur le savoir, l'apprentissage, l'image de soi et la participation.
- **L'absence d'écoute** de la part des « **gens de l'extérieur** » représente un autre obstacle. Il peut s'agir de gens de l'extérieur de la collectivité, de gens d'une autre culture ou, de façon plus abstraite, de quiconque « n'a pas adhéré à la nouvelle manière de voir » qui est mise de l'avant.
- **Le fait qu'on ne donne pas la même éducation aux garçons et aux filles**, à la maison, dans la collectivité et dans le système scolaire, constitue un obstacle. On le constate non seulement en ce qui concerne l'alphabétisation et les acquis « scolaires », mais aussi dans les aspirations et les attentes différentes face à la vie.
- Un autre obstacle réside dans la **marginalisation des femmes qu'elles intériorisent ensuite**. Ce phénomène renvoie au double cercle du diagramme, qui présente l'interaction dynamique entre la communication des femmes et la société. La possibilité **d'intervenir n'importe où en vue de faire changer les choses**, représente, cependant, un aspect positif.

LE POTENTIEL DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES :

UNE RÉFLEXION COMMUNE

Jennifer Welsh avec la collaboration

d'Awa Adjibade et Affoué Sangaré

S'il y a eu un thème central lors de cet atelier, pour moi ce thème a été **le temps**. Pour les Occidentaux, **le temps, c'est de l'argent...** mais il existe aussi une conception plus empirique du temps, à savoir que **le temps, c'est la vie même**. C'est ce que nous avons, ou ce qu'on nous octroie, à la naissance.

Dans le cas des femmes et des jeunes filles, le temps (la vie) ne leur appartient pas. Il est (et elles-mêmes sont) au service de leur collectivité, et en particulier des hommes... c'est-à-dire leurs frères, leurs pères et leurs maris. Par conséquent, pour assurer la réussite d'une intervention de communication participative, il faut obtenir la permission du mari, du père ou du chef du village.

Certains d'entre nous, parmi les Occidentaux, avons voulu examiner avec nos collègues africains la place qu'occupait **la colère** dans la mobilisation des femmes, étant donné que la colère s'était avéré un moteur efficace pour les mouvements féministes occidentaux. Et nous nous sommes rappelé qu'effectivement, il y a à peine quelques décennies, les femmes des générations précédentes demandaient le même genre de permission aux hommes de leur entourage. C'est comme si le droit à notre temps, le droit de prendre nous-mêmes les décisions qui nous concernent, était maintenant aussi fondamental pour nous que le droit à la vie.

Un autre thème associé au **temps** a surgi de nos discussions, soit le caractère inéluctable des exigences liées au travail des femmes. Lorsque nous nous sommes demandé quand et comment on peut « rencontrer » les femmes en Afrique, on nous a rappelé la nature de leur vie quotidienne, qui consiste à cuisiner, à aller chercher et à transporter l'eau et le combustible, et à travailler aux champs. Il existe cependant des traditions qui prévoient une pause dans le travail agricole. Parfois le mercredi, ou le jour de la pleine lune, avons-nous appris, il est possible d'entrer en contact avec les femmes durant le jour. Sinon, les travailleurs œuvrant au développement participatif doivent rejoindre les femmes le soir, à la fin de leur journée de travail.

Et la **scolarisation** ? Nous nous sommes demandé, très brièvement, si l'éducation de base se faisait à l'école, à la maison ou dans la collectivité. Notre groupe n'a pas consacré beaucoup de temps à cette question, qui ne se rattache pas directement à l'expérience des femmes et qui est surtout théorique. L'apprentissage, nous le savons, se fait partout. Ce sont les colonisateurs qui établissent une « distinction » entre la connaissance scolaire et la connaissance issue des expériences vécues et de la vie quotidienne. Mais nous voulons que les femmes soient scolarisées et alphabétisées... et ce, non pour nier le savoir indigène, mais pour leur ouvrir les portes de nouvelles sources d'information, d'inspiration et de réflexion. Nous savions déjà, mais l'avons entendu encore une fois, que ce privilège est rarement accordé aux filles et que, s'il n'y a pas assez d'argent, s'il y a des tâches domestiques à exécuter ou s'il faut travailler pour assurer la subsistance de la famille, alors c'est de la scolarisation de la fille dont on estime pouvoir « se passer ».

Lorsque notre groupe a présenté son rapport lors de la séance plénière, on lui a signalé que bon nombre des facteurs qui influent sur l'alphabétisation des filles et des femmes exercent aussi une influence dans le cas des hommes. Nous le savions, mais nous avons voulu, durant les trois heures consacrées au « désavantage particulier » que subit la moitié féminine de la population, nous concentrer sur ce qui sous-tend ce désavantage « additionnel ». Nous n'avons pas voulu ignorer la souffrance qu'engendre l'analphabétisme chez les hommes, mais plutôt saisir cette occasion pour reconnaître l'humiliation supplémentaire que constitue le fait que les jeunes filles voient leurs chances de scolarisation compromises, voire sacrifiées, plus souvent que leurs frères.

De même, en ce qui concerne l'**image de soi**, nous nous sommes concentrés sur le désavantage particulier que subissent les femmes. Et nous avons appris, de différentes façons, que c'est un problème qui touche aussi bien les riches que les pauvres, de milieu rural autant qu'urbain. L'obligation de demander la permission, le principe de la liberté des hommes, mais non de celle des femmes, le postulat selon lequel les femmes vont et devront consacrer leur temps aux responsabilités domestiques et familiales, tout cela fait partie de l'expérience universelle en matière de rapports hommes-femmes. Nos invités africains nous ont décrit ce genre d'attitudes « même dans les familles intellectuelles ».

Nous savons, et on nous l'a rappelé, que tant les hommes que les femmes peuvent avoir une piètre image d'eux-mêmes qui peut provenir de la crainte d'être considéré moins intelligent (moins instruit, moins alphabétisé, parlant un dialecte plutôt qu'une « langue plus répandue », une langue de colonisateur), ou moins raffiné (plus rural, traditionnel). Il s'agit là, bien sûr, de « défis à relever » ou d'« obstacles » aussi bien pour les hommes que pour les femmes... mais ils sont beaucoup plus importants pour les femmes.

On nous a encouragés à **impliquer les hommes** dans nos programmes participatifs, non pas uniquement pour leur demander leur autorisation, mais également pour tenter de les convaincre qu'il est sage de faire participer les femmes au développement. Nous avons appris que l'on peut souvent arriver à obtenir leur consentement en faisant valoir les avantages évidents qu'en tireront la famille et le ménage, et aussi que les hommes peuvent souvent éprouver de la fierté face à la réussite des femmes. De même, les chefs des villages peuvent apprécier les avantages de cette participation et vont souvent exiger que l'on appuie les projets des femmes. Mais nous avons aussi appris qu'accroître l'indépendance financière des femmes constituait un risque pour le *statu quo*. On a mentionné à cet égard des taux de divorce plus élevés et, d'une manière plus générale, le sentiment qu'une plus grande alphabétisation des femmes, ou même des hommes, risquait de remettre en question les rapports de pouvoir existants.

Nous avons abordé un autre thème relié au **temps**, qui avait trait au style et à l'engagement des animateurs œuvrant au développement participatif. Le travail de planification et de mise en œuvre prend tellement de temps... et d'argent... , et se pose la question de la « durabilité » ou de la « viabilité »... encore du jargon pour quelqu'un de l'extérieur (comment le langage crée une distance, cela pourrait faire l'objet d'un autre thème). On nous a raconté de quelle façon une salutation quotidienne comme « comment allez-vous ? », peut se transformer, dans un contexte villageois, en un échange de 10 minutes où l'on raconte ses rêves et émet des hypothèses sur leur interprétation. Dans ce cas, la question « comment allez-vous ? » est sincère et accueillie comme telle, par opposition à la pratique parisienne que connaissent bien les intellectuels africains et qui consiste à se faire la bise rapidement sur les joues avec un « comment allez-vous ? » demandé beaucoup plus pour la forme. Nous savons que notre objectif en tant que spécialistes était en partie d'en arriver à cette pratique villageoise par laquelle on apprend à développer « l'écoute ». Nous étions mal à l'aise non seulement en ce

qui a trait au **temps** que cette écoute demande, mais aussi face à l'engagement qu'il faut pour vraiment faire confiance au « savoir indigène » et à l'humilité nécessaire pour réaliser ce qu'est **notre** travail de comprendre... de saisir, de divulguer et de mettre en valeur tant le contenu du savoir des gens (hommes et femmes) qui ne sont « pas instruits » que le contexte dans lequel ils l'ont acquis.

Du féminisme, nous avons tiré l'expression « connaissances des femmes pour les femmes et sur les femmes ». D'une certaine manière, en nous penchant sur le sort des plus opprimées d'entre les opprimés (les jeunes filles et les femmes), nous nous rendons compte de la double colonisation des femmes, dans la sphère publique et dans la sphère privée. Et pourtant les femmes, nous le savons, ont une force incroyable, et de l'imagination, souvent inspirées par leur dévouement envers ceux qu'elles aiment. Le potentiel **est** là, il **est** en train de se développer et d'être appuyé.

Dans le commentaire qu'elle a présenté à la fin de la discussion, Victoria Freeman a exprimé ce que ressentaient plusieurs des Canadiennes dans le groupe, à savoir que nous avions besoin de beaucoup plus de temps pour saisir la situation et que nous devons nous demander si notre expérience pouvait, d'une manière ou d'une autre, être pertinente en Afrique. Nous avons eu l'impression que notre travail commençait à peine.

FEMMES ET COMMUNICATION : UNE RÉFLEXION PERSONNELLE

Affoué Sangaré

Éducation ou scolarisation

Si apprentissage égale « éducation », la fillette africaine reçoit cette éducation au sein de la famille, près de sa mère d'abord et ensuite par les rites d'initiation; elle est prise en main par la communauté.

Si nous donnons au terme apprentissage le sens d'« aller à l'école pour apprendre », c'est-à-dire « scolarisation », les parents n'en voient souvent pas la nécessité absolue pour la fillette dans la mesure où l'on sait ce qu'elle doit faire de sa vie, soit se marier pour perpétuer la descendance. Vu sous cet angle, elle n'a pas besoin d'aller à l'école.

Pour le petit garçon, on conçoit aisément qu'il aille acquérir un savoir venu d'ailleurs, afin de pouvoir prendre en charge sa sœur ou son épouse. On lui apprend à s'occuper de sa sœur « fragile ». Il est évident que beaucoup de facteurs négatifs influençant l'alphabétisation et la scolarisation des femmes et des fillettes existent aussi pour les hommes et les garçons.

Toutefois, il faut surtout retenir que naître fille est un handicap sérieux à la scolarisation.

Car :

- lorsque les parents sont obligés de faire un choix en raison de difficultés économiques, c'est la fille qui sera sacrifiée ;
- il peut arriver que la jeune fille soit retirée de l'école pour se marier.

Ce sont des situations que le jeune garçon connaît très rarement.

Ces deux exemples sont choisis parmi d'autres pour montrer dans quelle mesure la fillette connaît des obstacles à sa scolarisation, qui sont propres à sa condition de **femme**.

L'image de soi

Une éducation qui vous apprend à toujours obtenir l'autorisation d'une tierce personne avant d'agir finit par vous donner une piètre image de vous-même.

Les hommes peuvent manquer de confiance en eux-mêmes, mais ce qu'il faut comprendre ici, c'est que la jeune fille a été conditionnée à être dépendante de l'homme, à toujours demander sa permission. Elle n'est pas libre de s'exprimer, d'entreprendre quoi que ce soit et finit par se croire incapable.

La communication

En matière de communication, les femmes africaines disposent de savoirs traditionnels qu'elles diffusent à travers les canaux locaux; elles sont les gardiennes de la tradition. Cette fonction représente un potentiel non négligeable à exploiter.

Toute communication participative permet une mise à jour de ces savoirs en vue d'une meilleure utilisation.

Il est à remarquer que tout ce savoir ne peut se manifester qu'avec l'accord des hommes.

On comprend aisément que le premier obstacle sera la non-adhésion des hommes à un projet.

Si les hommes ne comprennent pas le bien-fondé d'un projet, ils peuvent le refuser et donc interdire à leurs filles, épouses ou sœurs d'y adhérer. L'homme est donc manifestement le point de départ des discussions.

Manifestation de colère

On s'est demandé si les femmes ne pouvaient pas manifester leur colère à la manière occidentale.

Dans la communauté africaine, une telle attitude est vouée à l'échec. La culture africaine ne l'admet simplement pas.

Seule la négociation va convaincre les hommes et leur implication tacite est nécessaire.

La femme et le temps

La femme est le pivot familial. Elle intervient dans les domaines de la vie au sein de sa famille et de la communauté.

Elle joue tous ces rôles selon un horaire qui peut paraître inexistant ou désordonné pour l'Occidental. En fait, la perception du temps est différente dans la culture africaine.

Adhérer à un projet crée un surcroît de travail et n'élimine pas les nombreuses tâches quotidiennes des femmes.

Pour s'implanter dans une région, tout projet de développement devra s'intégrer à l'horaire des sujets concernés en utilisant les moments creux, ce qui ne cadre pas toujours avec l'emploi du temps strict du bailleur de fonds.

Conclusion

La communication participative qui permet des échanges entre « développeur » et « développé » est la meilleure voie pour que des projets atteignent leurs objectifs en zone africaine. Cette forme de communication fait ressortir les besoins des femmes qui sont en fait les obstacles éventuels au bon déroulement d'un projet.

Il est très important de ne pas perdre de vue que les hommes craignent une grande autonomie financière chez la femme car ils y voient la perte de leur autorité vis-à-vis de la gent féminine « riche ».

COMMUNICATION ET ÉDUCATION NON FORMELLE — RÔLE ET BESOINS DE LA FEMME ET DE LA JEUNE FILLE AFRICAINE : UNE RÉFLEXION PERSONNELLE

Awa Adjibade

Le rôle de la femme et de la jeune fille africaine

La femme, pilier de la famille africaine traditionnelle, a toujours joué un rôle important dans le processus de développement. Cependant, elle est souvent exclue du processus de communication.

Elle est non seulement responsable du vivrier (production, transformation, conservation), mais aussi reproductrice, productrice et dispensatrice de la santé (accouchement, éducation des enfants, hygiène du milieu, approvisionnement en eau et bois de chauffe, amélioration de l'habitat, alimentation de la famille). Toutes ces activités ont certes des répercussions sur sa santé et sur celle des générations qu'elle engendre.

Elles ont été menées de front depuis nos arrière-grands-mères sans que les femmes ne puissent exprimer ouvertement leur point de vue personnel sur les retombées, parfois néfastes de toutes ces charges sur leur santé. Aujourd'hui, avec la politique de promotion et de l'autogestion des communautés rurales, beaucoup de choses ont changé. L'ouverture s'est faite également en faveur des femmes; les nouvelles structures de gestion et de développement s'intéressent à elles et les intègrent. Certaines, très dynamiques, prennent les devants, créent leur propre structure et gèrent des projets.

Voulant rompre la loi du silence, les femmes revendiquent aujourd'hui le droit à la parole. Et pour ce faire, elles s'organisent et ne reculent devant aucun des obstacles pourtant nombreux (absence de statuts, de contacts et d'expériences, d'accès au crédit et au service de vulgarisation, analphabétisme).

Les organisations traditionnelles connues sous les noms d'associations traditionnelles (Ton au Mali, Nam au Burkina Faso, Samaria au Niger) sont des instruments de communication et de développement auxquels adhèrent beaucoup de femmes et de jeunes filles.

Presque tous les pays africains ont pris conscience de ce fait et dans l'esprit d'acquiescer une totale mainmise sur leur fonction, des structures modernes ont été créées et portent les noms de groupements villageois (de jeunes, de femmes, d'anciens), de coopératives, d'associations, de comités. Aujourd'hui, tous cohabitent avec les structures traditionnelles déjà existantes.

Des situations, des circonstances spontanées ou suscitées offrent à chaque structure des moments d'expression.

L'ensemble des activités menées par les femmes constitue des sujets de discussions parfois très animées.

L'éducation de base non formelle

L'éducation reste le principal moyen de conditionnement de l'individu. Elle se définit comme la mise en œuvre de moyens propres à assurer la formation et le développement d'un être humain. C'est aussi la connaissance et la pratique des usages de la société (politesse, savoir-vivre).

L'éducation s'acquiert de plusieurs manières aux différents stades de la vie de l'être humain (enfance, âge scolaire, adolescence, âge adulte, vieillesse). L'individu évolue simultanément dans des milieux divers et à chaque stade de sa vie.

La famille inculque les éléments de base, la communauté et le contexte environnant complètent le modelage parachevé par l'expérience personnelle. L'école est censée renforcer ce que les autres milieux ont inculqué. Généralement, filles et garçons suivent des voies différentes dès la naissance, en fonction des rôles et des charges définis par la famille et la société pour chaque sexe.

Les effets des milieux éducatifs varient selon qu'on vive en ville ou à la campagne. J.J. Rousseau écrivait : « **On façonne les plantes par la culture et les hommes par l'éducation** ». Cette assertion montre assez bien l'influence de l'éducation sur la perception des relations hommes-femmes.

Il est fréquent d'entendre dire en Afrique que la femme n'est pas l'égale de l'homme, et que celle-ci devrait se contenter d'accomplir des obligations familiales et se soumettre à toutes les exigences de la coutume.

Les attentes de la communauté

Si nous nous référons aux attentes qu'entretient la communauté envers les femmes et les filles, nous pouvons affirmer sans gêne que le potentiel d'expression de ce groupe cible est très varié.

Domaine/ Genre	socio-culturel	économique	politique	environnemental
Homme	Fonder une famille Avoir de la notoriété et une assise sociale Protéger les siens Assumer la responsabilité des problèmes de la femme Faire preuve d'autorité Éduquer les enfants Suivre la tradition Participer à l'expression culturelle du groupe	Assurer le minimum vital Produire les cultures de rente Posséder de l'argent Posséder du bétail Fournir de l'équipement Posséder plus de terres cultivables	Participer à la vie communautaire et aux prises de décisions Être mieux informé des orientations de développement Se promouvoir socialement Assumer des responsabilités	Lutter contre la désertification Maîtriser les éléments Émigrer
Femme	Assurer la santé de tous à certaines cérémonies culturelles et sociales Être mère et épouse Éduquer les enfants Suivre la tradition	Avoir accès à la terre Assurer la nourriture quotidienne Pratiquer l'agriculture et l'élevage Transformer les produits agricoles Faire le petit commerce	Être consultée dans les décisions Exécuter les décisions Être informée sur les orientations de développement	Lutter contre la désertification Gérer les ressources naturelles

Les obstacles culturels

Niveaux	Manifestations
Communauté	<p>la division sexuelle du travail (calendrier d'activités chargé, planning familial)</p> <p>la résistance aux changements</p> <p>le poids de la tradition et des coutumes (mobilité limitée des femmes, préjugés, pressions sociales)</p>
Encadrement	<p>le système d'encadrement (niveau et attitudes des agents, méconnaissance des réalités du milieu, manque de cohérence, manque d'engagement, la composition de l'équipe, manque de motivation)</p> <p>le mode de communication (moment de disponibilité mal choisi, le langage des techniciens)</p> <p>l'absence de statistiques établies selon le sexe</p> <p>la représentation des femmes dans les comités de gestion</p>
Technologie	<p>le niveau de technicité du projet</p>
Partenaires au développement	<p>la durée du financement des projets</p>
Femmes	<p>l'attitude des femmes elles-mêmes (manque de confiance en soi, fuite des responsabilités, manque d'intérêt personnel, manque d'engagement)</p> <p>le manque de temps lié aux responsabilités familiales et sociales et à la division sexuelle du travail</p> <p>le faible niveau d'information, de formation, et l'éducation (analphabétisme)</p> <p>la mauvaise organisation des femmes</p> <p>l'absence dans le processus de prise de décisions</p> <p>l'absence d'opportunités d'épanouissement personnel</p> <p>le conflit avec les normes traditionnelles de choix des dirigeants (incompréhension des objectifs de travail du projet)</p>

L'analphabétisme des femmes, en particulier, ne permet pas toujours leur accès à l'information, et entrave la vulgarisation.

En conséquence, les messages qui leur sont destinés rencontrent beaucoup de « bruits ». Or nous savons que la communication, comme fondement de toute relation, joue un rôle primordial dans le maintien de l'équilibre des communautés humaines. Dans la société africaine traditionnelle, elle est essentiellement chargée de sens et d'affectivité.

Les besoins particuliers

Ces besoins peuvent se traduire en termes de stratégies à adopter avec et par les femmes :

- la responsabilisation valorisante ;
- l'éducation de base par les médias ;
- l'information et la sensibilisation des maris ;
- l'identification des facteurs et du potentiel de changement dans le milieu ;
- l'identification du processus de prise de décisions du milieu ;
- la formation des femmes à la gestion, à la négociation ;
- la reformulation des politiques et des avenues de développement ;
- l'utilisation de l'approche « genre », car c'est à la fois un outil pour :
 - identifier les éléments « bloquant » les changements et sur lesquels il faut agir,
 - informer et mieux communiquer,
 - recueillir, traiter, interpréter les données statistiques établies selon le sexe,
 - identifier les cibles, les secteurs, les domaines et les niveaux d'intervention,
 - faire participer les bénéficiaires au processus de planification et d'exécution des projets/activités,
 - adapter des activités destinées aux femmes au facteur temps.

Le grand nombre d'activités ne permet pas souvent aux femmes et aux jeunes filles d'être disponibles aux « heures administratives ».

Il faudrait donc que tous les agents de développement changent d'habitudes et de comportements.

COMMUNICATION ET BESOINS DE FORMATION

- Besoins de formation en communication participative pour le développement

Rapport d'atelier, par Don Richardson

- Les besoins de formation en communication participative : une réflexion personnelle

Macaulay A. Olagoke

- Formation et communication : une réflexion personnelle

Emmanuel Noumossie

BESOINS DE FORMATION EN COMMUNICATION

PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Rapport d'atelier, par Don Richardson

Introduction

La communication pour le développement est en train de délaisser le transfert de technologies, l'adoption et la diffusion de procédés, et d'autres techniques de communication unilatérales et descendantes, du sommet vers la base. Cette tendance s'est amorcée avec un changement de langage et de théorie, et des pratiques innovatrices en périphérie, comme la méthode Fogo à la fin des années 1960. Une tendance « participative » s'installe tranquillement dans les pratiques courantes de développement et la « communication participative pour le développement » prend une importance de plus en plus grande dans le domaine de la communication pour le développement. Le mouvement qu'on observe vers une communication ascendante, de la base vers le sommet, de fermier à fermier et à la base même représente une réorientation fondamentale pour le domaine. Mais c'est aussi un mouvement qui est à la mode à l'heure actuelle. Nous devons, par conséquent, nous poser certaines questions cruciales afin de bien nous assurer que nous changeons nos pratiques en raison de cette réorientation et non de la mode de la « participation ».

Comment aller vers des pratiques institutionnelles et de terrain qui tiennent compte des changements radicaux sur les plans politique et social qui sont inhérents aux méthodes participatives ? Comment, en tant que praticiens, intégrer l'action participative à nos vies quotidiennes (souvent institutionnelles et bureaucratiques) de la même manière que nous nous attendons à ce que les villageois intègrent l'action participative à leur vie ? Sommes-nous prêts à remettre en question nos propres institutions partisans du *statu quo* comme nous nous attendons à ce que les autres le fassent ?

Nous devons veiller à ce que des pratiques critiques et réfléchies l'emportent sur la mode. Il est facile de qualifier quelque chose de participatif pour plaire aux bailleurs de fonds, tranquilliser notre conscience et impressionner nos pairs. Nous pouvons leurrer nos pairs parfois, leurrer les bailleurs de fonds la plupart du temps et nous leurrer nous-mêmes tout le temps, mais il est très difficile de leurrer les gens dans les collectivités et les villages où nous travaillons. Ils le remarquent

très bien lorsque nous disons une chose et en faisons une autre, tout comme nos collègues et nos étudiants, d'ailleurs. Il n'est pas facile de nous engager dans des pratiques de communication pour le développement qui **sont** participatives. Le développement participatif remet en question les rapports de pouvoir qui ne sont pas équitables. Nous ne pouvons prétendre le pratiquer sur le terrain si nous ne le pratiquons pas dans nos bureaux, nos classes, nos collectivités et nos foyers.

Formation en communication participative pour le développement

C'est là que se trouve le vrai défi, dans la création de programmes de formation en communication participative pour le développement. Il s'agit tout d'abord de notre propre formation et c'est un processus qui n'est jamais terminé. Ce n'est qu'au moment où nous sommes certains d'être aussi « participatifs » dans notre vie quotidienne que nous aimerions l'être sur le terrain que nous devrions avoir l'audace de prétendre contribuer à l'élaboration de programmes de formation en communication participative pour le développement.

Combien d'entre nous prennent part aux activités d'organismes de la base du genre de ceux que nous espérons voir s'épanouir grâce à nos programmes de formation ? Des organismes comme les coopératives d'alimentation, de travailleurs ou de crédit, les jardins communautaires, les groupes de défense des droits et les autres organismes de la base qui œuvrent au changement social et politique. Nous prétendons peut-être que nous n'en avons pas le temps, ou que nous ne pouvons aller travailler dans les tranchées en raison du poste que nous occupons. Si c'est le cas, où allons-nous acquérir l'expérience et les états de service nécessaires pour comprendre toute la complexité et tous les dangers de cette démarche, les qualités requises pour jouer un rôle de facilitateur et les techniques subtiles de relations humaines nécessaires à l'action participative ? Sans la sagesse qui émane de l'expérience, comment pouvons-nous seulement envisager d'élaborer des programmes de formation pour d'autres ?

Lorsque nous pensons à la formation en communication, nous ne pensons bien souvent qu'à la formation technique. Par exemple, si nous travaillons avec la vidéo, nous avons tendance à concevoir une formation axée uniquement sur la caméra vidéo et les techniques de montage vidéo. Dans le domaine de la communication pour le développement, la plupart des programmes de formation

portent sur la technologie. On n'accorde que peu d'attention, si tant est qu'on en accorde, aux éléments d'ordre humain, social, politique, économique et à ceux qui sont impliqués dans le processus de développement. La production de **produits** médiatiques tend à l'emporter sur le **processus** de communication pour le développement.

Il n'y a pas longtemps que nous avons commencé à voir dans la communication pour le développement un outil de responsabilisation et de changement social et politique, et nous commençons tout juste à consigner les enseignements que nous tirons de notre pratique sur le terrain. Lorsque nous parlons de formation en communication participative pour le développement, les questions qui orientent la planification des programmes n'ont pas grand-chose à voir avec la technologie. Au lieu de cela, nous discutons de questions comme la résolution des conflits, les techniques à employer face à des bureaucrates, à des politiciens et à des gardiens locaux pointilleux et « peu participatifs », et les stratégies qui permettent de comprendre la dynamique culturelle et la politique communautaire.

La formation en communication participative pour le développement exige que l'on accorde une grande attention aux pratiques liées aux relations humaines, comme la facilitation sociale et la dynamique de groupe. Il faut des contextes d'apprentissage souples et participatifs. Nous savons que les contextes d'apprentissage (endroit, moment, nature, dynamique relationnelle) aident à déterminer la qualité de l'expérience d'apprentissage. Nous savons aussi qu'il est plus facile de se rappeler d'un apprentissage quand on se retrouve dans un contexte semblable à celui de l'apprentissage initial. Cette donnée revêt une importance particulière pour la formation en communication participative pour le développement.

Si nos programmes de formation se fondent sur des démarches ascendantes, qui privilégient le travail d'équipe et sont dirigées par les participants, et si les programmes valorisent l'initiative des apprenants et les encouragent à établir le contenu de ce qu'ils apprennent, le contexte d'apprentissage procurera, de manière intrinsèque, plusieurs des moments d'apprentissage importants. Les démarches descendantes, où le savoir est l'apanage de l'instructeur-spécialiste, ne favorisent pas les relations humaines qui permettent aux apprenants de comprendre la participation. Autrement dit, l'expérience de formation doit être représentative du domaine.

En communication participative pour le développement, la formation sur le terrain est de beaucoup supérieure à la formation en classe. Même la formation technique qui accompagne la formation participative s'effectue mieux sur le terrain. Les apprenants progressent davantage par la pratique, par les expériences sur le terrain et la réflexion qui découle de ces expériences, et par les demandes adressées aux instructeurs (demandes de démonstrations et de fourniture de contenu). En tant que formateurs, nous devons essayer de respecter les efforts déployés par les apprenants pour comprendre les rapports entre la théorie et la pratique. Nous pouvons créer un contexte qui aide à mettre en évidence les moments d'apprentissage, mais nous ne pouvons « enseigner » ces moments cruciaux d'apprentissage. Nous devons permettre aux apprenants d'expérimenter ces moments à leur manière, lorsque c'est opportun pour eux.

Les expériences sur le terrain et la réflexion sur ces expériences constituent la méthode la plus utile. Les apprenants s'imiteront en classe aux techniques adéquates de maniement de la caméra et d'enregistrement du son pour les interviews, ou mettront au point leur propre style sur le terrain. Les bandes seront visionnées et critiquées entre pairs, et ces périodes de réflexion pourront servir à approfondir tant les aspects humains (autres façons d'interviewer et de faire parler les gens plus facilement) que techniques (position de la caméra et exigences en matière d'éclairage et de son) du travail. L'instructeur en profitera pour faire connaître la terminologie et les nouvelles techniques.

En étant souple et ouvert, et en adoptant une démarche de terrain, l'instructeur peut enseigner toute la matière qu'il verrait en classe, tout en ayant l'assurance que l'apprenant utilisera bel et bien ces connaissances sur le terrain. En outre, il pourra aborder beaucoup plus d'aspects qui sont pertinents. Par exemple, lors d'une formation sur le terrain en Bolivie, l'un des auteurs a vu des étudiants d'un programme universitaire local de communication saisir rapidement ce qu'est la communication participative pour le développement et être en mesure de suggérer des méthodes novatrices pour affronter des fonctionnaires qui tentaient de s'interposer et pouvoir amorcer un dialogue avec des paysans. Les étudiants ont ainsi mis au point une intervention efficace de type « méthode Fogo » qui a permis à deux collectivités de régions différentes d'échanger sur leurs stratégies de développement communautaire, leurs techniques d'élevage et leurs idées en matière d'entreprises coopératives.

Par contre, les personnes dont la formation s'était déroulée entièrement en classe ont eu tendance à concevoir des bandes vidéo sophistiquées sur les « problèmes » des pauvres en milieu rural. Comme les apprenants sur le terrain l'ont découvert, les personnes qui figuraient dans ces bandes vidéo ont accueilli le produit final avec cynisme et parfois même avec beaucoup de colère. « Pourquoi ne montrent-ils que les aspects négatifs de notre vie ? », ont-elles demandé. « Pourquoi ne montrent-ils pas notre club de jeunes, notre nouveau terrain de football ou le centre de santé que nous avons construit ? » De tels moments d'apprentissage sur le terrain sont d'une richesse incroyable et ne peuvent se produire en classe.

L'expérience et les qualités de l'instructeur sont également importantes pour créer des contextes d'apprentissage utiles sur le terrain. Ce dernier point peut sembler évident, mais les instructeurs qui n'ont pas d'expérience en développement participatif ne font pas de bons instructeurs en communication participative pour le développement. En dépit de cette évidence, il n'est pas rare que l'on engage des techniciens très compétents en production vidéo, mais qui n'ont aucune expérience en développement pour former des vulgarisateurs et des travailleurs en développement communautaire à la « communication participative pour le développement ». Malgré leurs compétences techniques, ces personnes peuvent faire plus de mal que de bien, surtout lorsque les techniques de production lourdes, et souvent peu appropriées que l'on juge « correctes » pour la télévision de masse, sont employées dans les villages.

Les meilleurs instructeurs peuvent n'avoir qu'un minimum de compétences techniques, mais posséder beaucoup d'expérience en développement participatif sur le terrain. L'instructeur peut acquérir des compétences techniques en collaboration avec les apprenants et il peut en résulter un contexte d'apprentissage bénéfique dans lequel il y a soutien mutuel. Il est préférable en fait que l'instructeur ait peu d'idées préconçues sur les techniques de production jugées « correctes ». Les techniques de production sont presque toujours définies par la culture, sans autre fondement objectif que les normes professionnelles et culturelles. L'instructeur doit cependant aborder les apprenants en faisant preuve d'un grand sens des relations humaines et d'une excellente compréhension de la dynamique de groupe, de la résolution de conflits, ainsi que des démarches nécessaires pour faciliter le travail en groupe et la résolution de problèmes en équipe. Il peut s'avérer difficile de trouver de tels instructeurs, et il est **peu probable** qu'on les trouve dans les médias ou dans les écoles de formation.

Résumé des discussions du groupe de travail

Il importe de souligner deux grandes observations qui ont émané des discussions de notre groupe de travail lors de la réunion consultative qui a eu lieu à l'Université polytechnique Ryerson sur le programme du CRDI en communication pour le développement. Premièrement, il a été très peu question de formation technique et le débat a surtout porté sur la formation en relations humaines, ainsi que sur les questions liées aux rapports hommes-femmes, au pouvoir et à la résolution des conflits. Deuxièmement, nous nous sommes fondés sur les réflexions que nous inspirait notre travail sur le terrain. Nous avons donc tous beaucoup appris en comparant nos expériences respectives.

Notre groupe de travail avait pour tâche de faire des recommandations relativement aux besoins de formation en communication participative pour le développement et aux activités de recherche connexes. Emmanuel Noumossie et Macaulay Olagoke ont dirigé le débat de main de maître et Don Richardson était porte-parole.

Il est ressorti des discussions que l'on ferait fausse route en imposant des méthodes et des activités données. Les participants canadiens sont particulièrement mal à l'aise lorsqu'on évoque l'idée de proposer des travaux précis à mener dans un contexte où ils sont des étrangers. C'est pourquoi le groupe recommande que les communicateurs œuvrant dans le domaine du développement se posent toute une série de questions avant de planifier ou d'entreprendre une formation en communication participative pour le développement.

Les questions qui suivent émanent de nos expériences sur le terrain dans le domaine du développement. La formation en communication participative pour le développement exige une réflexion continue sur la pratique et sur les résultats obtenus. Les questions suivantes nous ont donc été inspirées par notre réflexion sur les leçons que nous avons apprises sur le terrain. Nous croyons qu'en se posant ces questions au début d'un projet en communication participative pour le développement, les praticiens peuvent se sensibiliser au vaste éventail de problèmes qu'il faut soigneusement examiner avant de planifier des programmes de formation. La faculté la plus importante que doit posséder un professionnel de la communication pour le développement est celle de poser des questions cruciales

et pertinentes. Pour paraphraser Voltaire, nous dirons qu'on peut juger quelqu'un d'après ses questions plutôt que d'après ses réponses.

Lorsqu'ils sont revenus sur les discussions, les auteurs de ce document ont choisi de regrouper les questions dans six rubriques distinctes :

- question clé ;
- questions cruciales ;
- questions concernant des problèmes d'ordre pratique ;
- questions concernant les pratiques ;
- questions concernant l'établissement d'objectifs de formation ;
- questions concernant le choix des stagiaires.

Question clé

Quels sont les efforts, les systèmes et les mécanismes de formation existants en matière de communication indigène ?

C'est la question clé. En y répondant, les personnes chargées de planifier la formation sont en mesure de savoir s'il y a des programmes ou des mécanismes qui sont en place et qui peuvent offrir, ou aider à offrir, le programme de formation souhaité en communication participative pour le développement. Ils peuvent aussi déterminer s'il y a des techniques ou des possibilités de formation indigènes susceptibles de fournir une meilleure formation que de nouveaux programmes qui viendraient de l'extérieur.

Cette question permet d'évaluer le contexte dans lequel s'inscrit la communication participative pour le développement et de réduire les risques de « réinventer la roue » en offrant des programmes qui ne soient pas pertinents. Elle permet d'identifier d'éventuels partenaires et collaborateurs indigènes et aide à déceler les activités indigènes de communication pour le développement qui auraient pu passer inaperçues.

Questions cruciales

- Pourquoi travaillons-nous en communication participative pour le développement ?

- Dans quels domaines voulons-nous offrir une formation ou mener des recherches ?
- D'où viennent nos ressources (argent, soutien, main-d'œuvre) ?
- Qu'est-ce qui revêt le plus d'importance pour nous : le **processus** de communication participative pour le développement ou le **produit** qui en émane ?
- Quels aspects d'ordre éthique devrions-nous considérer lorsque nous donnons suite aux différentes questions liées à nos interventions : « Qui ? Quoi ? Où ? Quand ? Pourquoi ? »
- Quel genre de recherches peut être rattaché à nos activités de formation, en particulier, des recherches qui valorisent le processus plus que le produit, ou la recherche-action participative de préférence à la recherche quantitative ?
- Comment pouvons-nous accroître notre capacité d'autocritique et de réflexion à l'égard de nos pratiques de communication pour le développement ?
- Comment pouvons-nous modifier notre tendance à privilégier des démarches « descendantes » (du sommet vers la base), compte tenu qu'un grand nombre d'entre nous travaillons au sein de bureaucraties et d'institutions où cette façon de penser prédomine ?

Questions concernant des problèmes d'ordre pratique

- Quelle est la durée optimale des activités et des projets de communication participative pour le développement ? Nos programmes devraient-ils durer des semaines ou des décennies ? Quelle correspondance y a-t-il entre la durée d'un programme et son évaluation ?
- Comment travailler de concert et établir des partenariats entre différentes organisations et cultures en ce qui a trait aux programmes : processus, contenu, et adaptation du contenu et du processus au contexte ?
- Comment optimiser le rapport coûts-avantages ? Dans quelle mesure un programme de communication participative pour le développement d'inspiration communautaire devrait-il faire appel aux médias de masse pour optimiser son rapport coûts-avantages ?
- De quels médias (au sens le plus large du terme) disposons-nous déjà ?
- Comment aborder :
 - les différences interculturelles ?
 - les différences intraculturelles ?

- les questions de pouvoir ?
- les conflits ?
- la résolution des conflits ?

Questions concernant les pratiques

- Comment pouvons-nous faciliter une démarche participative de la base et travailler avec les gardiens du *statu quo* ?
- Comment pouvons-nous modifier les démarches d'apprentissage, les attitudes et les valeurs « descendantes » des animateurs, planificateurs, gardiens, évaluateurs, bailleurs de fonds et autres intéressés (y compris les nôtres) ?
- Comment assurer la « durabilité » ? Qu'entendons-nous par « durabilité » et quel point de vue adoptons-nous pour la décrire ? Le point de vue des participants ou celui des bailleurs de fonds et des évaluateurs ?
- Étant donné le contexte de restriction des ressources, comment améliorer le rapport coût-efficacité de la communication participative pour le développement ?
- Devrions-nous dédommager les participants et, dans l'affirmative, comment ?
- À quels critères devrions-nous avoir recours pour choisir les stagiaires et les participants ?
- Qui effectuera la formation et la recherche ? Les dirigeants de la base ? Les ONG indigènes (en grande partie urbaines) ? Des experts-conseils occidentaux ? Quels sont les atouts et les faiblesses de chacun de ces groupes de formateurs ? À quels problèmes interculturels et intraculturels devrons-nous faire face ?
- Comment aborderons-nous les questions liées aux rapports hommes-femmes en ce qui concerne l'établissement des programmes, la formation et la recherche en communication participative pour le développement ?
- Comment susciterons-nous une demande à l'égard de la formation ? Existe-t-il déjà une demande à cet égard ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi allons-nous de l'avant ?
- Comment expliquons-nous la démarche « participative » aux participants ? Comment leur expliquons-nous les dangers possibles de cette démarche, en particulier en ce qui concerne la perturbation des rapports de pouvoir et du *statu quo* ?
- Comment les formateurs et les animateurs peuvent-ils se renseigner sur la dynamique communautaire et sur les structures de pouvoir locales ?

Questions concernant l'établissement des objectifs de formation

- Quel résultat attendons-nous au juste de nos interventions ? Par exemple, espérons-nous :
 - accroître les compétences en communication participative au niveau communautaire ou national ?
 - améliorer l'éducation de base ?
 - améliorer le « développement » ?
 - créer des possibilités de responsabilisation et de changement social ?
- Quelle importance revêtent, pour notre programme, les objectifs liés au changement social et politique ? S'ils ne sont pas importants, pourquoi faisons-nous appel à une démarche participative, c'est-à-dire une démarche qui a toujours tendance à contester directement ou indirectement les rapports de pouvoir existants ? Avons-nous recours à une démarche « participative » parce que c'est à la mode ? Ou sommes-nous résolus à venir à bout de toute la complexité et de tous les défis que comporte une démarche participative ?
- Fixons-nous des objectifs aux gens ? **Ou** aidons-nous les gens à établir leurs propres objectifs ? Si nous penchons pour la deuxième possibilité, comment répondons-nous aux exigences des bailleurs de fonds et des évaluateurs qui nous demandent de fournir des objectifs préétablis, ainsi que des « cadres d'analyse logique » bien structurés et d'autres documents de planification avant que le projet ne soit amorcé ?
- Comment élaborons-nous des méthodes d'évaluation à partir d'objectifs émanant de démarches participatives de la base ? Nos méthodes d'évaluation devraient-elles également comprendre des méthodes participatives à la base ? Dans l'affirmative, qui évalue : des gens de l'extérieur, des participants, ou des membres des deux groupes ?
- Comment assurer des évaluations internes et externes équilibrées ?

Questions concernant le choix des stagiaires

- Qui sont les stagiaires ? (La liste qui suit n'est pas exhaustive.)
 - De milieu rural ou urbain ?
 - Des travailleurs locaux œuvrant en développement à la base ?
 - Des enseignants ?
 - Des hommes et des femmes ? (Avons-nous recours à une démarche GD : genre et développement ?)

- Des personnes chargées d'éduquer leurs pairs ?
- Des dirigeants communautaires ?
- Des chefs de file des jeunes ?
- Des travailleurs en développement communautaire et des vulgarisateurs ?
- Des dirigeants religieux ?
- Des « spécialistes » en communication ?
- Des agents d'alphabétisation ?
- Des praticiens de la santé ?
- Des producteurs dans le domaine des médias ?
- Des artisans des politiques et des fonctionnaires ?
- Quels sont ceux qui, parmi les stagiaires, peuvent aussi être des **formateurs** ?
- Tirons-nous pleinement parti des personnes ressources et des compétences qui sont à notre disposition ?
- Comment établissons-nous et intégrons-nous les différents besoins et exigences de formation de divers groupes de stagiaires ?

Conclusion

Il n'est pas simple d'élaborer des programmes de formation en communication participative pour le développement. Il ne s'agit pas de programmes à l'ancienne fondés sur l'enseignement magistral et le transfert de l'information du formateur à l'apprenant. La communication participative pour le développement exige un cadre de formation qui soit lui-même participatif, qui se déroule de préférence sur le terrain. Les concepteurs des programmes de formation doivent être prêts à se poser et à se voir poser des questions difficiles sur la nature de leurs initiatives et sur les résultats escomptés. Ils doivent aussi être prêts à s'engager dans des consultations auprès de différents groupes d'intéressés, à répondre à leurs besoins et à accueillir leurs points de vue. Et ce qui est encore plus important, les concepteurs doivent travailler dur pour cerner et analyser les activités, les systèmes et les mécanismes de communication indigènes. C'est en effet dans le cadre de ces activités de communication indigènes que les concepteurs de programmes de formation peuvent aussi apprendre.

LES BESOINS DE FORMATION EN COMMUNICATION PARTICIPATIVE : UNE RÉFLEXION PERSONNELLE

Macaulay A. Olagoke

Toutefois, comme l'ont bien montré d'autres auteurs, un grand nombre de projets financés récemment par les donateurs n'étaient participatifs qu'en théorie.

C'est là une situation qui suscite beaucoup d'inquiétude parce que, même dans sa forme la plus sincère, la participation dans la plupart des pays en développement devra, au moins pendant quelques années encore, **recevoir son impulsion** de l'extérieur des habitats ruraux, surtout à cause des problèmes interreliés que sont le peu de conscientisation sur les plans social et politique, le faible taux d'alphabétisation et l'incidence élevée de la pauvreté. Autrement dit, une bonne partie de ce qui se passe en matière de participation dans les pays en développement demeure tributaire de la sincérité des praticiens, qui sont encore ceux qui « font adopter » la participation à l'échelon local.

Il découle directement de ce qui précède qu'il faudra beaucoup de programmes adéquats d'alphabétisation et de conscientisation des populations locales pour favoriser le développement durable dans la plupart des collectivités rurales.

Nous devons viser le moment où les populations locales seront en mesure non seulement de reconnaître, mais également de remettre en question l'exploitation, déguisée sous forme de participation.

En outre, il faudra insister sur le fait que l'une des manières d'assurer l'efficacité d'une intervention est de faire en sorte que les praticiens et les partisans du développement rural reconnaissent que leur rôle devrait se limiter à celui de **catalyseur** d'un processus. Et cela implique nécessairement que le mécanisme d'intervention devrait comprendre certains éléments essentiels susceptibles de permettre à la population locale de poursuivre le processus en vue d'atteindre des objectifs clairement définis, **en se servant de ressources qu'elle peut produire** (sur place ou ailleurs) **et gérer elle-même, d'une manière durable.**

Il s'ensuit par conséquent que, face à tout besoin de formation professionnelle ou technique qui pourra être déterminé au fil du temps, le programme que propose le CRDI devrait favoriser des activités (de recherche et de formation) qui :

- répondent à notre question clé, à savoir quels sont les efforts, les systèmes et les mécanismes de formation existants en matière de communication indigène (on entend ici par **indigène** les efforts tant « traditionnels » que « modernes » qui existent sur place et peuvent être reproduits dans des milieux similaires) ;
- vont réduire le taux élevé d'analphabétisme grâce à des interventions éducatives formelles et non formelles appropriées ;
- haussent le niveau de conscientisation socio-politique de la population rurale à l'aide de démarches adéquates ;
- permettent à la population locale de prendre conscience de ses possibilités considérables en ce qui concerne le processus de développement socio-économique — en d'autres mots, des activités, surtout des programmes de formation, qui aideront les gens à prendre conscience qu'en travaillant ensemble, ils ont eux-mêmes la capacité de se donner une vie meilleure, du moins dans une modeste mesure, avec ou sans aide de l'extérieur.

Enfin, le programme proposé devrait comprendre un plan d'évaluation ou de suivi réaliste, comme il en a été amplement question lors de la rencontre de notre comité de suivi à Toronto.

Plus précisément, on devrait structurer l'évaluation ou le suivi de manière à permettre :

- l'examen de la conformité du programme avec le plan de projet proposé (échéanciers, objectifs) ;
- la remise du programme à la population locale selon des modalités prévoyant la poursuite des projets après le départ des **catalyseurs**.

Ce sont peut-être là certaines des étapes nécessaires en vue d'intégrer la culture de la participation dans le processus du développement durable au sein de la plupart des collectivités rurales.

FORMATION ET COMMUNICATION : UNE RÉFLEXION PERSONNELLE

Emmanuel Noumossie

Introduction

Avec la colonisation d'abord et même ensuite avec l'accession à l'indépendance, les populations et surtout celles à la base ont été habituées à suivre et à appliquer les ordres « d'en haut » sans en comprendre les raisons.

L'État-providence a également placé ces populations en état de dépendance totale de même que des bailleurs qui, à leur tour, les ont habituées à la « manne du ciel ».

Il s'agit ici, de trouver, sans juger qui a tort ou raison, des façons d'aider ces populations à s'impliquer dans toutes les décisions les concernant. Cette prise de conscience proviendra de la communication participative pour le développement et de l'éducation de base, appelée aussi animation pour le développement ou autopromotion.

Besoins en formation

Sans avoir à procéder à une investigation scientifique, nous pouvons observer que les besoins sont énormes. Il suffit de remarquer les approches généralement directives adoptées par les agents de développement de l'État et même par la plupart des ONG. Ces approches dites de « vulgarisation » consistent tout simplement à transmettre des connaissances ou des techniques sans l'implication de l'autre.

Il suffit aussi d'examiner un seul niveau, celui des organisations de base, pour se rendre compte des approches de la plupart des dirigeants qui vont même parfois jusqu'à la dictature.

Il existe à tous les niveaux, État, ONG, organisation de base, une absence de « démocratie ».

Mais il faut aussi se dire qu'il ne pouvait en être autrement puisqu'en Afrique, tous ceux ou celles qui travaillent actuellement ont fait le cours classique où le maître et les professeurs exerçaient une forte autorité. Les gens, le plus souvent, se vengent ou reproduisent inconsciemment le comportement des maîtres et des professeurs.

Public

Partant des besoins, il est clair que toute action de formation dans ce domaine doit d'abord s'adresser aux agents de développement rattachés à des organismes tant publics que privés, travaillant avec les populations de base, et spécialement aux agents féminins, l'autre public devant être les dirigeants villageois ou des organisations de base.

Domaines

La formation en communication en Afrique a souvent été très traditionnelle, dans la mesure où la transmission ou encore la communication se déroulait à sens unique.

Il s'agira ici de promouvoir la communication à double sens, de mener des recherches sur les techniques pouvant aider les populations de base à devenir plus actives, à s'impliquer davantage dans la résolution de leurs problèmes et à prendre part aux décisions les concernant, bref à s'autodévelopper.

Ces techniques peuvent être déjà identifiées au niveau de ce qui se fait sur le terrain, à partir des expériences réussies ailleurs ou tout simplement des nouvelles techniques à expérimenter, sur le tas et sur le terrain.

Perspectives

Actuellement en Afrique, le multipartisme, qui est parfois appelé à tort « démocratie », a néanmoins préparé les gens à s'intéresser aux différents changements dans leur milieu.

Cet intérêt facilite déjà la pratique ou l'introduction de la communication participative pour le développement et l'éducation de base.

Ainsi un travail de recherche-action dans ce domaine serait très utile pour changer la mentalité des agents de développement et très bénéfique pour les populations de base, trop souvent lésées.

ANNEXES

- Participants à la rencontre de Toronto
- Organismes africains associés au développement du programme

ANNEXE 1 — PARTICIPANTS À LA RENCONTRE DE TORONTO

1. Comité de pilotage du réseau

Awa Adjibade

Awa Adjibade est sociologue et conseillère en formation et en recherche à l'IPD-AOS. Ses compétences touchent le secteur femmes et développement, la formation des adultes, l'administration des collectivités locales et des entreprises, ainsi que la gestion et l'évaluation de projets.

Adresse/Téléphone/Fax :

Chargée de projet

Institut panafricain de développement — AOS

01 C.P. 1766

Ouagadougou 01, Burkina Faso

Tél. : (226) 30.03.90/30.13.99

Fax : (226) 30.12.96

Alioune Danfa

Alioune Danfa est professeur et inspecteur. Il est également coordonnateur du programme africain des volontaires de l'éducation et secrétaire général de l'Association pour le développement de l'éducation et de la formation en Afrique. Ses compétences touchent les questions relatives à la réforme du système éducatif, à l'expérimentation de modèles alternatifs d'éducation et de formation, à l'engagement des collectivités locales dans le développement de l'éducation communautaire à la base, ainsi que la formation et la recherche.

Adresse/Téléphone/Fax :

Secrétaire général

ADEF-Afrique

HLMS # 1872

C.P. 10816

Dakar, Sénégal

Tél. : (221) 25.76.43

Fax : (221) 76.18.20

Macaulay A. Olagoke

Macaulay A. Olagoke est docteur en gestion et en production rurale et directeur général de NIRADO. Ses compétences touchent le développement rural et l'économie agricole, le développement de programmes de formation, la recherche, ainsi que le développement et la gestion de projets.

Adresse/Téléphone/Fax :

Directeur général

NIRADO

37, rue Oyedele Ogunnlyl

Anthony Village

Lagos, Nigeria

Tél. : (234) 1 493.6542

Fax : (234) 1 269.0453

Affoué K. Sangaré

Affoué Kouassi Sangaré est médecin et titulaire d'un doctorat d'État en microbiologie. Elle est chef du Laboratoire des rétrovirus à l'Institut Pasteur de Côte d'Ivoire, membre fondatrice de l'Association des femmes africaines contre le sida et présidente de la section ivoirienne de l'Association. Outre ses compétences médicales, le docteur Sangaré est très active en communication sur le terrain. Elle œuvre auprès des femmes dans le domaine des MTS et du sida.

Adresse/Téléphone/Fax :

Institut Pasteur — Laboratoire des rétrovirus

01 C.P. 490

Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 23.30.13/24.30.14

Fax : (225) 45.76.23/32.99.69

Emmanuel Noumossie

Emmanuel Noumossie est ingénieur en agronomie tropicale et directeur de Inadès-Formation Cameroun. Ses compétences touchent la formation des adultes, la communication pour le développement, l'animation rurale ainsi que la gestion et l'évaluation de projets.

Adresse/Téléphone/Fax :

Directeur

Inadès-Formation Cameroun

C.P. 11

Yaoundé, Cameroun

Tél. : (237) 21.15.51/21.17.48

Fax : (237) 21.11.44

Alioune Camara

Alioune Camara est administrateur principal de programme au CRDI. Il est titulaire d'un diplôme d'études supérieures de droit public (option relations internationales) qui a été suivi d'une spécialisation en sciences de l'information. Après trois années d'enseignement de la documentation à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, il s'est consacré pendant une dizaine d'années à la mise en place de réseaux et de systèmes d'information sur le développement des pays du Sahel, dans le cadre des programmes du Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel, une organisation intergouvernementale regroupant neuf pays de la sous-région. À ce titre, il a été associé au développement de nombreux systèmes d'information sectoriels aux niveaux national et régional, en particulier dans les domaines de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles. Son principal domaine d'intérêt a trait aux approches d'information et de communication à la base en relation avec les politiques de décentralisation et les expériences de démocratisation en cours dans la région.

Adresse/Téléphone/Fax :

Administrateur principal de programme

CRDI — Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du centre

C.P. 11007

Dakar, Sénégal

Tél. : (221) 24.42.31

Fax : (221) 25.32.55

Guy Bessette

Guy Bessette est administrateur principal de programme au CRDI et responsable d'un programme de recherche en communication pour le développement en Afrique sub-saharienne, axé sur les processus participatifs et de communication à la base. En parallèle avec ces activités, le programme veut faciliter le développement de partenariats entre et avec des chercheurs, praticiens et organismes canadiens et internationaux, et promouvoir des actions communes auprès des preneurs de décisions à tous les niveaux. Guy Bessette est titulaire d'un Ph.D. en technologie éducative de l'Université de Montréal.

Adresse/Téléphone/Fax :

CRDI

250, rue Albert

Ottawa, Ontario

K1G 3H9

Tél. : (613) 236-6163, poste 2372

Fax : (613) 563-3858

Internet : gbessette@idrc.ca

2. Participants

Madeline-Ann Aksich

Madeline-Ann Aksich préside l'Institut international de l'enfance (IIE), un organisme non politique, non gouvernemental, à vocation humanitaire. Établi au Canada en 1992, l'Institut représente les principaux hôpitaux, universités et sociétés d'Amérique du Nord. L'Institut a pour mission d'aider les enfants du monde à surmonter les traumatismes psychologiques consécutifs à des catastrophes naturelles et humaines.

Adresse/Téléphone/Fax :

Institut international de l'enfance (IIE)

255, carré Philippe

Suite 207

Montréal, Québec, Canada H3B 3G1

Tél. : (514) 695-6757

Fax : (514) 874-0866

Robert S. Anderson

Robert S. Anderson dirige actuellement la School of Communication de l'Université Simon Fraser (SFU), après avoir été le premier directeur du Community Economic Development Centre de la même université. Anthropologue de formation et titulaire d'un Ph.D. de l'Université de Chicago (1970), il a été associé à des projets de communication pour le développement en Inde, au Bangladesh, en Jamaïque, en Thaïlande et en Chine.

Adresse/Téléphone/Fax :

Université Simon Fraser

Département de communication

Burnaby, Colombie-Britannique, Canada

Tél. : (604) 291-3111, poste 3383

Fax : (604) 291-4024

Henry-Paul Bolap

Henry-Paul Bolap est directeur de programme auprès de l'organisation non gouvernementale ARBOR VITAE et conseiller privé de la firme ARBORESCENCE. Diplômé de l'École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé (ESIJY) d'où il est sorti vers le milieu des années 1970, il a exercé sa profession en France et au Cameroun. Il a donné plusieurs cours de communication à l'Université de Montréal ainsi qu'à l'UQAM.

Adresse/Téléphone/Fax :

Directeur de programme pour l'Afrique

Arbor Vitae

400 ouest, rue St-Jacques

Suite 400

Montréal, Québec

Tél. : (514) 499-3624

Fax : (514) 499-3629

Internet : mil@arbor.ca

Sylvie I. Cohen

Sylvie I. Cohen a rejoint le siège du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUP) en 1990, au titre d'agente technique de la Direction générale de l'éducation, de la communication et de la jeunesse (Divisions technique et de l'évaluation), après avoir passé six années à l'UNICEF, dans le même domaine d'activité. Au cours des vingt dernières années, elle a fait de la communication pour le développement sa spécialité. Son apport a été décisif pour l'établissement en 1994 du premier programme régional de formation pour l'Afrique francophone financé par le FNUP et dispensé à l'IEC, de concert avec l'Université de Côte d'Ivoire.

Adresse/Téléphone/Fax :

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUP)

Agente technique

Direction générale de l'Éducation, de la Communication et de la Jeunesse

220 est, 42^{ème} rue

New York, New York

U.S.A. 10017

Tél. : (212) 297-5238

Fax. : (212) 297-4915

Edna Einsiedel

Edna Einsiedel est professeure et directrice du Programme de troisième cycle en sciences de la communication à l'Université de Calgary. Elle coordonne également le programme d'études du développement des premier et deuxième cycles. Elle a collaboré à des projets de développement aux Philippines et au Nigeria mais également au Canada, en particulier dans le domaine de la planification de la communication stratégique. Elle a animé des séminaires de formation interculturelle et poursuit des recherches en développement participatif.

Adresse/Téléphone/Fax :

Professeur

Programme des Sciences de la communication

Université de Calgary

2500, promenade Université, N.O.

Calgary, Alberta, Canada T2N 1N4

Tél. : (403) 220-7575

Fax : (403) 282-8405

Internet : einsiedel@acs.mcalgary.ca

Evelyne Foy

Evelyne Foy a collaboré à la conception, à l'élaboration et à l'évaluation de projets de médias communautaires dans de nombreuses collectivités urbaines et rurales ainsi qu'en milieu autochtone, au service des populations amérindiennes et inuit. Elle a œuvré au développement de projets au sein du ministère des Communications du Québec et dans diverses organisations non gouvernementales (OXFAM, Développement et Paix) dans les domaines de l'éducation et de la communication pour le développement. Elle est une des fondatrices d'AMARC et a exercé les fonctions de secrétaire générale depuis que l'organisme a acquis statut d'ONG internationale.

Adresse/Téléphone/Fax :

Secrétaire générale

AMARC

3575, rue St-Laurent

Suite 704

Montréal, Québec, Canada

H2X 2T7

Tél. : (514) 982-0351

Fax : (514) 849-7129

Victoria Freeman

Victoria Freeman, auteure et animatrice communautaire, est coordonnatrice de l'International Communication Group (ICG) rattaché à l'Université polytechnique Ryerson. Elle a promu activement de nombreux projets de communication participative et de recherche à Ryerson et a été associée au développement de bases de données multimédias sur la controverse qui a opposé les Cris, les écologistes et Hydro Québec autour du projet de construction d'un barrage à Grande-Baleine. Elle est cofondatrice du projet Écrivains de Baffin.

Adresse/Téléphone/Fax :

Coordonnatrice

International Communication Group

350, rue Victoria

Toronto, Ontario, Canada

Tél. : (416) 979-5167, poste 7327

Fax : (416) 979-5203

Donald J. Gilles

Donald J. Gilles est professeur de sciences de la communication au Département de cinématographie et de photographie de l'Université polytechnique Ryerson et ancien président du Département. Il copréside la section des affaires extérieures de l'International Communication Group. Il a été le fondateur et le pdg de l'Institut des cadres supérieurs en gestion des télécommunications au Canada (TEMAC). Il est diplômé des universités d'Edinburgh, Toronto et London ainsi que de l'Imperial College of Science, Technology and Medicine.

Adresse/Téléphone/Fax :

Professeur

Département de cinématographie et de photographie

Co-président, International Communication Group

350, rue Victoria

Toronto, Ontario, Canada

M5B 2K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 6873

Fax : (416) 979-5139

Olga Gladkikh

Olga Gladkikh est coordonnatrice de la communication et chargée de cours au Coady International Institute de l'Université Saint-François-Xavier. Son expérience professionnelle dans le domaine de la communication comprend une longue association avec CBC-TV News and Current Affairs dans les provinces Maritimes. Elle assure la formation dans sa spécialité au Canada et outre-mer.

Adresse/Téléphone/Fax :

Coordonnatrice de la communication et chargée de cours

Institut Coady International

Université Saint-François-Xavier

C.P. 5000

Antigonish, Nouvelle-Écosse, Canada

B2G 2W5

Tél. : (902) 867-5131

Fax : (902) 867-3907

Elayne M. Harris

Elayne M. Harris a pris part, au cours des vingt dernières années, à la pratique, à la recherche et à l'enseignement de l'apprentissage de la vie communautaire dans les régions en développement. Ayant entrepris son travail auprès des services de l'éducation permanente à l'Université Memorial de Terre-Neuve au début des années 1970, son travail a toujours été influencé par l'apprentissage non formel comme concept organisateur des activités ayant pour objet le développement, la communication, les médias, l'éducation populaire et la participation autochtone. Dans les années 1980, elle a dirigé pendant six ans les services d'éducation permanente de l'Université Memorial, avant de poursuivre ses études doctorales en communication pour le développement et en apprentissage de la vie communautaire. Elle a entrepris d'importants travaux de recherche sur la télévision et la radiodiffusion communautaires à Terre-Neuve.

Adresse/Téléphone/Fax :

Présidente

Harris et associés

20, avenue Prince Arthur

Suite 22E

Toronto, Ontario, Canada M5R 1B1

Tél. : (416) 323-9429

Fax : (416) 323-9429

Paul Idahosa

Paul Idahosa est professeur et membre du Département de politique et de l'École d'administration publique de l'Université polytechnique Ryerson où il enseigne la politique du Tiers-Monde et les études politiques comparées. Il enseigne également la politique africaine à l'Université de Toronto. Il a vécu tant en Afrique du Nord (Algérie) qu'en Afrique de l'Ouest (Nigeria) où il a récemment exercé les fonctions de maître de conférences et poursuivi des recherches.

Adresse/Téléphone/Fax :

Professeur

Département de politique

350, rue Victoria

Toronto, Ontario, Canada M5B 2K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 6184

Fax : (416) 979-5273

Abdul W. Khan

Abdul W. Khan, titulaire d'un doctorat et administrateur principal de programme, est chargé au Commonwealth of Learning de l'élaboration d'initiatives stratégiques liées à l'utilisation des techniques de communication et des technologies du télé-enseignement dans les pays membres. Il a travaillé en qualité de spécialiste des communications pour le développement pour de nombreuses organisations parmi lesquelles la FAO, le PNUD, le FNUP, l'UNESCO et la Commission sociale et économique des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique, l'Organisation de productivité asiatique et l'Institut d'Asie-Pacifique pour le développement de la radiodiffusion.

Adresse/Téléphone/Fax :

Administrateur principal de programme

The Commonwealth of Learning

1700-777, rue Dunsmuir

Vancouver, Colombie-Britannique, Canada V7Y 1K4

Tél. : (604) 660-4675/775-0128

Fax : (604) 660-7472

Internet : akhan@col.org

Bernard Kouassi

Bernard Kouassi a agi jusqu'à tout récemment comme secrétaire général de l'Institut panafricain de développement, dont le siège est établi à Douala, Cameroun. Avant d'occuper cette fonction, il a travaillé comme gestionnaire de programme pour le compte de l'USAID (Agence de développement américaine). Il a également occupé les postes de conseiller de projets de développement économique au Ministère de la promotion de la femme de Côte d'Ivoire, de chercheur et de consultant, et de cadre d'industrie et de banque. M. Kouassi est titulaire d'un Ph.D. en administration des affaires de l'Université du Michigan.

Adresse/Téléphone/Fax :

Secrétaire général

Institut panafricain de développement

C.P. 4078

Douala, Cameroun

Tél. : (237) 42.10.61/42.43.35

Fax : (237) 42.43.35

Jane Knight

Jane Knight, Ph.D., a travaillé durant les six dernières années de concert avec Ryerson International à de nombreux projets de développement en Asie, y compris le projet Asie-Pacifique pour la radiodiffusion. Une de ses priorités actuelles est le Programme de partenariat avec la Chine qui prévoit des activités de formation, de création de liens institutionnels, de recherche, de réseaux de communication et d'échange. Elle s'intéresse en outre aux recherches sur la communication interculturelle et sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur.

Adresse/Téléphone/Fax :

Directeur associé

Ryerson International

350, rue Victoria

Toronto, Ontario, Canada

M5B 2K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 7304

Fax : (416) 979-5352

Emil Kolompar

Emil Kolompar est chef opérateur primé et professeur de cinéma, de vidéo et d'infographie à l'Université polytechnique Ryerson. Au cours des vingt dernières années, il a été réalisateur et chef opérateur. La première du documentaire réalisé par Emil, *Finest Kind*, une coproduction de l'ONF, a eu lieu au Festival des festivals de Toronto. Le film, qui porte sur la vie d'un petit village de pêcheurs à Terre-Neuve, est projeté à de vastes publics de cette province dans le cadre des activités d'animation communautaire.

Adresse/Téléphone/Fax :

Professeur

Département de cinématographie et de photographie

350, rue Victoria

Toronto, Ontario, Canada

M5B 2K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 6868

Fax : (416) 979-5139

Eva Kupidura

Eva Kupidura est actuellement bibliothécaire et animatrice communautaire auprès du Conseil international d'éducation des adultes (CIEA). Ancienne enseignante et conseillère, Eva a également travaillé dans des bibliothèques et des centres de documentation en Pologne et en France. Elle est co-auteur du *Répertoire annoté 1968-1992* retraçant les 25 ans de publication de la revue *Convergence*.

Adresse/Téléphone/Fax :

Bibliothécaire et animatrice communautaire

Conseil international d'éducation des adultes (CIEA)

720, rue Bathurst, suite 500

Toronto, Ontario, Canada M5S 2B4

Tél. : (416) 588-1211

Fax : (416) 588-5725

Internet : icae@web.apc.org

Basanti Majumdar

Basanti Majumdar est professeure agrégée à l'Université McMaster. Son concours a été déterminant pour la création de liens entre les comités ethnoculturels des universités et l'établissement d'un cours « Culture et santé » à l'intention des étudiants de facultés multidisciplinaires. Fondatrice de la Division de recherche ethnoculturelle, Basanti a publié le premier manuel canadien de sensibilisation aux diverses cultures (incluant la politique multiculturelle canadienne) pour la formation des personnes œuvrant dans le secteur de la santé et des services sociaux. Son expérience s'étend à la mobilisation communautaire, aux programmes de sensibilisation interculturelle et à la mise en œuvre de l'apprentissage participatif. Ses recherches portent sur la communication transculturelle et les méthodes d'apprentissage (groupes de consultation et de recherche par l'action).

Adresse/Téléphone/Fax :

Professeure agrégée

Université McMaster

Programme MHSc

120 ouest, rue Main, pièce 3N28

Hamilton, Ontario, Canada L8N 3Z5

Tél. : (905) 525-9140

Fax : (905) 521-8834

Internet : majumdar@fhs.csu.mcmaster.ca

Erma Wright Manoncourt

Erma Wright Manoncourt, Ph.D, s'est récemment jointe à l'UNICEF en qualité de chef de la Section de mobilisation sociale et de communication des programmes. Elle a obtenu son doctorat en comportements de santé et éducation pour la santé à l'Université de Caroline du Nord-Chapel Hill en 1986. Elle a été pendant quatre ans professeure d'université et pendant plus de dix ans conseillère en santé internationale. Ses domaines de spécialité embrassent la conception d'interventions communautaires, le développement de stratégies de communication et l'évaluation de l'incidence des modifications du comportement au sein des programmes de survie des enfants, de planification familiale et de communication en matière d'affections diarrhéiques et de nutrition.

Adresse/Téléphone/Fax :

*Chef, Section de mobilisation sociale et de communication des programmes
UNICEF*

3, United Nations Plaza

New York, New York

É.-U. 10017

Tél. : (212) 702-7245

Fax : (212) 702-7145

Lavina Mohr

Lavina Mohr est secrétaire générale de Videazimut, une coalition internationale d'organismes et d'individus engagés dans la communication pour le développement et la démocratie. La coalition constitue un réseau d'échange et d'analyse d'information et d'expériences dans les différentes régions du monde. Lavina a acquis une vaste expérience dans le domaine de la radio communautaire et a collaboré avec plusieurs ONG canadiennes, y compris Aide à l'enfance Canada.

Adresse/Téléphone/Fax :

Secrétaire générale

Vidéazimut

3680, rue Jeanne-Mance, bureau 430

Montréal, Québec

Canada H2X 2K5

Tél. : (514) 982-6660

Fax : (514) 982-6122

Internet : videaz@web.apc.org

Viola Morgan

Viola Morgan est coordonnatrice, Genre et développement, au sein de la Division d'analyse des politiques et des programmes régionaux auprès du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD. Elle est également la personne ressource pour des questions régionales en matière d'éducation et de santé. De 1987 à 1989, Viola a été conseillère en communication pour le compte de différents services du PNUD, y compris la Division des projets mondiaux et interrégionaux et les Services de liaison non gouvernementale. Avant de se joindre au PNUD, elle a travaillé au Département de l'information du Secrétariat des Nations Unies.

Adresse/Téléphone/Fax :

Coordonnatrice, Bureau régional pour l'Afrique

UNDP

1, United Nations Plaza

Pièce DC 1-2484

New York, New York

É.-U. 10017

Tél. : (212) 906-5980

Fax : (212) 906-5423

Luc Morin

Luc Morin, président de CAC International, œuvre activement depuis 1985 en tant que consultant en communication pour le développement. Luc a travaillé dans les secteurs de la santé, de la population et de l'agriculture. Il a résidé deux ans au Niger où il a été engagé dans des projets BIT/FNUP pour la santé et la population et, plus récemment, dans la création d'un programme de formation en matière de droits de la personne. Son expérience s'étend à l'utilisation de la communication au niveau populaire dans le contexte de l'examen des processus structurels et sociaux. Il a, en outre, mené à bien des projets d'évaluation et de formation pour le compte de la Banque mondiale.

Adresse/Téléphone/Fax :

Président

CAC International

3575, rue St-Laurent, suite 302

Montréal, Québec, Canada H2X 2T7

Tél. : (514) 848-9993

Fax : (514) 981-6182

Charles Morrow

Charles Morrow, conseiller principal, Service de télévision mondial-WETV, est un ancien directeur de l'information de l'Agence canadienne de développement international et de l'Organisation mondiale de la santé. À l'ACDI, il a mis sur pied en 1983 un secteur des communications pour le développement qui a permis d'intégrer, avec succès, cette composante à de nombreux projets de l'organisme dans les domaines de l'assainissement de l'eau, de la santé et de l'agriculture.

Adresse/Téléphone/Fax :

Président

Charles Morrow et associés

2172, avenue Bickerton

Gloucester, Ontario

Canada, K1J 6Y3

Tél. : (613) 747-3925

IDRC (613) 236-6163

Fax : (613) 747-3925

IDRC (613) 567-4349

Internet : cmorrow@idrc.ca

Ruth Nesbitt

Ruth Nesbitt est directrice par intérim de Ryerson International et professeure à l'École des sciences infirmières. Son champ d'intérêt est la communication pour la santé. Elle a présidé le Comité d'organisation de la Conférence sur la santé et la communication dans les Amériques, tenue du 27 au 29 mars 1995 à l'Université polytechnique Ryerson. Elle est également directrice d'un projet d'établissement de liens universitaires en Bolivie dont la communication pour le développement est une composante majeure.

Adresse/Téléphone/Fax :

Directrice par intérim

Ryerson International

350, rue Victoria

Toronto, Ontario

Canada M5B 2K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 6996/6323

Fax : (416) 979-5352

Caroline Newton

Caroline Newton a travaillé dans plusieurs pays africains dans le domaine du rôle des sexes et de la communication. Son travail actuel de coordonnatrice d'animation communautaire pour Vision TV comporte la conception et la mise en œuvre de programmes et de politiques en faveur de la participation communautaire dans un réseau de télévision multiconfessionnel et multiculturel.

Adresse/Téléphone/Fax :

Coordonnatrice d'animation communautaire

Vision TV

80, rue Bond

Toronto, Ontario

Canada M5B 1X2

Tél. : (416) 368-3194, poste 325

Fax : (416) 368-9774

Internet : c.newton.@web.apc.ort

Thérèse Paquet-Sévigny

Thérèse Paquet-Sévigny est titulaire de la chaire de l'UNESCO en communication et développement international à l'Université du Québec à Montréal. Auparavant, elle a occupé le poste de directrice de la communication au Secrétariat des Nations Unies. Dans le cadre de son mandat à la présidence de l'UNESCO, elle œuvre à la création d'un réseau d'intervenants canadiens actifs dans le domaine de la communication internationale et de la communication pour le développement, en particulier.

Adresse/Téléphone/Fax :

Chaire UNESCO-UQAM, Département de communication

C.P. 8888, succ. Centre-Ville

Montréal, Québec

Canada H3C 3P8

Tél. : (514) 987-8743

Fax : (514) 987-0249

Alain Péricard

Alain Péricard est un ancien journaliste en poste en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine. Il est aujourd'hui consultant et chargé de cours universitaires en communication pour le développement international à l'UQAM. Il a également fondé une association de chercheurs africains spécialisés dans ce domaine.

Adresse/Téléphone/Fax :

Université du Québec à Montréal

830, rue Stuart

Outremont, Montréal, Québec

Canada H2V 3H6

Tél. : (514) 273-8313

Fax : (514) 277-3281

Internet : b73@musicB.mcgill.ca

Lila Pine

Lila Pine a travaillé en qualité de réalisatrice, rédactrice et scénariste au cours des six dernières années. Son documentaire sur les enfants de la rue, *Easy Marks*, a été en nomination pour le prix Golden Sheaf de Saskatoon. Lila enseigne également dans des ateliers de production vidéo et de post-production, est consultante en technique vidéo et coproduit une émission radiophonique sur le cinéma et la vidéo.

Adresse/Téléphone/Fax :

Pineko Media Services

Toronto, Ontario

Tél. : (416) 265-6808

C.V. Rajasunderam

C.V. Rajasunderam travaille pour l'International Communication Group de l'Université polytechnique Ryerson. Ses intérêts professionnels et son expérience sont axés sur la recherche et la formation en communication pour le développement. Avant son arrivée au Canada, il a été communicateur principal à la Sri Lanka Broadcasting Corporation, et plus tard, agent principal de recherches et chef des médias au Centre d'études du développement de l'Institut Marga de Sri Lanka. Il a réalisé des consultations pour le compte de l'Institut de développement de la radiodiffusion en Asie-Pacifique, Ryerson International, le Centre de formation de la radio des Pays-Bas, la fondation Worldview International et le Département de l'information des Nations Unies.

Adresse/Téléphone/Fax :

International Communication Group

350, rue Victoria

Toronto, Ontario

Canada M5B 2K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 7327

Fax : (416) 979-5203

Dale Ratcliffe

Dale Ratcliffe enseigne la radiodiffusion à l'École de journalisme Ryerson. Avant de se joindre à Ryerson il y a un an et demi, elle a travaillé comme reporter, rédactrice et productrice de radio et télévision à la CBC où elle a occupé le poste de productrice principale de l'émission radiophonique « The World at Six » transmise sur les ondes de la CBC. Dale a également travaillé avec les radiodiffuseurs des pays en développement et, tout récemment encore, en Namibie (Afrique).

Adresse/Téléphone/Fax :

Professeure

École de journalisme Ryerson

80, rue Gould

Toronto, Ontario

Canada M5B 2K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 6403

Fax : (416) 979-5216

Don Richardson

Don Richardson est sociologue et se spécialise dans le domaine de la communication au soutien du développement. Ses domaines particuliers d'activité et d'intérêt sont la communication participative (vidéo, radio et impression), les réseaux électroniques communautaires et l'accès au réseau Internet dans les pays en développement (y compris l'Afrique). Il a travaillé au Cameroun, en Égypte, en Bolivie, au Pakistan et au Canada à différents projets de communication participative pour le développement.

Adresse/Téléphone/Fax :

Professeur adjoint

Université de Guelph

Department of Rural Extension Studies

Guelph, Ontario, Canada N1G 2W1

Tél. : (519) 824-4120

Fax : (519) 836-9941

Internet : drichard@uoguelph.ca

Heida Schaeffer

Heida Schaeffer exerce actuellement les fonctions de conseillère de programme, Division de la technologie et de la communication au ministère du Commerce et du Développement économique. Ses domaines de spécialité au ministère sont la formation et le développement organisationnel, et, particulièrement, le travail mené auprès des collectivités autochtones. À l'Université polytechnique Ryerson (1988-1993), elle a été l'auteure d'une trousse de formation sur la radiodiffusion pour le développement et elle a conçu un processus d'évaluation participative pour le projet Radiodiffusion en développement Asie-Pacifique, qui comportait de nombreuses missions en Inde, en Indonésie et en Malaysia.

Adresse/Téléphone/Fax :

Conseillère de programme

Division de la technologie et de la communication

Ministère du Commerce et du Développement économique

1-49, avenue Benlamond

Toronto, Ontario, Canada M4E 1Y8

Tél. : (416) 326-9624

Fax : (416) 326-9654

Robert B. Scott

Robert B. Scott est à ce jour directeur de programme, Arts médiatiques, et coprésident de l'International Communication Group de l'Université polytechnique Ryerson. Il a commencé à s'intéresser aux activités de communication participative par le biais du programme Challenge for change-Société nouvelle de l'Office national du film vers la fin des années 1960. Au nombre des organisateurs principaux du Projet Saint-John (Nouveau-Brunswick), il a aidé à créer une association de locataires pour les personnes à faible revenu de cette ville. Le projet a constitué une des premières initiatives de programme mettant à contribution la vidéo de format réduit dans un processus de changement social.

Adresse/Téléphone/Fax :

Professeur et directeur de programme

Arts médiatiques

Département de cinématographie et de photographie

Co-président, International Communication Group

350, rue Victoria

Toronto, Ontario, Canada M5B 1K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 6876

Fax : (416) 979-5139

J. Mark Stiles

J. Mark Stiles, président de Stiles associés, Inc., possède plus de vingt ans d'expérience dans les domaines de la communication et de la formation pour le développement au Canada et outre-mer. Il a été, de 1990 à 1993, le conseiller principal en communication du National Institute of Health d'Islamabad (Pakistan) où il a dirigé une unité nationale de promotion de la santé financée par l'Agence canadienne de développement international.

Adresse/Téléphone/Fax :

Président

Stiles associés, Inc.

19, avenue Bellwood

Ottawa, Ontario, Canada K1S 1S6

Tél. : (613) 730-0596

Fax : (613) 730-1073

Cheryl Teelucksingh

Cheryl Teelucksingh est actuellement chercheure au sein du programme de troisième cycle en communication de l'Université de Calgary.

Adresse/Téléphone/Fax :

Chercheure

Programme de troisième cycle en communication

Université de Calgary

2500, promenade Université, N.O.

Calgary, Alberta

Canada T2N 1N4

Tél. : (403) 220-7575

Fax : (403) 282-8405

Jennifer Welsh

Jennifer Welsh a été titulaire, à partir de 1970, du cours d'initiation à la consommation et d'éducation familiale à l'École de nutrition de Ryerson, où elle a exercé la fonction de directrice de 1980 à 1987. De 1988 à 1993, elle a été doyenne de la Faculté des services communautaires. La sécurité alimentaire et la promotion de la santé continuent d'être au centre de ses intérêts.

Adresse/Téléphone/Fax :

Professeure

Nutrition, consommation et éducation familiale

350, rue Victoria

Toronto, Ontario

Canada M5B 2K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 6940

Fax : (416) 979-5204

Darryl Williams

Darryl Williams est directeur des études du Rogers Communication Centre à l'Université polytechnique Ryerson et directeur du Groupe de recherches sur les nouveaux médias dont les travaux, d'une durée de trois ans, portent sur l'utilisation des réseaux à larges bandes de fréquence en vue d'un partage d'information multimédia. Il a été au préalable président du Département de cinématographie et de photographie à l'Université polytechnique Ryerson. Darryl est membre du Comité directeur du consortium Intercom Ontario.

Adresse/Téléphone/Fax :

Directeur des études, Rogers Communication Centre

80, rue Gould

Toronto, Ontario

Canada M5B 2K3

Tél. : (416) 979-5000, poste 7421

Fax : (416) 979-5203

Tony Williamson

Tony Williamson dirige le Centre Don Snowden pour la communication au soutien du développement et est agent de liaison internationale à l'Université Memorial de Terre-Neuve. Il possède vingt-cinq ans d'expérience en développement communautaire et en recherche participative auprès des collectivités autochtones du Grand Nord canadien. Il a exercé les fonctions d'administrateur-fondateur de l'Institut d'études nordiques du Labrador, rattaché à l'Université Memorial, et d'administrateur associé de la Division d'éducation des adultes de Memorial, de 1977 à 1985.

Adresse/Téléphone/Fax :

Directeur

Centre Don Snowden pour la communication au soutien du développement

Département de communication

Université Memorial de Terre-Neuve

St. Johns, Terre-Neuve

Canada A1B 3X5

Tél. : (709) 737-4473

Fax : (709) 737-4612

Internet : tonyw@kean.ucs.mun.ca

Elizabeth Wilson

Elizabeth Wilson est directrice générale du Réseau des radios rurales des pays en développement depuis 1989. Entre 1985 et 1988, elle a travaillé pour l'Institut international de recherches sur le riz aux Philippines. Au cours de cette période, elle a animé des ateliers de communication dans sept pays d'Asie et d'Afrique et a été consultante en communication et organisatrice des campagnes de financement auprès du président de l'Université des Philippines. Pendant neuf ans, Elizabeth a occupé le poste de directrice des services d'information de l'Université de Toronto.

Adresse/Téléphone/Fax :

Réseau des radios rurales des pays en développement

40 ouest, rue Dundas, suite 227B

Toronto, Ontario

Canada M5G 2C2

Tél. : (416) 593-3752

Fax : (416) 593-3752

Chin Saik Yoon

Chin Saik Yoon travaille activement dans le domaine de la communication pour le développement et du développement participatif en Asie. Il est également éditeur de Southbound, une maison d'édition d'intérêt public traitant de thèmes pertinents pour les pays du Sud.

Adresse/Téléphone/Fax :

9 College Square

10250 Penang, Malaysia

Tél. : 60-4-2282169

Fax : 60-4-2281758

ANNEXE 2 — ORGANISMES AFRICAINS ASSOCIÉS

AU DÉVELOPPEMENT DU PROGRAMME

Légende + Organismes contactés lors des missions
 * Organismes présents à la réunion de Ouagadougou

Bénin Association parmi les femmes pour la promotion de la femme
 (AFPF)*+

C.P. 77

Dassa-Zoumé, Bénin

Tél. : (229) 53-01-15

Contact : Mme Agathe Okoundé, Présidente

Association pour la promotion de la femme en milieu rural
(APEFM)*+

C.P. 03-2010

Cotonou, Bénin

Tél. : (229) 31-38-14

Fax : (229) 32-21-32

Contact : Mme Innocentia Guédegbe

Association pour la sauvegarde de l'environnement et le
développement (ASED)*+

C.P. 06-1269 PK3

Cotonou, Bénin

Tél. : (229) 33-13-12

Fax : (229) 33-21-92

Contact : M. Coovi Paul Djogbenou

Bénin Nature+

C.P. 06-1336

Cotonou, Bénin

Tél. : (229) 31-40-46

Fax : (229) 33-19-56

Contact : M. Toussaint Hinvi, Responsable

Centre d'information, de recherche et d'action pour la promotion
des initiatives paysannes (CIRAPIP)*+

C.P. 03-0314

Cotonou, Bénin

Tél. & Fax : (229) 32-16-10

Contact : M. Patrice C. Gnacadja

Groupe d'étude, d'éducation et de recherche en coopérative
(GEERCOOP-ONG)+

C.P. 161 Bureau Abomey-Calavi

Cotonou, Bénin

Contact : M. Pantaléon Xavier F. Hungbo, Responsable

Organisation pour le développement socio-culturel à la base+

C.P. 03-2173

Cotonou, Bénin

Contact : M. Hippolyte Candjodjo , Responsable

Survie de la mère et de l'enfant*+

C.P. 8178

Cotonou, Bénin

Tél. : (229) 30-31-59 ou 53-00-66

Fax : (229) 30-01-99

Contact : M. Bernard Gnantonou

Burkina

Faso

Association des volontaires du développement (AVD)*+

01 C.P. 4683

Ouagadougou 01, Burkina Faso

Tél. : (226) 30-86-16

Fax : (226) 30-86-17 / 31-47-87

Contacts : M. Justin Lompo, M. Florent Ouedraogo, Président

Association nationale d'action rurale (ANAR)+
01 C.P. 2314
Ouagadougou, Burkina Faso
Tél. : (226) 30-32-53
Contact : M. Abdou Ouedraogo, Président

Association Vive le paysan*+
05 C.P. 6274
Ouagadougou 05, Burkina Faso
Tél. : (226) 31-16-36 / 30-40-35
Fax : (226) 30-52-80
Contact : M. André-Eugène Ilboudo, Directeur

Centre d'études et d'expériences économiques et sociales en
Afrique de l'Ouest (CESA) *+
C.P. 305
Bobo-Dioulasso, Burkina Faso
Tél. : (226) 97-23-06 / 97-10-17
Fax : (226) 97-08-02
Contacts : M. Dieudonné Ouedraogo ou Mme Rosalie Woba,
Directrice

Centre d'étude pour le développement africain (CEDA) +
C.P. 606
Ouagadougou, Burkina Faso
Tél. : (226) 36-21-90
Fax : (226) 36-29-02
Contact : Mme Jacqueline Ki-Zerbo, Chargée de l'information

Fédération de l'Union des groupements NAAM *+
C.P. 100
Ouahigouya, Burkina Faso
Tél. : (226) 55-04-11 / 55-01-10
Fax : (226) 55-01-62
Contacts : M. Moh Mahamadou Compaoré ou M. Bernard Lédéa
Ouedraogo

Fondation nationale pour le développement de la solidarité
(FONADES) +

01 C.P. 523

Ouagadougou, Burkina Faso

Tél. : (226) 30-01-46 / 31-01-61

Fax : (226) 30-01-46

Contact : M. Benoît Ouedraogo, Secrétaire général

Groupe de recherche, d'étude et de formation « Femme-Action »
(GREFFA) +

01 C.P. 633

Ouagadougou 01, Burkina Faso

Tél. : (226) 36-33-70

Fax : (226) 30-67-67 c/o Hôtel Indépendance)

Contacts : Mme Isabelle Tapsoba, Chargée de l'information ou
Mme Bernadette Pallé

Hommes et Femmes pour le développement (HOFEDES) +

01 C.P. 4908

Ouagadougou 01, Burkina Faso

Tél. : (226) 31-45-08

Fax : (226) 31-46-56

Contact : Mme Alice Sawadogo, Vice-présidente

Institut panafricain pour le développement*+

01 C.P. 1756

Ouagadougou, Burkina Faso

Tél. : (226) 30-03-90 / 30-19-99

Fax : (226) 30-12-96

Contacts : M. Jean Bosco Z. Some, Mme Awa Adjibade

L'Entraide féminine Burkinabé+

C.P. 339

Ouagadougou, Burkina Faso

Tél. : (226) 31-81-39

Contact : Mme Rose-Marie Sanwidi, Secrétaire générale

Union internationale de conservation de la nature-Burkina Faso
(UICN)*

01 C.P. 3133

Ouagadougou 01, Burkina Faso

Tél. : (226) 36-21-19 / 30-16-51

Fax : (226) 30-13-51

Contact : M. Michel Kouda, Représentant national

Cameroun Association internationale pour la promotion des initiatives
communautaires africaines (APICA) *+

C.P. 5946

Douala, Cameroun

Tél. : (237) 42-12-28 / 43-26-36

Fax : (237) 43-17-30

Contact : M. Jean-Paul Onomo Metala, Chef du service de
communication

Association pour le soutien et l'appui à la femme entrepreneur
(ASAFE)*+

C.P. 5213

Douala, Cameroun

Tél. & Fax : (237) 42-29-70

Contact : M. Jean-Pierre Yitamben

Collectif des organismes de participation au développement
(COPAD) +

C.P. 4560

Yaoundé, Cameroun

Tél. : (237) 21-15-51

Fax : (237) 21-11-44

Contact : D' Aaron Tolen, Président

Inadès-Formation — Cameroun*+

C.P. 11

Yaoundé, Cameroun

Tél. : (237) 21-15-51 / 21-17-48

Fax : (237) 21-11-44

Contacts : M. Emmanuel Noumossie, Directeur national ou
M. Zingui-Mesomo Xavier, Programme communication et
agriculture

Institut panafricain pour le développement

(Siège social) / Pan African Institute for Development (H.O.)+

C.P. 4056

1431, rue Njo-Njo

Douala, Cameroun

Tél. : (237) 42-10-61

Fax : (237) 42-43-35

Contact : M. Faya Kondiano, Secrétaire général

Partnership Management and Support Programme (PMSP)+

C.P. 7124

Douala, Cameroun

Tél. : (237) 40-08-06

Fax : (237) 43-29-17

Contact : M. Pierre Chekem

Réseau d'appui au développement féminin (RADEF)*+

C.P. 7165

Yaoundé, Cameroun

Tél. : (237) 23-48-73

Fax : (237) 23-59-23

Contact : Mme Mpol Z. Florentine Aimée, Directrice

Service d'appui aux initiatives locales de développement
(SAILD)+
C.P. 11955
Yaoundé, Cameroun
Tél. : (237) 22-46-82 / 22-62-44
Fax : (237) 22-51-62
Contact : M. Elvis Tangwa

Côte

d'Ivoire

Association pour la femme africaine contre le sida
— Section Côte d'Ivoire*+
01 C.P. 4237
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 24-30-13 / 24-30-14
Fax : (225) 32-99-69 / 45-7623 / 24-31-19
Contact : D' Affoué Kouassi Sangaré

Bureau international catholique de l'enfance+
01 C.P. 1721
Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 28-87-07
Fax : (225) 32-45-89
Contact : Père René Faurite, Responsable

Inadès-Formation (Siège social)*
08 C.P. 08
Abidjan 08, Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 44-31-28 /29/30
Fax : (225) 44-06-41
Contacts : M. René Segbenou, Directeur ou Ibrahim Ouedraogo

Radio-Espoir+
C.P. 48
Abidjan 12, Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 27-60-01
Fax : (225) 27-69-70
Contact : Père Jean France Brignone, Responsable

Ghana

Abokobi Women's Development Association+
c/o May Day Rural Development
C.P. 13923
Accra, Ghana
Tél. : (233) 22-8855
Fax : (233) 22-27-42
Contact : M. E.R.A. Botchway

Amasachina Self-Help Association+
C.P. 798
Tamale, Ghana
Tél. : (233) 777-582
Contact : M. Sule Garibe

Christian Mothers Association*+
C.P. 5547
Accra North, Ghana
Tél. : (233-21) 77-28-86 / 22-23-39
Fax : (233-21) 77-28-86
Contact : Mme Victoria Duamoroh, Agente administrative

Friends of the Earth*+
C.P. 3794
Accra, Ghana
Tél. : (233) 22-59-63
Fax : (233) 22-79-93
Contact : M. Douglas Korsah Brown

Ghana Association of Private Voluntary Organizations in
Development (GAPVOD)+
C.P. A17
(North Labone — près de Labone Coffee Shop)
La-Accra, Ghana
Contacts : M. Fred Owusu, Secrétaire général ou M. James Bowie,
Coordonnateur

Ghana Federation of Business and Professional Women+
c/o May Day Rural Development
C.P. 13923
Accra, Ghana
Tél. : (233) 22-88-55
Fax : (233) 22-27-42
Contact : M. E.R.A. Botchway

Ghana Institute of Linguistics, Literacy and Bible Translation
(GILLBT)*+
C.P. 378
Tamale, Ghana
Tél. : (233) 71-21-43
Fax : (233) 72-23-49
Contact : Mme Grace Adjekun, Directrice

Helping Hand Association for Women's Development
(HHAWD)+
Secrétariat
C.P. 3430
Accra, Ghana
Tél. : (233) 221-809
Contact : Mme Mary Kpordotsi, Directrice

May Day Rural Project *+
C.P. 13923
Accra, Ghana
Tél. : (233) 22-88-55
Fax : (233) 22-27-42
Contact : M. E.R.A. Botchway

Women's World Banking (Ghana) Limited+
C.P. 2989
Accra, Ghana
Tél. : (233) 667-748
Fax : (233) 668-336
Contact : Mme Abba Quinoo

- Guinée** Association des professionnelles africaines de la communication
(APAC)+
Section Guinée
C.P. 391
Conakry, République de Guinée
Tél. : (224) 44-22-05
Contact : Mme Madina Bah, Présidente
- Association guinéenne l'Enfant pour l'Enfant (AG/EPE)*+
s/c « Les Écoles Hawa Diodji »
Kipé — Commune Ratoma
Conakry, République de Guinée
Tél. : (224) 41-23-57 / 44-29-26
Fax : (224) 41-27-07
Contact : Mme Diarra Mariam Baïlo Diallo
- Association guinéenne de l'enseignement et de l'éducation pour
le développement (AGEED)*
C.P. 187
Conakry, République de Guinée
Tél. : (224) 44-37-62
Fax : (224) 41-27-01
Contacts : M. Mohamed Lamine Bangoura, M. Abdrouhamane
Conde
- Coordination des ONG féminines en Guinée (COFG)+
C.P. 2176
Conakry, République de Guinée
Tél. : (224) 44-32-15
Télex : 22137 PSI GE
Contacts : Mme Saran Touré, Présidente ou Mme Saran Daraba

Organisation des volontaires pour le développement économique
et culturel* (OVODEC)

C.P. 87

Conakry, République de Guinée

Tél. : (234) 46-28-33 / 44-39-77

Fax : (234) 46-18-64

Contact : M. El Hadj Bella Boumbouya

Mali

Association d'études de technologies appliquées +

C.P. 2031

Bamako, Mali

Tél. : (223) 22-69-55

Fax : (223) 22-73-10

Contact : M. Oumar Dolo, Chargé de projet

Association malienne de recherche-action pour le développement*+

C.P. 1647

Farako, route de Haudallage

Bamako, Mali

Tél. : (223) 22-85-21 / 22-01-41

Fax : (223) 22-85-21 / 22-01-42

Contact : M. Mamadou Diallo, Secrétaire général

Association malienne pour la promotion des jeunes+

C.P. 09

Bamako, Mali

Tél. : (223) 22-27-93

Fax : (223) 22-23-59

Contact : Mme Mariam Koné

Comité de coordination des ONG+

C.P. 1721

Bamako, Mali

Tél. : (223) 22-36-87

Fax : (223) 22-23-59

Contact : M. Mohamed Alassane Diarah, Responsable de
l'information

Groupe Pivot/Éducation de base*+

C.P. 2137

Quinzambougou

Bamako, Mali

Tél. : (223) 22-02-91

Fax : (223) 22-98-57

Contact : M. Souleymane Kanté

Groupe de recherche et d'applications techniques+

C.P. 2502

Bamako, Mali

Tél. & Fax : (223) 22-43-41

Contact : M. Youssouf Sanogo, Secrétaire général

Institut malien de recherches appliquées au développement

(IMRAD)+

En face du stade Mamadou Konaté

Bamako, Mali

Tél. : (223) 22-80-70

Contact : M. Shebane Coulibaly, Secrétaire général

Réseau ouest et centre africain de recherche en éducation

(ROCARÉ)+

C.P. 1775

Bamako, Mali

Tél. & Fax : (223) 23-16-12

Contact : Mme Lalla Ben Barka, Coordonnatrice régionale

Stop Sahel+

C.P. 3267

Bamako, Mali

Tél. : (223) 22-60-33

Fax : (223) 22-23-59

Contact : M. Seydou Togola, Chargé de projet

Nigeria Association of Nigeria Market Women and Men+
4, rue Joseph Odunlami
Oluwolfe Ijaye — OGBA AGEGE
Lagos, Nigeria
Tél. : (234-1) 4921-484
Contacts : Chef (Alhaja) Abibat Mogagit, Président ou
M. Lanre D.
Ajayi, Secrétaire

Community Life Project+
9, rue Ilori
Ire-Akari Estate, Isolo
C.P. 159
Apapa, Nigeria
Tél. & Fax : (234) 01-521-903
Contact : Mme Ngozi Iwere, Chargée de projet

Development Education Centre (DEC)*
C.P. 15723
31, rue Ngwo, Uwani
(en face du parc Ngwo)
Enugu, Nigeria
Tél. : (234) 42-255-242 / 42 338-499
Fax : (234) 42-251-835
Contact : Mme Cecilia Asogwa, Directrice générale

Environment Nigeria Conservation Foundation*
PLO 5
rue Mosley
Ikoyi, Lagos
Nigeria
Tél. : (234-1) 269-4021
Fax : (234-1) 269-4020

Inter African Committee on Harmful Practices+
C.P. 6051

Lagos, Nigeria

Tél. : (234-1) 614-909

Fax : (234-1) 614-912

Contact : Mme E.M. Alabi, Coordonnatrice de projet

Nigerian Agency for Voluntary Development Organizations
(NAVDO)+

27, rue Berkley

GPO Box 2534

Lagos, Nigeria

Tél. : (234-1) 26-31-990

Fax : (234-1) 26-31-595

Contact : A.M. Sharta, Président

National Council of Women's Societies (NCW)+

House Plot PC 14, rue Ahmed Onibudo

Île Victoria

C.P. 3063

Lagos, Nigeria

Tél. : (234-1) 61-20-91

Contact : Hajiya Laila Dongonyaro, Président national

Nigerian Federation of Business and Professional Women+

27, promenade Oyinkan Abayomi

C.P. 51323

Ikoyi Lagos, Nigeria

Tél. : (234-1) 648-083

Contact : Mme Ene-Nwakamma-Okoro, Présidente

Nigerian Integrated Rural Accelerated Development Organization
(NIRADO) *+
37, rue Oyedele Ogunniyi
Anthony Village
GPO Box 2524
Lagos, Nigeria
Tél. & Fax : (234-1) 493-6542
Contact : D' A.M. Olagoke, Directeur

Sénégal

Association pour le développement de l'éducation et de la
formation en Afrique*+
(ADEF/AFRIQUE)
C.P. 10816
Dakar, Sénégal
Tél. & Fax : (221) 24-90-91
Contact : M. Alioune Danfa, Secrétaire général

ENDA — GRAF Sahel*+
C.P. 13069 — Grand-Yoff
Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 24-20-25
Fax : (221) 25-32-15
Contacts : M. Jean-Pierre Périer ou M. Emmanuel Seyni Ndione,
Coordonnateur

Fédération des ONG du Sénégal (FONGS)*+
C.P. 3432
Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 35-10-66
Fax : (221) 51-12-31
Contact : M. Thierno Diagne, Responsable de la communication

Fondation rurale de l'Afrique de l'Ouest (FRAO)+
Rue 1, XD Point E
C.P. 13
Dakar-Fann, Sénégal
Tél. : (221) 25-49-53 / 24-14-00
Fax : (221) 24-57-55
Contact : M. Thierry Barreto, Responsable de programme

Institut africain de gestion urbaine*+
C.P. 7263
Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 24-44-24
Fax : (221) 25-08-26
Contact : M. El Housseynou Ly, Assistant scientifique

Réseau africain pour le développement intégré (RADI)+
Rue 39 X14 Colabana
C.P. 12085
Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 24-33-37 / 25-75-33
Fax : (221) 25-76-36
Contact : M. Bocar Alpha Sall, Responsable de la communication

Rodale International*+
C.P. A 237
Thiès, Sénégal
Tél. : (221) 51-10-28
Fax : (221) 51-10-28 / 51-16-70
Contact : M. Pape Kane Diallo, Responsable du programme de la communication

TOSTAN+
C.P. 326
Thiès, Sénégal
Tél. : (221) 51-10-51
Fax : (221) 51-34-27
Contact : Mme Molly Melching, Directrice

- Zaïre** Conseil national de la communication pour le développement*
C.P. 54
Goma Nord Kivu, Zaïre
Tél. & Fax : (243) 22-06-10
Contact : M. Pierre Mumbu
- Régional** Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires
(AMARC)*
C.P. 7369
Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 22-57-92
Fax : (221) 22-58-01
Contact : Mme Sophie K. Ly, Bureau de Dakar
- Forum des Organisations africaines volontaires du développement
(FOVAD)+
C.P. 12093
Dakar, Sénégal
Tél. : (221) 25-55-47 / 25-60-64
Fax : (221) 25-55-64
Contacts : M. Mazide Ndiaye, Président, Mme Karimou
Moussoulimou, Responsable de l'information

L'institution

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) croit en un monde durable et équitable. Le CRDI finance les chercheurs des pays en développement qui aident les peuples du Sud à trouver des solutions adaptées à leurs problèmes. Il maintient des réseaux d'information et d'échange qui permettent aux Canadiens et à leurs partenaires du monde entier de partager leurs connaissances, et d'améliorer ainsi leur destin.

L'éditeur

LES ÉDITIONS DU CRDI publient les résultats de travaux de recherche et des études sur des questions mondiales et régionales intéressant le développement durable et équitable. Spécialisées dans la documentation sur le développement, LES ÉDITIONS DU CRDI enrichissent les connaissances sur ces questions pour favoriser une plus grande compréhension et une plus grande équité dans le monde. Les publications du CRDI sont vendues au siège de l'organisation à Ottawa (Canada) et par des agents et des distributeurs en divers points du globe.



ISBN 0-88936-803-1

